

سعد من الدول

# Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16169 - 7 F

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



mettre en œuvre  
pics de pollution

## ■ Jacques Chirac à la télévision

Le président de la République devrait s'adresser aux Français en début de semaine. Le thème de cette intervention télévisée concernerait la réforme de la justice.

p. 24

## ■ Espoir pour Gerry Roufs

Un avion chilien aurait localisé le navigateur canadien dont les organisateurs du Vendée Globe étaient sans nouvelles depuis le 7 janvier.

p. 18

## ■ L'Inde poursuit ses réformes

Dans un entretien au Monde, H.D. Deve Gowda, le premier ministre indien, s'engage à poursuivre les réformes de déréglementation de l'économie dans son pays.

p. 5

## ■ « Le Monde » bouge

A partir de lundi, daté 21 janvier, votre quotidien continue de changer, deux ans après le lancement de sa nouvelle formule.

p. 24

## ■ Vent d'euphorie sur la haute couture



Arrivée de trois nouveaux créateurs, transfert de John Galliano chez Dior... la présentation des collections pour l'été à Paris va étonner.

p. 11

## ■ PCF : l'émersion grise des années 30

Deux historiens ont reconstitué la vie d'Eugène Fried, agent de l'Internationale et dirigeant de l'ombre du Parti communiste français.

p. 12

## ■ Pour une fiscalité minimale

Détenteurs de patrimoine et conseillers financiers s'intéressent de plus en plus aux aspects fiscaux dans les stratégies de placement.

pp. 15, 16, 17

## ■ Ouverture du Musée de la musique

900 instruments sont exposés au Musée de la musique, inauguré samedi 18 janvier à Paris.

p. 21

## ■ Au « Grand Jury »

Georges Charpak est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 19 janvier à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 S; Belgique, 20 BF; Canada, 25 C\$; Danemark, 20 D; Espagne, 160 P; France, 10 F; Grèce, 200 Dr; Hongrie, 200 Ft; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 10 Kr; Suisse, 10 Fr; Taiwan, 100 N; Thaïlande, 10 Baht; USA, 10 C\$; USA (hors), 25 C\$.

M 0146-119-700 F



## Les centrales syndicales en panne de stratégie face au gouvernement

Marc Blondel évoque « le blues de la confédération »



LES CONFÉDÉRATIONS syndicales peinent à trouver leurs marques face aux projets de réforme du gouvernement approuvés par le patronat (création de fonds de pension, stages diplômants, flexibilité, etc.). Devant les responsables de FO, Marc Blondel a même

évoqué « le blues de la confédération ». Malgré ces interrogations, FO « met solennellement en garde le gouvernement » contre tout projet sur la flexibilité du marché du travail. Le 21 janvier, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, s'emploiera à justifier devant sa centrale

le « syndicalisme de transformation sociale » qu'elle appelle de ses vœux. A la CGT, l'incapacité à embrayer sur les revendications des salariés provoque un désarroi dont Louis Vianet est conscient.

Lire page 6

## Bill Clinton de nouveau confronté aux « affaires »

Le président américain prête serment lundi

BILL CLINTON aborde la deuxième moitié de sa présidence au sommet de sa popularité : selon un sondage rendu public, vendredi 17 janvier, par CNN et USA Today, 62 % des Américains approuvent son action, une cote record pour lui. Il prêtera serment lundi 20 janvier pour un nouveau mandat de quatre ans qui commence comme avait fini le précédent : la Maison Blanche doit cohabiter avec un Congrès, toujours contrôlé par les républicains.

L'équilibre budgétaire, la sauvegarde des systèmes d'assurances maladie et de retraite, mais aussi la réforme du financement des partis s'annoncent comme les grands défis de politique intérieure de ce second mandat. La première confrontation sérieuse entre l'exécutif et le législatif concerne l'amendement à la Constitution que les républicains veulent voter pour obliger le gouvernement fédéral - sauf situation exceptionnelle - à maintenir les finances publiques en équilibre. M. Clinton est résolument contre.

Le second mandat commence, également, dans une atmosphère de confrontation entre les deux grands partis qui s'entredéchireront depuis un mois au sujet de Newt Gingrich, le speaker (président) républicain de la Chambre, accusé de fraude fiscale. La polémique a provoqué un regain d'animosité au Capitole entre républicains et démocrates. Elle augure mal de la coopération entre M. Clinton et une majorité hostile au Congrès.

C'est dans cette ambiance que vont à nouveau peser les multiples affaires qui ont jalonné le premier mandat de Bill Clinton. Elles vont réduire sa marge de manœuvre. Plusieurs d'entre elles connaîtront leur épilogue en 1997 et différentes commissions parlementaires s'apprêtent à engager des investigations. L'exploitation politique et médiatique de cette situation va s'échelonner sur de nombreux mois et risque d'affaiblir le président démocrate.

Lire page 2

## Le couple par lequel le scandale arrive à la City

LONDRES

de notre correspondant dans la City  
Ah le couple Horlick ! Quel succès ! Surtout elle, Nicola, trente-cinq ans, directrice des fonds de retraite britanniques chez Morgan Grenfell Asset Management (MGAM), filiale de la Deutsche Bank, l'un des plus gros investisseurs institutionnels de la City. Sumommée, pas toujours avec gentillesse, « la superwoman », Nicola est un oiseau rare, d'autant plus rare pour beaucoup que son salaire annuel dépasse le million de livres. Elle quitte toujours son bureau à 17 heures, pour s'occuper de ses cinq enfants. Son époux, Timothy, trente-six ans, est un important ponte de la banque d'affaires américaine Salomon Brothers.

Possédant une fortune, une maison de maître dans le quartier chic de Kensington, une jolie résidence secondaire, une gouvernante et du personnel à plein temps, une table ouverte autour de laquelle se retrouvent le nec plus ultra des seigneurs de l'argent, une foule d'invitations à l'Opéra de Covent Garden... Ils inspirent confiance. Changement de décor. Accusée d'avoir ten-

té de débaucher toute une équipe de gestionnaires de patrimoine ainsi que plusieurs clients importants pour venir avec elle chez le concurrent néerlandais ABN Amro. Nicola, suspendue de ses fonctions, a été contrainte à la démission le 16 janvier. Ce même jour, la presse révélait que son mari, Timothy, était traîné devant les tribunaux par son ancien employeur, Kleinwort Benson, pour avoir copié des données informatiques avant de se rendre, avec armes et bagages, chez Salomon. « Établi pour récompenser l'honneur aux gains, le manque de loyauté et l'égoïsme, le système des stars en vigueur dans la City était condamné à mal finir », s'indigne le Daily Telegraph, le grand journal conservateur, à propos des agissements du duo maléfique.

Et chacun y va de sa petite histoire sur Nicola... une Margaret Thatcher de la finance... Timothy, lui, est comparé à l'infâme José Ignacio Lopez, ancien dirigeant de General Motors, engagé à grands frais par Volkswagen et mis en examen pour divulgation de secret industriel. La dame, en tout cas, a du savoir-faire : devant le refus de ses

supérieurs de la rencontrer, elle s'est envolée à Francfort, en compagnie d'un agent de relations publiques et d'une nuée de journalistes, réclamer à la maison mère une indemnité de plusieurs millions de livres. En vain. « Il arrive fréquemment que des équipes entières partent chez un rival qui attend monter de toutes pièces une activité qu'il ne connaît pas et qu'il veut hisser tout de suite au niveau des meilleurs », raconte un fund manager, qui explique que, dans cette City ultracompetitive, tous les moyens sont bons pour attirer les vedettes dont dépend, en grosse partie, la prime de fin d'année donnée aux directions.

L'heure, en tout cas, n'est plus à l'euphorie dans la première place boursière européenne. On parle de retournement boursier dès le printemps. La venue probable au pouvoir du Parti travailliste inquiète. Et voilà que la Deutsche Bank, déjà contrainte l'an dernier de renflouer MGAM, s'interroge aujourd'hui sur l'opportunité de rapatrier certaines activités à Francfort, où la vie est moins mouvementée...

Marc Roche

## L'Europe dans l'engrenage de la monnaie unique

LEUR SCEPTICISME étatique a mis les Britanniques en alerte. Derrière les propos modérés sur l'harmonisation des politiques budgétaires entrainée par la monnaie unique, ils ont immédiatement vu se profiler un système fiscal unifié, des prélèvements sociaux uniformisés, les recettes de l'impôt sur le

revenu versées dans un pot commun ; le tout régi par les technocrates apatrides de Bruxelles. Phantasme ou prémonition ? Bonn et Paris ont démenti, le ministre français de l'économie et des finances assurant qu'il « n'était pas question de rompre avec la souveraineté fiscale », une prérogative

nationale pourtant déjà bien entamée. Du côté de la Commission, les dénégations ont été plus molles, car ses services étudient l'hypothèse où les pays de la zone euro avanceraient plus vite que les autres sur la voie de la convergence fiscale. Sans doute tout cela prendra-t-il

du temps. Mais un langage nouveau apparaît dans les milieux européens ; il trace un chemin sur lequel la monnaie unique est seulement une étape. Comme si un engrenage se mettait en place, dont on n'a pas mesuré encore toutes les conséquences économiques, financières, budgétaires, fiscales, sociales, institutionnelles.

Le grand marché avait introduit la convergence des politiques économiques, condition nécessaire à la monnaie unique. Maastricht avait fixé les célèbres critères d'élection pour l'Union économique et monétaire. Les Allemands avaient fait un autre pas en tirant, des impératifs de rigueur contenus dans le traité, la nécessité d'un pacte de stabilité, contraignant et assorti de sanctions quasi-automatiques.

Mais dans un premier temps, ils s'étaient gardé d'aller plus loin. Ils affirmaient même que toute possibilité d'ajustement entre les économies européennes par les taux de change et d'intérêt devait disparaître avec l'euro, les gouvernements ne pourraient plus jouer que sur la fiscalité, la politique des revenus et les régulateurs sociaux (en clair, le volant de chômage) pour compenser les différences de compétitivité.

Daniel Vernet

Lire la suite page 13

## Les Belges, la télé et l'affaire Dutroux

POUR la première fois en Europe, les travaux d'une commission d'enquête parlementaire sont retransmis en direct à la télévision. Cela se passe en Belgique, à propos des événements de la justice et de la police dans l'affaire Dutroux. Jusque tard dans la nuit, des centaines de milliers de téléspectateurs suivent les débats. Dans notre supplément « Télévision Radio Multimédia », Luc Rosenzweig, notre correspondant à Bruxelles, raconte ces événements de comptes en direct.

De plus, nos programmes s'entichent de cinq nouvelles chaînes de câble et du satellite. A lire également, une enquête sur la bande dessinée interactive qui se développe sur CD-ROM et sur Internet.

Lire notre cahier

« Télévision Radio Multimédia »

## Le roi du luxe



BERNARD ARNAULT

AVEC la stagnation de la consommation, l'alcool ne paie plus assez. A quarante-sept ans, Bernard Arnault, patron de LVMH, veut donc se concentrer sur le luxe, au plus fort potentiel de croissance. En vendant 7 % des 21 % qu'il détenait dans Guinness, le brasseur britannique, pour la coquette somme de 5 milliards de francs, il s'éloigne, rentabilité oblige, de celui grâce auquel, en 1988, il avait pris le contrôle de son groupe.

Lire page 14

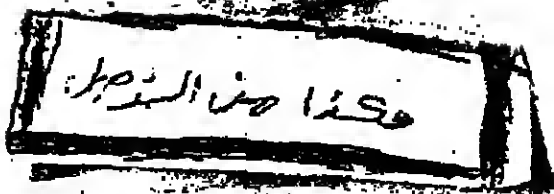
International	2	Aujourd'hui	18
France	6	Agenda	20
Société	8	Albums	20
Carnet	70	Météorologie	20
Horizons	11	Mots croisés	20
Enquêtes	14	Culture	21
Placements/marchés	15	Radio-Télévision	25

300  
TAPIS PRECIEUX  
A DES PRIX  
EXCEPTIONNELS

10, rue Royale  
75008 Paris

(33) 01 42 61 64 12





**ÉTATS-UNIS** Bill Clinton devait prêter serment, lundi 20 janvier à Washington, pour un second mandat de quatre ans comme président des États-Unis. Sa popularité est, au-

jourd'hui, au plus haut. ■ CETTE NOUVELLE présidence débutera de la même manière que la précédente s'était achevée, par une cohabitation forcée avec une opposition ré-

publicaine qui a conservé le contrôle du Congrès en novembre dernier. ■ LES « AFFAIRES » marqueront à nouveau ce second mandat. Il commence dans une atmosphère de

confrontation entre les deux grands partis, qui s'entredéchirent depuis un mois au sujet de Newt Gingrich, le speaker (président) républicain de la Chambre des représentants, ac-

cusé de fraude fiscale et condamné à payer une amende. Une polémique qui augure mal de la future coopération entre M. Clinton et ses adversaires.

## Les « affaires » ternissent l'ouverture du second mandat de Bill Clinton

Alors que sa popularité atteint un niveau record, le président démocrate va devoir composer avec un Congrès toujours dominé par les républicains. Les suites des scandales qui ont jalonné son premier mandat risquent aussi de limiter sa marge de manœuvre

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
Bill Clinton l'a reconnu : il est peu probable que les cérémonies officielles marquant, lundi 20 janvier, l'inauguration de son second mandat soient empreintes du même enthousiasme qu'il y a quatre ans. Sans doute est-ce la loi du genre : il n'est plus question de couper les ponts avec l'administration précédente, ni même d'un « nouveau départ », et les Américains n'ont aujourd'hui plus guère d'illusions sur leur président. Le « nouveau démocrate » de la campagne électorale de 1992 a, certes, confirmé ses qualités de politicien talentueux, mais, en subissant l'usure du pouvoir, il a perdu de son aura.

Le chef de la Maison Blanche entame une seconde cohabitation avec un Congrès toujours dominé par les républicains, auxquels il a « emprunté » une partie de leur programme afin de se placer au « centre vital » de l'échiquier politique. C'est ce réalignement pragmatique qui lui a permis de l'emporter lors du scrutin présidentiel, et c'est à partir d'un tel point d'équilibre qu'il entend situer son action des quatre prochaines années. Il serait donc vain d'espérer de sa part une gestion très audacieuse, notamment parce que le jeu institutionnel lui impose de composer en permanence avec les républicains.

Echaudé par les nombreux obstacles qui se sont dressés sur le chemin menant des grandes idées aux réformes législatives, M. Clinton est désormais un gestionnaire du possible qui entend agir par petites touches pour améliorer la vie



quotidienne de ses concitoyens et les aider, selon le slogan de sa campagne électorale, à bâtir « un pont avec le XXI<sup>e</sup> siècle ». Sa relation avec l'Amérique s'apparente à un mariage de raison, lequel n'interdit pas des élans de passion : réélu avec 49 % des suffrages exprimés, le 5 novembre 1996, le chef de la Maison Blanche bénéficie aujourd'hui d'une popularité record (lire ci-contre).

**EMBEILLIE**  
Mais cette situation n'est qu'une embeillie. Depuis le scrutin présidentiel, la vie institutionnelle américaine est de facto gelée. Le Congrès n'a pas repris ses travaux, et les principaux membres du gou-

vernement attendent encore d'être « confirmés » par le Sénat. Les festivités populaires qui se déroulent ce week-end à Washington, et dont le point d'orgue aura lieu lundi, lors de la prestation de serment de M. Clinton au Capitole, contribuent également à nourrir un climat d'optimisme. Les Américains ont cependant des motifs de satisfaction : la situation économique est toujours sans nuages et leur pays n'est engagé dans aucun conflit susceptible de menacer ses « intérêts vitaux ».

Les sondages attestent de cet état d'esprit : les Américains sont dans l'ensemble confiants dans leur avenir personnel, mais préoccupés quant à celui de leur pays.

Cette inquiétude est nourrie par les problèmes structurels que connaît la société américaine, et sans doute aussi par les perspectives d'une nouvelle cohabitation difficile entre démocrates et républicains. M. Clinton a beau s'efforcer d'apparaître comme l'homme du consensus et de la réconciliation nationale, cet optimisme est menacé par le climat de scandales qui perdure à Washington.

En dépit du ralliement du chef de la Maison Blanche à l'objectif des républicains visant à atteindre l'équilibre des finances publiques, les discussions budgétaires qui vont s'engager entre l'exécutif et le Congrès vont vraisemblablement déclencher une nouvelle bataille politique. Les propositions budgétaires sans surprise présentées par M. Clinton montrent que le jeu du chat et de la souris entre les deux pôles du pouvoir politique a commencé. Ces préoccupations politiques vont cependant être oubliées le temps des réjouissances organisées (pendant trois jours), bien que celles-ci portent la marque de la controverse sur le financement de la campagne électorale.

### DISCRETION

La Maison Blanche a voulu que ces festivités se déroulent sur un registre moins somptueux qu'il y a quatre ans. Les contributions individuelles ont été limitées à 100 dollars (530 francs), les entreprises et les lobbies ayant été invités à faire preuve de discrétion. Quelque 400 000 personnes sont attendues ce week-end sur le Mall, la grande avenue qui s'étend du Capitole à la Maison Blanche, contre le double

en 1993. Quatorze bals, des feux d'artifice, des orchestres, des pavillons de dégustation, des débats, enfin un centre de terminaux d'ordinateurs, qui permettra au public d'adresser des messages électroniques au président et au vice-président Al Gore, ont été organisés. L'ensemble coûtera quelque 30 millions de dollars (160 millions de francs), cette facture étant ré-

politique, en montrant au pays à la fois une direction et sa propre résolution.

Les historiens recherchent dans cet exercice une « petite phrase » susceptible de symboliser à la fois l'homme et l'événement, comme ce fut notamment le cas pour Franklin D. Roosevelt, en 1933 (« La seule chose dont nous devons avoir peur, c'est de la peur elle-même »), et John F. Kennedy, en 1961 (« Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays »). La Maison Blanche a précisé, vendredi 17 janvier, que Bill Clinton s'est imprégné des écrits de ses prédécesseurs les plus illustres, tout en lisant de la poésie, afin de mieux cerner un discours censé affirmer le jugement de l'histoire.

### Une cote de popularité exceptionnellement élevée

A quelques jours du début officiel de son second mandat, la cote de popularité du président Clinton atteint un sommet historique avec 62 % d'avis favorables, selon un sondage CNN/Time Magazine rendu public jeudi 16 janvier. Seulement 31 % des personnes interrogées affirment désapprouver l'action du président réélu en novembre dernier, selon ce sondage réalisé du 10 au 13 janvier. Crédité de 49 % d'opinions favorables à son entrée en fonctions en janvier 1993, le président Clinton atteint désormais les niveaux enregistrés par le républicain Ronald Reagan en 1985 et dépasse le score réalisé par un autre républicain en 1973, lui aussi à la veille de son second mandat, Richard Nixon (51 %).

Selon ce sondage, les raisons du succès de M. Clinton tiennent au fait que, pour la première fois depuis la fin de la guerre du Golfe, 50 % des Américains (contre 47 %) estiment que « les choses vont bien aux États-Unis », soit plus du double qu'il y a un an. De même, 58 % des Américains se disent satisfaits de l'état de l'économie, un pourcentage en forte hausse par rapport à 1993 (25 %).

glée à la fois par l'excédent financier de l'inauguration de 1993 (9 millions de dollars), la vente des tickets pour les diverses manifestations, enfin celle des innombrables objets commémoratifs. Le discours d'investiture qui prononcera, lundi, Bill Clinton n'est pas destiné à présenter un programme politique (tel est l'objet du traditionnel discours sur l'état de l'Union, prévu le 4 février), mais de permettre au nouveau président d'évoquer sa philosophie

même », et John F. Kennedy, en 1961 (« Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays »). La Maison Blanche a précisé, vendredi 17 janvier, que Bill Clinton s'est imprégné des écrits de ses prédécesseurs les plus illustres, tout en lisant de la poésie, afin de mieux cerner un discours censé affirmer le jugement de l'histoire.

Laurent Zecchini

### « Moi, Robert Dole, jure solennellement... »

Le républicain Bob Dole a reçu, vendredi, à Washington, la plus haute distinction civile des États-Unis - la médaille de la Liberté - des mains de l'homme qui l'a battu, Bill Clinton. Reconnu à son honneur cloglant, M. Dole a remercié son rival. « Moi, Robert Dole, jure solennellement... », a-t-il dit pour commencer - avant d'être interrompu par un éclat de rire général - l'ancien candidat à la Maison Blanche, en reprenant les mots du serment que prononcera lundi Bill Clinton. « Oh ! C'est le mauvais discours », s'est-il exclamé. « J'avais un rêve », a-t-il ajouté, paraphrasant Martin Luther King, dont la mémoire sera célébrée lundi. A trois jours de son investiture pour un second mandat, M. Clinton comptait sur ce geste de réconciliation pour montrer aux Américains qu'il serait, durant les quatre prochaines années, l'homme du consensus.

## Financements asiatiques, Whitewater, Paula Jones : les dossiers chauds de la présidence

Le « speaker » républicain de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, est, lui, condamné à une forte amende

**WASHINGTON**  
de notre correspondant

La sentence politique qui est tombée, vendredi 17 janvier, est à la fois lourde et mesurée. Newt Gingrich, speaker (président) de la Chambre des représentants, devait recevoir une « réprimande » de la part de ses collègues, et être obligé de rembourser une somme de 300 000 dollars (1,65 million de francs). Cette double peine fait l'objet d'une proposition de la commission d'éthique de la Chambre, qui était appelée à se prononcer sur les accusations de fraude fiscale dont fait l'objet l'élu de Géorgie, également soupçonné d'avoir transmis de fausses informations à la commission.

Cette sanction est sévère, puisque c'est la première fois qu'un speaker - le troisième personnage de l'Etat - est aussi lourdement condamné par ses pairs. Elle est également mesurée, car elle ne devrait pas remettre en cause - du moins dans l'immédiat - l'avenir politique de l'artisan de la « révolution » républicaine de 1994. La Chambre des représentants devrait se réunir, mardi 21 janvier, en

séance plénière, pour adopter les recommandations de sa commission, lesquelles ont déjà été jugées « appropriées » par Newt Gingrich.

Celui-ci, à qui il était notamment reproché d'avoir utilisé des dons d'organisations caritatives pour financer ses activités politiques, espère manifestement que ce compromis (conclu début décembre, mais resté secret pour permettre sa réélection, le 7 janvier) mettra un terme à une « affaire » que les démocrates n'étaient pas mécontents d'exploiter. Or la Chambre ne s'est pas prononcée sur les accusations de fraude fiscale. James Cole, l'avocat indépendant mandaté par le Congrès, a estimé que « durant un certain nombre d'années et dans plusieurs situations, M. Gingrich a montré un dédain et un manque de respect pour les normes de conduite s'appliquant à ses activités ».

Il a également recommandé que la commission d'éthique transmette à l'administration fiscale tous les documents produits au cours de l'enquête, ce qui ouvre la possibilité de poursuites judiciaires contre le représentant de Géorgie. En dépit de cette mise en cause de

l'intégrité de leur chef de file, les républicains ont fait bloc derrière lui, bien décidés à couper court aux demandes des démocrates, qui réclament toujours la démission du speaker. Ces derniers sont d'autant plus enclins à prolonger cette controverse que celle-ci apparaît relativement bénigne par rapport aux scandales qui touchent de près Bill Clinton.

### DOSSIER GIGOGNE

Le chef de la Maison Blanche est en effet menacé par les suites politiques et judiciaires de plusieurs « affaires ». La Cour suprême examine actuellement la question de l'immunité juridique du président des États-Unis, en relation avec les accusations de Paula Jones (cette jeune femme qui accuse M. Clinton de harcèlement sexuel) et le département de la justice a ouvert une enquête sur la question des financements illicites d'origine asiatique dont ont bénéficié le candidat Bill Clinton et son parti.

Plusieurs commissions parlementaires s'apprêtent à engager des démarches similaires, ce qui signifie que l'exploitation politique et mé-

diatique de cette affaire va s'échelonner sur de nombreux mois. Au Sénat, les auditions seront conduites sous la houlette du républicain du Tennessee, Fred Thompson. Cet ancien avocat avait démontré sa détermination lors du scandale du Watergate, qui avait provoqué la démission de Richard Nixon en 1974. Reste enfin la nébuleuse politico-juridique du scandale Whitewater.

S'il est vrai qu'aucun délit n'a pu être retenu contre Bill et Hillary Clinton, une dizaine de personnes, comptant parmi leurs proches, ont déjà été condamnées, parmi lesquelles James et Susan McDougal, ainsi que Jim Guy Tucker, qui a été obligé de démissionner de son poste de gouverneur de l'Arkansas. Le procureur indépendant Kenneth Starr, chargé de ce dossier-gigogne (l'affaire des « dossiers du FBI » sur des personnalités républicaines, qui avaient été illégalement obtenus par la Maison Blanche, en fait partie), n'a pas encore rendu public son rapport. Toutes ces affaires pourraient connaître un dénouement en 1997.

L. Z.

## Quand l'ancien « gourou » de la Maison Blanche, Dick Morris, fait la satire du pouvoir...

**WASHINGTON**  
de notre correspondant

La scène se déroule le soir de la victoire électorale des républicains, en 1994. Le président démocrate fait passer sa collègue sur son conseiller, le trait de tous les noms, à tel point que celui-ci décide de quitter la pièce. Alors Bill Clinton, qui sait bien que l'homme est irrémédiablement, le censeur pour l'empêcher de partir, et le conseiller glisse à terre. Hillary Clinton l'aide à se relever et « Bill », confus, se répand en excuses. Une autre fois, alors que le chef de la Maison Blanche se laisse aller à un excès de pessimisme, le même conseiller intervient. Il attrape le bras du président, le secoue violemment et lui crie : « Re-

broussez votre sang-froid ! »

Qui est cet homme de l'ombre qui semble dominer de son influence le chef de la première puissance mondiale ? Dick Morris, bien sûr ! Ces deux anecdotes, parmi une centaine d'autres, sont racontées dans *Derrière le bureau ovale*, le livre-confession de l'ancien conseiller présidentiel, notamment consacré à magnifier le génie de son auteur, un homme qui - nul ne pourra désormais l'ignorer - fut le brillant architecte de la réélection de M. Clinton. Or, ce constat, au-delà de l'égo exagéré de M. Morris, est probablement très proche de la vérité.

### « TRIANGULATION »

Pourtant, avec une incise qui rompt la tonalité générale de l'ouvrage, Dick Morris, à la fin de sa préface, reconnaît que « l'esprit », derrière le « triomphe » électoral de 1996, fut celui du « président Wil-

liam Jefferson Clinton ». L'intéressé a raillé ce coup de chapeau isolé, mais reconnu que son ancien gourou avait « essayé d'être équitable ». Pour le reste, le président et ses conseillers n'ont pu que grincer des dents. Les seconds s'efforcent de souligner l'innocence caricaturale de M. Morris, pour mieux émus-

ser la satire du fonctionnement de la Maison Blanche à laquelle se livre l'auteur, en partie malgré lui. L'homme qui, au faite de sa gloire, a dit abandonner ses fonctions d'éminence grise, en août 1996, lorsque sa liaison avec une prostituée de Washington a été rendue publique, règle quelques

comptes, décrit par le menu la désormais fameuse stratégie politique de la « triangulation », par laquelle il a « fait » réélire Bill Clinton, et dévoile surtout à quel point les moindres faits et gestes de la vie quotidienne du président sont pesés à l'aune de leur impact médiatique. En cela, *Derrière le bureau ovale*, une fois débarrassé de ses rodomontades, est un puissant témoignage sur le pouvoir et l'ambition.

### UNE SORTIE DE JANUS

Avec son « ami » le président, Dick Morris a partagé « une passion mutuelle pour la politique ». S'il reconnaît avoir trahi sa confiance et celle de son ex-épouse, Eileen, par son imprudente aventure, il montre, preuves à l'appui, qu'il reste un consultant politique de premier ordre, prêt à servir d'autres causes. Dans l'immédiat, ce livre lui a rapporté 2,5 millions

de dollars (13,7 millions de francs) à titre d'avance pour un probable best-seller.

Le portrait qu'il dresse d'un président prompt à se mettre en colère (trait de caractère rapporté par bien d'autres proches de M. Clinton), et qui est une sorte de Janus, à la fois idéaliste, pragmatique et calculateur, est souvent saisissant. Le récit que fait Dick Morris de la cabale montée contre lui par Harold Ickes (secrétaire général adjoint de la Maison Blanche) et James Carville (autre consultant politique de M. Clinton) a un parfum de véridité, tant la « relation privilégiée » qui l'unissait au président lui a valu d'ennemis. C'est grâce à celle-ci que l'ancien conseiller a pu « reconstruire de mémoire » bien des conversations privées, lesquelles, pour l'essentiel, n'ont pas été démenties par la Maison Blanche.

L. Z.

**"La Rue Discount des Arts de la Table à Paris"**  
Sur toutes les grandes marques  
Porcelaine - Cristal  
Orfèvrerie - Cadeau

**SOLDES** à partir du 4 janvier

Rue de Paradis - Paris 10<sup>e</sup> (Métro Poissonnière / Gare de l'Est)



سنة من العمل

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1997 / 3

## Le président serbe tente de remettre de l'ordre au sein du pouvoir

Des purges sont en cours au Parti socialiste

Des purges sont en cours dans les milieux proches du pouvoir en Serbie, où l'on annonce une issue rapide à la crise ouverte depuis deux

mois par les manifestations de protestation. Au Kosovo, province du sud de la Serbie, peuplée en grande majorité d'Albanais de souche, la tension interethnique est fortement montée à la suite de plusieurs attentats. Des manifestations devaient avoir lieu samedi à Pristina.

tion interethnique est fortement montée à la suite de plusieurs attentats. Des manifestations devaient avoir lieu samedi à Pristina.

**BELGRADE**  
de notre envoyé spécial  
La crise qui sévit en Serbie depuis près de deux mois a provoqué de profondes fissures au sein du pouvoir. Le président Slobodan Milosevic a tenté, ces derniers jours, de remettre de l'ordre dans ses troupes, et il a annoncé un prochain remaniement ministériel « afin de permettre la stabilité » et « d'éviter que des divergences politiques provoquent des blocages économiques ».

Les différents partis de la coalition formée par les socialistes (SPS), la Gauche unie (JUL, dirigée par Mira Markovic, la femme du président) et la petite formation de la Nouvelle Démocratie (ND, centre) ont divergé sur l'attitude à adopter face à la contestation pratiquée depuis le début du mouvement. Ils tentent aujourd'hui de présenter un front commun en excluant leurs « extrémistes », désignés comme responsables de la situation.

« Le Parti socialiste est un géant », explique Dusan Mihajlovic, qui préside la Nouvelle Démocratie, et toutes les options politiques y sont pratiquement représentées, comme dans la JUL, qui est, elle aussi, traversée de courants contradictoires. Dans ces deux formations, dit-il, il y a une ligne de fracture entre ceux qui sont pour les réformes, le respect des scrutins et celui des médias, et ceux qui rêvent des temps anciens. » Slobodan Milosevic, assure M. Mihajlovic, n'a, lui, pas d'autre option, aujourd'hui, pour se maintenir ou pour

voir, que de s'engager sur la voie des réformes.

### DES CHANGEMENTS S'IMPOSENT

Les multiples purges qui se sont produites - et se poursuivent - au sein du Parti socialiste sont révélatrices de cet affrontement. Le maire de Belgrade, Nebojsa Covic, considéré comme un modéré pour avoir demandé le respect des résultats des élections municipales du 17 novembre, a ainsi jugé, dans un entretien au quotidien indépendant *Nasa Borba*, que « [son] exclusion du parti est la preuve qu'au sein du SPS l'emportent pour l'instant ceux pour qui la tolérance et la démocratie sont encore des règles inacceptables ». Son renvoi avait cependant été précédé, il y a plusieurs semaines, de l'expulsion du président du parti à Miroslav Jovic, véritable potentat local à l'origine des fraudes lors du scrutin municipal. Et la victoire de l'opposition a été, vendredi 17 janvier, définitivement entérinée dans cette ville. Un autre « dur » du SPS, Bratislav Jovic, qui dirigeait les instances de Belgrade et appartenait au comité exécutif, a lui aussi été démis de ses fonctions.

Vladimir Stambuk, directeur des relations internationales de JUL, explique pour sa part qu'« il faut tirer les leçons de ce qui s'est produit depuis deux mois et se demander si l'Etat serbe a fonctionné correctement ». « En fait, dit-il, un gouvernement digne de ce nom n'aurait pas dû attendre que quelqu'un d'autre

prenne les décisions à sa place, et il faut donc effectuer les changements qui s'imposent ».

Au fil de sa démonstration, apparaît clairement la ligne qui prévaut désormais dans la coalition : des erreurs ont été commises par des potentats locaux ou par les commissions électorales ; elles n'ont pas été correctement gérées par le gouvernement, ce qui a obligé le président à se préoccuper d'un problème qui n'aurait pas dû être le sien. Derrière cette classique « chasse aux lampistes » apparaît une thèse, par définition invérifiable, mais que confient volontiers plusieurs proches du pouvoir sous couvert de l'anonymat.

« Dès le 18 novembre, au lendemain des municipales, le président Milosevic était tout à fait prêt à reconnaître la victoire de l'opposition dans les villes où elle était arrivée en tête, même à Belgrade, en estimant que cela permettrait un retour de l'aide internationale en dormant ou monde une preuve que la démocratie fonctionne bien. Mais plusieurs dirigeants locaux sont intervenus pour lui assurer qu'il existait des moyens légers d'empêcher leur défaite, et le président a laissé faire. La radicalisation de l'opposition et ses appels à la démission du président ont ensuite bloqué toute concession ».

La vérité de telles affirmations est bien évidemment très aléatoire. Il est en revanche surprenant de constater la récente « unanimité » de plusieurs dirigeants de la coali-

tion sur cette chronologie et sur la nécessité de trouver une issue rapide à la crise. « Rapide ne veut pas dire dans dix jours, insiste ainsi Vladimir Stambuk, mais dans deux ou trois jours au maximum ». Il précise même que JUL, « en accord avec le Parti socialiste, ne souhaite pas que soient ouvertes de nouvelles procédures, même si cela veut dire que tout le monde ne sera pas content ».

Malgré cette volonté affichée, les dirigeants de l'opposition sont prudents. Et le président de la Nouvelle Démocratie, même s'il affirme son « optimisme », déclare, lui : « La variante dramatique ne me surprendrait pas non plus. Cette crise dépasse largement le simple problème des résultats aux élections, conclut-il, et o maintenant atteint une telle ampleur qu'il devient difficile de la contrôler ».

### Dans Hautin-Gairaut

■ **KOSOVO** : un Albanais proche du régime serbe a été tué, jeudi 16 janvier, dans cette province du sud de la Serbie. Zun Dumlshaj est la troisième victime en deux semaines d'attentats de cette nature revendiqués par l'Armée de libération du Kosovo. D'autre part, le recteur, serbe, de l'université de Pristina a été grièvement blessé jeudi dans un attentat à la voiture piégée, que le leader des Albanais de la province, Ibrahim Rugova, a qualifié de « provocation ». Les Serbes devaient manifester à Pristina samedi. (AFP.)

## En Suisse, la polémique à propos de l'or nazi s'apaise

Reprise du dialogue avec le Congrès juif mondial

### BERNE

de notre correspondant  
Alors que la polémique sur le comportement de la Suisse pendant la seconde guerre mondiale ne cessait de s'envenimer, une lettre de Jean-Pascal Delamuraz, ministre helvétique de l'économie, à Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial (CJM), a permis, mercredi 15 janvier, de renouer le dialogue entre Berne et le CJM. Dans une lettre M. Delamuraz a « regretté d'avoir blessé les sentiments de la communauté juive ». Apparemment satisfait du ton de la missive, M. Bronfman, dans sa réponse, s'est « réjoui de reprendre le dialogue constructif avec les autorités et les banques suisses ».

Dans un entretien publié le 31 décembre dans la presse francophone à la veille de quitter la présidence tourmentée de la Confédération helvétique, M. Delamuraz avait ravivé la controverse en qualifiant de « rançon » et de « chantage » la demande de création immédiate d'un fonds d'aide aux victimes de l'Holocauste de quelque 200 millions de dollars, comme cela aurait été suggéré aux Etats-Unis.

A en juger par les premières réactions, M. Delamuraz avait peut-être un peu vite exprimé tout haut ce que certains de ses compatriotes n'hésitaient pas à dire tout bas. Mais ses déclarations fort peu diplomatiques devaient déclencher une vague de protestations jusque de la part du gouvernement américain. En Suisse même, la plupart des formations politiques, y compris son propre Parti radical démocratique, l'avaient fortement critiqué pour « le choix malheureux de ses propos ». De leur côté, les organisations juives internationales avaient rompu les pourparlers engagés avec Berne et les banques helvétiques pour activer les recherches sur les fonds non réclamés des victimes de l'holocauste et le sort de l'or pillé par les nazis.

Le 7 janvier, les sept membres du gouvernement avaient cru pouvoir tirer leur épingle du jeu en réitérant leur engagement de « faire toute la lumière » sur une période troublée de l'histoire helvétique, sans aller toutefois jusqu'à présenter des excuses. Cette tentative timorée leur avait valu les foudres du président de l'Agence juive, Abraham Burg, qui avait donné jusqu'au 10 février à M. Delamuraz pour se rétracter.

Depuis lors, les pressions ne se sont pas relâchées. En Suisse, le Parti socialiste et les Verts ont instamment prié le gouvernement de se distancier des déclarations de M. Delamuraz. Sortant à son tour de sa réserve, l'un des deux représentants socialistes au Conseil fédéral, Ruth Dreifuss, ministre de l'intérieur, affirmait, dans un entretien télévisé, que les déclarations de son collègue avaient « perturbé la confiance » que le gouvernement helvétique était « en train de rétablir ».

Pour sa part, la communauté juive de Suisse a réclamé la constitution d'un fonds d'indemnisation pour la prise en charge des quelque 22 000 juifs qui avaient trouvé refuge dans le pays pendant la guerre, tandis que 30 000 autres juifs demandeurs d'asile avaient été refoulés. A l'époque, l'Etat avait assuré les frais d'hébergement et d'entretien d'un peu plus de 200 000 réfugiés divers, laissant à la communauté juive locale le soin de s'occuper des siens.

Ces derniers jours, aux Etats-Unis, le sénateur républicain de New York, Alfonse D'Amato, lançait de nouvelles attaques contre la Suisse en se fondant sur des documents récemment déclassés des services de renseignement américains. Ainsi la Banque nationale suisse (BNS) s'est-elle vu reprocher d'avoir demandé à l'Allemagne de modifier le poinçon appliqué à des lingots d'or, afin de pouvoir les transférer plus aisément vers des pays tiers, comme le Portugal. Ensuite, la BNS vient d'être accusée d'avoir blanchi, via l'Espagne et le Portugal, de l'or en partie pillé par les nazis et expédié à destination par 280 camions immatriculés en Suisse. La BNS a rétorqué que ces allégations n'apportaient guère d'éléments nouveaux. Elle a également rappelé qu'elle-même avait reconnu, en décembre, avoir acheté pour 1,2 milliard de francs suisses d'or allemand à l'époque du III<sup>e</sup> Reich, alors qu'elle en avait acquis pour plus de 1,6 milliard auprès des pays alliés.

### EXCÈS DE ZÈLE

Et comme si tout cela ne suffisait pas, un nouveau scandale vient d'être révélé à Zurich : une tentative d'élimination de documents relatifs aux fonds en détérioration dans une filiale de l'Union des banques suisses (UBS). Un vigile d'une entreprise privée de surveillance a découvert par hasard le pot aux roses en faisant sa ronde. Il a emporté les dossiers voués à la destruction et les a remis à la communauté israélite, qui a alerté la justice.

L'UBS s'est empressée de présenter des excuses pour l'excès de zèle d'un « employé indélicat jugant peu importants les documents ». Un arrêté fédéral datant de décembre interdisant toute destruction de ce type d'archives, le ministre public a ouvert une enquête. Mais, en attendant, l'employé de la société de surveillance qui a donné l'alerte a été aussitôt licencié et pourrait être poursuivi pour violation du secret bancaire.

L'annonce de la relance du dialogue avec le Congrès juif mondial a été accueillie avec soulagement. Premier signe concret d'apaisement : deux dirigeants de la Ligue anti-diffamation des Etats-Unis ont été reçus jeudi à Berne par le ministre suisse des affaires étrangères, Flavio Cotti.

Jean-Claude Buhner

## A Saint-Petersbourg, les bonnes vieilles méthodes ne se perdent pas

### MOSCOU

de notre correspondant  
Lorsqu'elle est arrivée, mercredi 15 janvier, à l'aéroport de Saint-Petersbourg, Tatiana Tchernova pensait s'envoler pour un voyage ordinaire. Cette Russe partait pour Oslo afin d'y célébrer le dix-neuvième anniversaire de sa fille, Ioulia. Mais, au poste-frontière, trois agents des douanes l'attendaient. Ils ont fouillé ses bagages, saisi des couteaux et photocopié les lettres qu'elle transportait, adressées à Ioulia par ses amis et son père. « Ils n'auraient pas dû me demander : où sont les diagrammes ? où sont les cahiers ? », a raconté Tatiana. Puis, avant de l'autoriser à partir, les officiers ont mis un tampon sur son passeport : « Sortie pour résidence permanente à Pétersbourg » - ce qui pourrait signifier l'exil permanent. Tatiana Tchernova doit maintenant obtenir une permission spéciale pour revenir en Russie, a indiqué un agent des services des visas à Saint-Petersbourg, interrogé

par le quotidien de langue anglaise *The Moscow Times*, qui a révélé l'affaire. Tatiana Tchernova n'est pas n'importe qui. Elle est la femme d'Alexandre Nikitine, ex-militant écologiste accusé de « trahison » et d'« espionnage » par les services de sécurité russes, emprisonné pendant dix mois puis libéré le 14 décembre 1996 sur ordre du parquet général de Russie, sous la pression d'une campagne internationale.

### LE CAS NIKITINE

Premier prisonnier de conscience adopté dans la « nouvelle Russie » par Amnesty International (de dernier en URSS fut le Prix Nobel Andreï Sakharov), Alexandre Nikitine est accusé d'avoir révélé des « secrets d'Etat » dans un rapport sur les déchets nucléaires militaires russes, qu'il a rédigé pour l'association écologiste norvégienne Bellona. Alors qu'il n'a pas le droit de quitter Saint-Petersbourg, Alexandre Nikitine attend toujours que son

affaire soit classée, comme l'a souhaité le parquet de Russie (qui a reconnu une « erreur »), ou bien la tenue d'un procès, comme l'exige toujours le FSB, successeur du KGB.

Depuis un an, suivie, surveillée en permanence, Tatiana Tchernova a tout fait pour que le cas de son mari ne tombe pas dans l'oubli. « Si le FSB est assez stupide pour essayer d'exiler Tatiana Tchernova comme cela, alors il aura juste une autre scandale sur les bras », a estimé Iouri Schmitt, l'avocat de Nikitine.

Tatiana Tchernova tentera de retourner à Saint-Petersbourg, lundi 20 janvier. Son époux a appelé les journalistes et les militants des droits de l'homme à aller l'accueillir à la descente de l'avion. De son côté, Alexandre Pouchkov, le responsable des douanes de l'aéroport de Saint-Petersbourg, a déclaré que « le cas Nikitine » est devenu « aussi barbant » que celui d'Alexandre Soljenitsyne ».

Jean-Baptiste Naudet

## La justice annule les lois sur la flexibilité du marché du travail décrétées par le président argentin

### BUENOS AIRES

#### de notre correspondant

La grande révolution libérale lancée par Carlos Menem en 1991, sous la houlette de son ancien ministre de l'économie, Domingo Cavallo, se heurte pour la première fois à une forte opposition des syndicats, démontrant que le chef de l'Etat ne contrôle plus aussi bien ses troupes que par le passé.

Les décrets, forts impopulaires, sur la flexibilité du marché du travail, qui concernent 80 % des travailleurs argentins, et qui avaient été signés en décembre par le chef de l'Etat, ont été annulés, de façon inédite, par la justice, qui les a déclarés « inconstitutionnels ». Alors que le taux de chômage touche 17,3 % (et plus de 30 % avec la sous-occupation) de la population active, le gouvernement Menem entendait réduire le rôle des syndicats dans les relations entre employeurs et salariés, en supprimant les conventions collectives et en modifiant, notamment, l'organisation du travail, ainsi que l'échelle des salaires.

Le projet de réforme, qui répond aux recommandations formulées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, s'était heurté à une forte opposition au Congrès, jusque dans les rangs du parti péroniste au pouvoir. Les syndicats, eux aussi d'origine péroniste, accusent M. Me-

nem de vouloir liquider les acquis sociaux des travailleurs hérités du général Peron. L'Eglise catholique, de son côté, a mis en garde le gouvernement contre les atteintes à la « dignité des travailleurs ».

### REVERS DE M. MENEM

Les conditions de travail se sont dégradées ces dernières années. Sous le coup de la récession et par peur du chômage, de nombreux salariés ont été contraints d'accepter des faibles rémunérations et des conditions de travail précaires. Une chute d'au moins 10 % du salaire réel a été enregistrée au cours des deux dernières années, selon des chiffres officiels. Le recours à des contrats à durée limitée est largement pratiqué jusque dans l'administration publique, afin d'éviter les charges sociales et le paiement éventuel d'indemnités de licenciement. Le travail au noir est une pratique courante, comme l'admet d'ailleurs le gouvernement. Selon une enquête récente du quotidien d'opposition *Page 12*, seulement deux sur cinq des travailleurs argentins ont un emploi satisfaisant, stable et déclaré.

L'annulation des mesures présidentielles, décidée coup sur coup par deux juges, les 2 et 14 janvier, met aussi pour la première fois un frein au style de gouvernement de M. Menem, qui consiste à légiférer par décrets. Les grands industriels avaient exprimé leurs craintes de

voir adopter par la force, sans l'accord du Parlement, une « modernisation » du marché du travail qu'ils estiment pourtant nécessaire et dont ils seraient les principaux bénéficiaires. Encouragés par cette victoire juridique, les syndicats, qui doivent entamer dans les prochains jours de nouvelles négociations avec le gouvernement, réclament désormais un débat global sur la politique économique.

Ce bras de fer ne peut qu'inquiéter les investisseurs étrangers, qui souhaitent une plus grande flexibilité de la législation du travail et se plaignent du coût élevé de la main-d'œuvre argentine en comparaison des pays voisins comme le Brésil ou le Chili. L'opposition a fêté le revers de M. Menem, mais aussi la revalorisation de l'image de la justice, considérée, par la majorité des citoyens, comme très dépendante du pouvoir politique et corrompue.

Le gouvernement a annoncé qu'il ferait appel des deux décisions judiciaires. Dans un contexte marqué par la persistance du chômage et les accusations de corruption lancées contre le gouvernement, la cote de popularité de M. Menem est au plus bas.

En dépit des bons résultats macro-économiques et du soutien des marchés financiers internationaux, la marge de manœuvre du chef de l'Etat est de plus en plus étroite sur le plan intérieur. En oc-

tobre, des élections législatives partielles auront lieu : elles seront décisives pour le parti au pouvoir en vue de l'élection présidentielle de 1999.

Christine Legrand

## SECRETS ET SILENCES DU VATICAN

Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la guerre froide

ANNIE LACROIX-RIZ



ARMAND COLIN

"Une historienne décidée à explorer à tous risques les zones sensibles de notre passé récent. Une implacable argumentation. Un livre de combat."

Gilles Perrault

Le Monde diplomatique

"De véritables révélations qui éclairent d'une leur nouvelle, non seulement la politique vaticane, mais aussi celle de gouvernements européens. Un livre dont la documentation d'une richesse exceptionnelle permet de mieux comprendre l'histoire d'un demi-siècle."

Jacques Delarue

Le Magazine littéraire

"Une somme, appuyée sur l'étude et le traitement d'archives, parfois inédites - notamment celles du Quoi d'Orsay - , qui constitue, à moins égards, une œuvre pionnière."

Jean-Paul Monferran

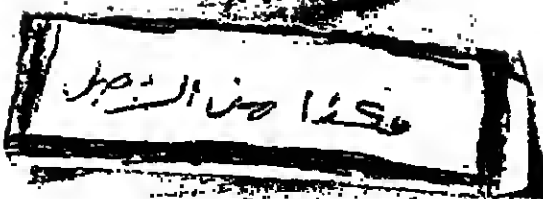
L'Humanité

"Une étude érudite et dense. Un ouvrage appelé à devenir œuvre de référence."

George Bernoussan

Tribune Juive





## Au Niger, le président Baré Maïnassara réinstalle une juridiction d'exception

Les trois dirigeants de l'opposition arrêtés après la manifestation du samedi 11 janvier risquent d'être traduits devant la Cour de sûreté. Ils contestent la légitimité du chef de l'Etat

ABIDJAN  
de notre correspondant  
en Afrique de l'Ouest

Les membres de la Cour de sûreté de l'Etat nigérien, une juridiction d'exception réactivée par le régime du président Ibrahim Baré Maïnassara, ont prêté serment, vendredi 17 janvier, à Niamey. La remise en service de la Cour, créée en 1964 pour faire face à une insurrection marxiste, est destinée à juger les dirigeants de l'opposition au président Baré Maïnassara, qui ont été arrêtés, en compagnie d'une soixantaine de leurs militants, après une manifestation organisée à Niamey samedi 11 janvier. Cette manifestation avait pour but avoué d'obtenir un accès équitable aux médias d'Etat pour l'opposition. Mais le régime en place, issu du coup d'Etat du 27 janvier 1996, a interprété cette marche comme la première étape d'un « processus de déstabilisation ».

Les partis politiques nigériens, naguère déchirés par des querelles féroces, contestent unanimement la légitimité du président Baré Maïnassara, estimant que l'élection présidentielle du mois de juillet 1996 était entachée de fraudes. A l'époque, le président Baré avait fait dissoudre la Commission électorale nationale indépendante (CENI) en plein milieu des opéra-

tions de vote, et plusieurs bailleurs de fonds, dont l'Union européenne et les Etats-Unis, avaient mis en doute la validité du processus électoral.

Depuis, le régime a procédé à des élections législatives, boycottées par tous les partis politiques, et renoué avec les institutions financières internationales et la France.

### PARALYSIE INSTITUTIONNELLE

A l'approche du premier anniversaire du coup d'Etat militaire par lequel le colonel - aujourd'hui général - Baré Maïnassara avait renversé le président Mahamane Ousmane et dissous l'Assemblée nationale, il semble que l'opposition ait été tentée par une stratégie « serbe » en convoquant des manifestations à répétition. La perspective a paru suffisamment inquiétante au pouvoir - il y avait « péril en la demeure », nous a déclaré un proche du président Baré Maïnassara - pour qu'il fasse arrêter les principaux dirigeants des partis politiques. L'ancien président Mahamane Ousmane, Mamadou Tanja - chef de l'ancien parti unique et ex-ennemi juré du premier cité - et Mamadou Issoufou, ex-président de l'Assemblée nationale.

Contrairement à une pratique en vigueur depuis le coup d'Etat,

ces trois personnalités n'ont pas été assignées à résidence, mais placées en garde à vue. Et comme la justice nigérienne s'était refusé à interdire la manifestation de samedi, le pouvoir a réactivé la Cour de sûreté de l'Etat, utilisée au temps des partis uniques des présidents Diori et Kountché, dont la composition garantissait une plus grande sympathie envers les thèses gouvernementales.

La France, les Etats-Unis, plusieurs associations de défense des droits de l'homme et l'Internationale socialiste ont demandé la libération des opposants emprisonnés. Un diplomate en poste à Niamey se déclare convaincu qu'une fois passé l'anniversaire du coup d'Etat de 1996, la situation se détendra, mais dans le camp présidentiel, on reste coavalu que l'opposition ne désarmera pas spontanément.

Le coup d'Etat du colonel Baré avait été provoqué par la paralysie institutionnelle engendrée par le conflit entre le président Ousmane et la majorité parlementaire regroupée autour de l'ancien parti unique. Il semble que le Niger s'engage à nouveau dans une face à face sans issue, cette fois entre le régime issu du putsch et l'ensemble de la classe politique.

Thomas Sotinel

## Pour nombre d'Algériens, la guerre civile est devenue un moyen de subsistance

Militante trotskiste, Louisa Hanoune s'alarme de la désintégration du pays

Emprisonnée à deux reprises sous le régime du président Chadli, Louisa Hanoune, responsable du petit Parti des travailleurs, dénonce la confusion et la violence qui règnent en Algérie. Pour elle, les informations sur la criminalité données par le régime ne représentent pas la centième de la vérité.

que les islamistes du FIS soient réintégrés dans le champ politique.

Pour l'heure, c'est le délitement du pays qui l'inquiète, sa lente fragmentation. « Se rendre d'Alger dans une autre ville en autobus, c'est courir des risques graves, dit-elle pour illustrer le délabrement en cours. Tout récemment, un bus où se trouvait un de nos militants a été arrêté à un barrage sur la route de Sétif. Les hommes armés les ont fait descendre. Ils étaient sur le point de liquider les passagers. Puis, ils se sont concertés et les ont laissés partir sans explication... Sur la route Alger-Tlemcen, un scénario identique s'est produit. C'était le 26 décembre. Ils ont fait descendre les voyageurs et les ont filmés. Les gens devaient dire comment ils avaient voté au référendum (sur la nouvelle Constitution organisé le 28 novembre). Ceux-là ont eu une chance inouïe, mais cette insécurité est le lot quotidien de millions d'Algériens ».

Pour Louisa Hanoune, les informations sur la violence que laissent filtrer les autorités « ne représentent pas la centième de la vérité ». En réalité, la violence imprègne la société entière. Personne n'est à l'abri.

Pour appuyer sa démonstration, elle évoque le cas de cette famille d'Alger qui, un soir, a vu débarquer dans son appartement de la banlieue de la capitale un groupe armé inconnu. « Le lendemain matin, ils ont décidé de ne pas partir tout de suite. La mère de famille a demandé à sortir pour dire à ses proches de ne pas se rendre chez elle. Le temps qu'elle revienne, il y avait eu un accrochage entre les forces de sécurité et le groupe armé qui a pris la fuite. Ensuite, l'armée a arrêté le mari ainsi que son frère. Ils ont disparu pendant une semaine. A leur retour, ils ont été massacrés sur place. Gratuitement, par on ne sait qui. » C'est ainsi que l'on vit dans nombre de régions algériennes, dit Louisa Hanoune.

La guerre civile n'oppose pas deux camps, l'armée et les groupes d'obédiences islamistes. « Il y a aussi des comités d'autodéfense, des mafias locales qui entretiennent leurs propres milices, de vrais militaires, de faux gendarmes, de faux islamistes. La plupart du temps on ne sait pas à qui on a affaire. »

Préoccupée comme un fief aux mains des islamistes, la casbah d'Alger n'échappe pas à cette confusion. « La casbah, c'est un ghetto », dit Louisa Hanoune. La nuit tombée, personne ne peut y accéder. Il faut exhiber ses papiers. Dans les ruelles tourmentées du vieux Alger, des hommes en armes circulent mais « les habitants de la casbah ne savent pas qui ils sont. Ils en connaissent un ou deux, pas davantage. Qui est qui ? C'est l'éternelle question. »

La population est prise en otage. A Alger, le commerce le plus florissant est celui qui touche à la sécurité. On n'a jamais vu un vendeur de portes blindées, de serrures, de cadenas. Les sociétés de gardiennage font fortune.

Dans les campagnes, l'insécurité prend une allure autrement inquiétante. Une partie des ruraux préfèrent fuir les villages trop exposés et viennent grossir les banlieues des agglomérations. Même si la solidarité familiale permet d'éviter le pire, ces exilés de l'intérieur se retrouvent démunis, sans travail, sans argent pour scolariser leurs enfants.

D'autres Algériens optent pour une autre voie. Soit qu'ils se sentent menacés, soit qu'ils pensent en tirer un profit financier, certains rejoignent les maquis. D'autres préfèrent s'enrôler dans les milices d'autodéfense créées par le pouvoir. Les bataillons de chômeurs fournissent une partie des troupes. « A Sidi Mousa, dans la banlieue d'Alger, raconte Louisa Hanoune, les usines ont été détruites, les immeubles d'habitation plastiqués. On a offert aux salariés dont les entreprises avaient été dissoutes de rejoindre la police communale. C'était la seule façon pour eux de s'assurer des ren-

trées d'argent régulières. Une partie de ceux qui ont accepté ont été assassinés quelques semaines après. »

Plus de 80 000 Algériens auraient été mobilisés dans ces milices communales avec un salaire équivalent à trois fois le SMIC. Pour parler de ces derniers, les Algériens ont d'ailleurs forgé une expression : ils disent qu'ils ont « mis la tenue », comme on le disait naguère, avant l'indépendance, des autochtones qui devenaient gardes champêtres.

« On a privatisé cette guerre... L'Etat donne de l'argent et des armes pour défendre une partie du territoire. Des seigneurs de la guerre apparaissent, qui recrutent des hommes dans leur famille et cherchent à agrandir leur fief »

« On a privatisé cette guerre qui est devenue pour beaucoup un moyen de subsistance. L'Etat donne de l'argent aux seigneurs de la guerre pour défendre une partie du territoire, dit Louisa Hanoune. Des seigneurs de la guerre apparaissent. Ils recrutent des hommes dans leur famille et n'ont d'autre souci que celui d'agrandir leur fief. » Ainsi peuvent apparaître dans une même région des zones prises en charge par les milices d'autodéfense et, à quelques kilomètres de distance, une autre où le ravitaillement de la population est assuré par les milices islamistes. « Les gens prennent parti en faveur de ceux qui les nourrissent », dit-elle.

La désagrégation prend parfois des allures officielles. Ainsi, les passagers d'un vol intérieur sur les lignes d'Air Algérie, la compagnie nationale, doivent-ils remplir des fiches de police comme s'ils se rendaient à l'étranger. Un habitant d'Alger, s'il souhaite aller dans le sud du pays, doit se munir d'une autorisation officielle. Et ceux qui travaillent dans ce que les autorités appellent une « zone d'exclusion » - les régions pétrolières - les autochtones, comme on les surnomme, n'ont pas le droit de les quitter. « Que reste-t-il de l'unité de ce pays », s'inquiète la seule femme du monde arabe probablement à diriger un parti politique.

L'annonce récente, par Abdelhak Benhammouda, le secrétaire général de l'UGTA (l'Union générale des travailleurs algériens) de créer un parti politique - « le parti du président », dit-on à Alger - participe de ce travail de sape. « L'UGTA, dit Louisa Hanoune, avec tous ses défauts, était un facteur d'unité. En faire un parti politique, c'est ajouter à la dislocation de l'Algérie. »

Jean-Pierre Tuquoi

■ Saisie d'un journal islamisant. Les autorités algériennes ont saisi, mercredi 15 janvier, au moment de son impression, le journal islamisant *Al Mawad*, dirigé par l'ancien ministre de la télévision Abdelkader Talbi. L'édition saisie comportait un commentaire sur les massacres récents dans les villages de la région de Blida, ainsi qu'un article révélant que la résidence d'exil à Damas de l'émir Abdelkader avait été transformée récemment en boîte de nuit. Au cours des trois dernières années, *Al Mawad* a été interdit trois fois, dont une fois pour six mois. (Reuters.)

## Pour les fonceurs à qui la Punto ne suffisait pas, voici la Punto.



**PUNTO TEAM 56 900F**  
PRIX NET GRÂCE AU CONTRAT TRANSPARENCE

Pneus larges • Compte-tours • Sièges sport • Projecteurs antibrouillard

Vitres teintées électriques • Condamnation centralisée des portes

Airbag Fiat® conducteur • Antivol Fiat code

Prix net (hors option) au 01/01/96, 56 900 F de la Punto Team

(prix de référence au 30/09/96, diminué de la réduction des conditions habituellement consenties par Fiat et son réseau).



LA PASSION NOUS ANIME.



PRIME QUALITÉ FIAT: REPRISE 5000F DE VOTRE VOITURE DE PLUS DE 8 ANS



d'Algériens, la guerre  
un moyen de subsistance

سلا من النهر

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1997 / 5

H. D. Deve Gowda, premier ministre indien

## « Notre objectif immédiat est d'assurer une croissance de l'ordre de 7 % »

Dans un entretien au « Monde », le chef du gouvernement estime que « les dirigeants ont compris qu'ils ne peuvent plus ignorer les pauvres »

H. D. Gowda, un fils de fermier de soixante-quatre ans, a été nommé premier ministre de l'Inde à l'issue des élections législatives du printemps 1996. A la tête d'un regroupement hétérogène de partis de gauche et de

centre gauche, le nouveau chef du gouvernement, lui-même partisan de la transition vers l'économie de marché, tente de concilier les impératifs parfois contradictoires d'une coalition à l'avenir politique incertain. En d'autres termes, il devra poursuivre les réformes économiques, privatiser les entreprises qui ne peuvent être sauvées autrement, le tout dans un contexte social fragile avec plus de trois cents millions

d'indiens qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Illustration des tensions sociales latentes en Inde, Bombay est secouée, depuis vendredi 17 janvier, par un mouvement de grève déclenché à la suite de l'assassinat

d'un dirigeant syndicaliste connu, Datta Samant. Cinquante mille personnes ont accompagné le cortège funéraire, alors que des incidents sporadiques étaient signalés entre les manifestants et la police.

est en cours au sens où les dirigeants indiens ont compris qu'ils ne peuvent plus ignorer les plus pauvres. Ceux-ci doivent avoir le sentiment d'être mieux intégrés dans le corps social, sinon la démocratie est affaiblie.

**NEW DELHI**  
de notre correspondant  
« Vous êtes premier ministre depuis maintenant sept mois et dirigez un gouvernement de coalition que certains disent fragile. Par le passé, les coalitions n'ont jamais duré très longtemps en Inde. Avez-vous plus de chances que vos prédécesseurs ? »

« C'est la première fois que l'Inde tente vraiment l'expérience d'une coalition gouvernementale au niveau du pouvoir central. Par le passé, des gouvernements minoritaires à l'Assemblée qui étaient soutenus de l'extérieur par des partis alliés ont parfois dirigé le pays. Depuis sept mois, je suis à la tête d'un gouvernement qui comprend treize formations politiques différentes, et c'est une première pour l'Inde. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que nous finirons le terme [cinq ans, NDLR] pour lequel nous avons été élus. »

« Mais les responsables des partis politiques constituant votre gouvernement ne sont pas toujours d'accord entre eux. Les communistes, qui sont membres de votre cabinet, prônent une politique sociale et s'inquiètent des réformes économiques d'inspiration li-



H. D. DEVE GOWDA

bérale, tandis que votre ministre des finances soutient fermement le passage vers l'économie de marché. Comment résoudre ces contradictions ? »

« Mon gouvernement sera jugé sur ses performances et non pas sur ses déclarations de tel ou tel responsable politique. Durant les six derniers mois, nous avons donné le feu vert à plus de cinq cents grands projets, qui totalisent une somme de 6,5 milliards de dollars (près de 32,5 milliards de francs) d'investissements étrangers. »

« Dans la situation actuelle, des partis peuvent avoir intérêt, pour des raisons de politique intérieure, à prendre telle ou telle

position. Mais, en dernière analyse, ce qui compte, ce sont les décisions prises par le gouvernement. »

« Vous êtes vous-même un farouche défenseur de la libéralisation économique... »

« Le fait que nous préférons prendre des décisions plutôt que de perdre du temps en vaines discussions prouve bien notre attachement à la poursuite des réformes économiques. »

« La situation économique n'est pourtant pas très brillante : les indicateurs sont à la baisse et le processus de libéralisation semble au point mort. Comment allez-vous inverser cette tendance ? »

« Comparé à l'année précédente, le montant des investissements étrangers est légèrement en hausse (+1,5 million de dollars), même si on ne peut pas se targuer d'avoir fait beaucoup de progrès en ce domaine. Je ne suis pas entièrement satisfait [de l'état de l'économie] mais l'entends faire le maximum d'efforts pour assurer une croissance de l'ordre de 7 %, ce qui est notre objectif immédiat. »

« En dépit des réformes engagées depuis 1991, ni l'ancien gouvernement ni le votre ne se sont réellement attelés à la

question de la restructuration du secteur public et des privatisations. Que comptez-vous faire ? »

« Les entreprises du secteur public qui ne peuvent pas être sauvées devront être privatisées s'il n'existe aucune autre option. Mais nous ne prendrons pas de telles décisions s'il y a moyen de l'éviter. »

« Nous entendons, d'ici à l'an 2000, fournir de l'eau potable à chaque village, ainsi que des logements aux sans-abri »

« Vous dirigez une coalition marquée à gauche et devez prendre en compte le fait que plus de trois cents millions d'indiens vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté. Comment combiner cet impératif avec l'évolution vers l'économie de marché ? »

« Nous avons besoin du capitalisme pour certains secteurs, tels l'électricité, le tourisme, l'industrie lourde. Une partie des revenus générés par ces entreprises devront être utilisés pour donner aux plus pauvres les moyens de vivre dans des conditions décentes. Nous entendons, d'ici à l'an 2000, fournir de l'eau potable et assurer des moyens de communication modernes à chaque village, ainsi que des logements aux sans-abri. Même s'il est hors de question d'arriver à éliminer la pauvreté durant la même période ! »

« Vous êtes d'origine paysanne et appartenez à une basse caste, chose rare pour un premier ministre. Votre accession au pouvoir signifie-t-il que l'on est en train d'assister à une révolution sociale en Inde, c'est-à-dire à la fin de l'ordre brahmanique ? »

« Ce n'est pas l'« ordre brahmanique » qui est en cause, mais le système. Si le représentant d'une caste « arriérée » devient premier ministre, cela ne va pas résoudre le problème de tous les membres de ces castes. Si un brahmane devient premier ministre, cela ne résoudra pas non plus les problèmes de tous les brahmanes. Mais une révolution

est en cours au sens où les dirigeants indiens ont compris qu'ils ne peuvent plus ignorer les plus pauvres. Ceux-ci doivent avoir le sentiment d'être mieux intégrés dans le corps social, sinon la démocratie est affaiblie.

« De nombreux journalistes indiens ironisent sur votre condition d'« humble fermier », comme vous l'avez répété à plusieurs reprises. Est-il important, quand on est premier ministre de l'Inde, d'avoir un lien avec le monde rural ? »

« L'Inde est un pays rural à 75 % et plus des trois quarts des indiens vivent dans les campagnes. C'est-à-dire dans l'Inde réelle, pas à New Delhi. Peu m'importe que les médias ironisent [sur ma condition de fermier]... »

« On dit par exemple que vous ne prenez aucune décision sans consulter votre astrologue. Est-ce exact ? »

« Aucune décision n'est prise en fonction des horoscopes. Ce sont des rumeurs mal intentionnées répandues par tous ceux qui ne peuvent pas tolérer qu'un paysan ait pu devenir premier ministre ! »

Propos recueillis par Bruno Philp

### Attentat contre des dirigeants extrémistes sunnites au Pakistan

LAHORE. Seize personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, samedi 18 janvier, par l'explosion d'une puissante bombe devant un tribunal de district à Lahore (est du Pakistan). L'attentat s'est produit peu après l'arrivée de deux dirigeants d'un groupe extrémiste sunnite, le Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP) - famille des extrémistes contre les chiites - devant le tribunal où ils devaient comparaître. Les deux dirigeants sunnites extrémistes, Ziaur Rehman Farooqi et Muhsin Azam Tariq, étaient arrivés sous forte escorte policière. Des journalistes venus couvrir l'événement judiciaire figuraient parmi les victimes de l'attentat. - (AFP)

### Un otage de l'ambassade du Japon au Pérou a été libéré

LIMA. Le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) a libéré, vendredi 17 janvier, un otage, pour des raisons « humanitaires ». Le commando a décidé de libérer le commandant Luis Valencia (46 ans), chef des opérations de la direction antiterroriste, qui souffrait de diabète et de problèmes cardiaques. Selon le Comité international de la Croix Rouge, soixante-treize personnes sont encore sequestrées par le commando dans l'ambassade du Japon à Lima, investie le 17 décembre. Le gouvernement péruvien a « demandé et obtenu » la participation de l'ambassadeur du Canada à Lima, Anthony Vincent, à la commission de garants. Jeudi, « l'interlocuteur officiel », le ministre de l'Éducation Domingo Palerm, avait refusé la participation d'un représentant du Guatemala, souhaitée par le commando. - (AFP)

### Vives critiques irakiennes contre la France

BAGDAD. L'Irak a adressé, vendredi 17 janvier, une mise en garde à peine voilée à la France pour avoir refusé d'accueillir Oudai, le fils aîné du président irakien, blessé le 12 décembre lors d'une tentative d'assassinat. Le gouvernement français a « commis une erreur monumentale (...) et cette attitude inhumaine portera atteinte » à la France, a affirmé le quotidien El Sawir, organe du parti Baas au pouvoir. « La France craint-elle les réactions des États-Unis et des sionistes (...) et quand sera-t-elle assez courageuse pour prendre des décisions importantes en faveur des Arabes et des Irakiens ? » s'est interrogé le journal. Le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, qui avait déjà affirmé qu'« il n'était pas question et qu'il n'a jamais été question que Oudai Saddam Hussein soit accueilli et traité en France », a réitéré vendredi ce refus. - (AFP)

### AFRIQUE

■ ZAÏRE : des combats entre l'armée zaïroise et les rebelles ont fait plus de soixante morts, mercredi et jeudi, dans la région de Lubutu (est du Zaïre), a indiqué, vendredi 17 janvier à Goma, le chef rebelle, Laurent-Désiré Kabila. M. Kabila a par ailleurs affirmé que le vice-président de l'Alliance rebelle, le commandant Ngandu Kisase, a été « blessé dans une embuscade » au nord-ouest de Goma, puis « soigné ». - (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ SYRIE : l'homme d'affaires syrien Osmame Akil, propriétaire de la principale chaîne hôtelière Cham de Syrie, a affirmé jeudi 16 janvier, avoir obtenu gain de cause dans un litige commercial opposant sa société à l'État syrien. Citant une « ordonnance » du 9 janvier rendue par la justice syrienne en sa faveur, M. Akil, qui est aussi propriétaire du groupe hôtelier français Royal Monceau, a précisé que le non-lieu hospitalier la « levée automatique de la saisie conservatoire sur ses biens » en Syrie. - (AFP)

### ASIE

■ CORÉE DU SUD : l'espoir d'un dialogue entre le gouvernement et les syndicalistes en grève s'est dissipé, samedi 18 janvier, après que le président du parti gouvernemental, Lee Hong-koo, a refusé le débat télévisé avec le président de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), Kwon Young-kil. - (AFP)

Pour les séductrices à qui  
la Punto ne suffisait pas,  
voici la Punto.



**PUNTO STAR 59 400F**  
PRIX NET GRÂCE AU CONTRAT TRANSPARENCE

Autoradio K7 autoreverse avec commandes au volant • Projecteurs antibrouillard  
Direction assistée • Vitres teintées électriques • Condamnation centralisée des portes  
Airbag Fiat® conducteur • Volant réglable en hauteur • Antivol Fiat code

Tarif prix net (hors option) au 01/10/96, 131 97 de la Punto Star 3 portes.

(tarif de référence au 30/09/96, illustré de la moyenne des conditions habituellement consenties par Fiat et son réseau).

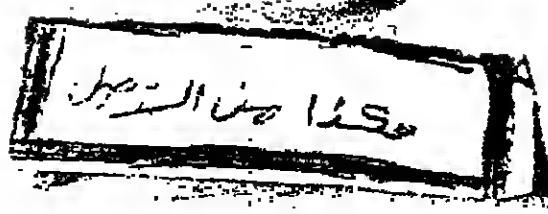
TRANSPARENCE

LA PASSION NOUS ANIME.

**FIAT**

PRIME QUALITÉ FIAT: REPRISE 5000F DE VOTRE VOITURE DE PLUS DE 8 ANS





# FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1997

**SOCIAL** Marc Blondel (FO) parle de « blues de la confédération », Nicole Notat tente de définir un « syndicalisme de transformation sociale », Louis Vianet (CGT) fait

face aux interrogations de sa centrale sur sa capacité à susciter un mouvement social correspondant aux attentes des salariés : les confédérations syndicales sont à la re-

cherche d'une stratégie. ● DANS LES SERVICES PUBLICS, mobilisés dans le mouvement social de la fin 1995, le climat est morose, mais le dialogue entre les syndicats et les

directions est renoué, avec la signature ou la négociation d'accords à France Télécom et à EDF-GDF. ● LA RETRAITE à cinquante-cinq ans, objet de la grève lancée dans les

transports urbains (hors Ile-de-France) le 24 janvier, fait l'objet d'évaluations contradictoires par la Caisse nationale vieillesse et par un économiste de l'OFCE.

## Les confédérations syndicales sont en panne de stratégie

Un peu plus d'un an après le mouvement social de la fin de 1995, les grandes centrales constatent les difficultés qu'elles rencontrent pour exprimer des revendications correspondant aux attentes des salariés et imposer leur point de vue face au gouvernement

DEVANT le comité confédéral national de FO, réuni les 15 et 16 janvier, Marc Blondel a évoqué le « blues de la confédération » et invité ses camarades à se ressaisir. Face aux piques lancées par le chef de l'Etat, le 12 décembre, contre « le conservatisme des syndicats », il n'y a pas eu de riposte syndicale commune. Attendu ou redouté pendant l'automne, un nouveau mouvement social, qui devait traduire le

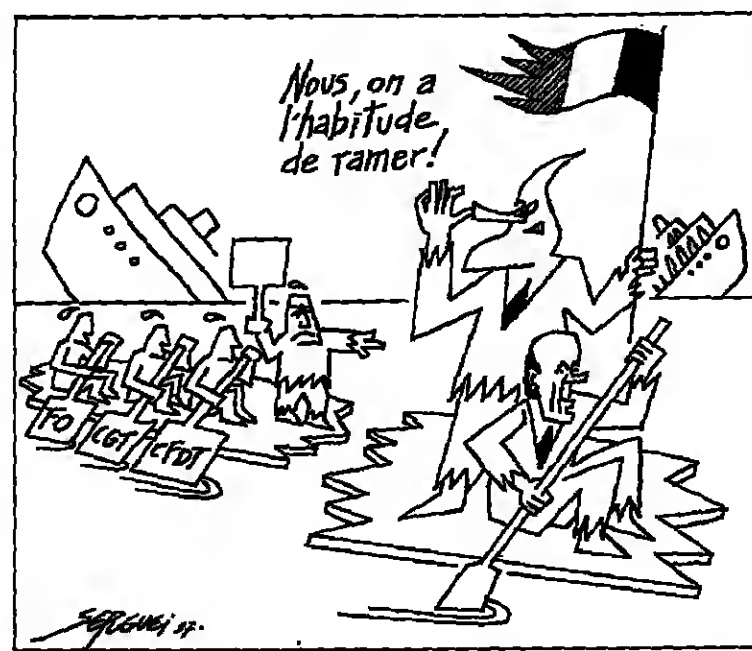
place du plan Juppé sur l'assurance-maladie, création de fonds de pension : autant de sujets qui bousculent les syndicats. Mis en évidence par les débats autour de la retraite à cinquante-cinq ans, revendication qui a surgi chez les salariés sans passer par le canal des confédérations, le manque de prise sur la réalité économique et sociale affaiblit un désarroi sensible à FO, à la CFDT et à la CGT.

des motifs de mobilisation, dressée par le comité confédéral de FO, est longue : dénonciation de « la politique restrictive poursuivie par le gouvernement sur les plans budgétaire, monétaire et salarial » ; condamnation des « politiques dites d'aide à l'emploi », qui privilégient certaines catégories de demandeurs « au détriment des autres » ; rejet de « la notion d'employabilité » et mise en garde adressée au gouvernement « contre toute tentation de céder à nouveau aux revendications patronales en matière de flexibilité ».

### ADHESION OU REJET

FO a inscrit dans sa résolution la volonté de se battre pour défendre le retour à trente-sept annuités et demi de cotisation, dans le privé, pour obtenir une retraite à taux plein. Dans son discours introductif, M. Blondel est aussi largement revenu sur la Sécurité sociale, entrée selon lui dans « une logique d'implosion ». Enfin, pour la première fois devant le « parlement » de sa centrale, il a évoqué clairement la menace que fait peser le Front national sur le syndicalisme : il « peut [en] être la cible », a-t-il dit, et il « n'est pas à l'abri de la création de structures syndicales liées au Front national ».

A mi-parcours entre le congrès de Montpellier (mars 1995) et celui de Lille (prévu au printemps 1998), Nicole Notat réchut, elle aussi, à la stratégie de sa centrale. Elle sera personnellement rapporteur d'un document d'une dizaine de pages qui sera discuté au conseil national de la CFDT du 21 au 23 janvier et dans lequel est défini « le syndica-



lisme de transformation sociale ». En ce début d'année 1997, la CFDT est sortie d'une image floue qui englobait « les syndicats » indistinctement, explique-t-elle. Cette identification forte de la CFDT provoque adhésion ou rejet.

Estimant que la CGT « se cantonne au protestataire » et que « le pôle réformiste est en panne de mouvement », la CFDT veut poursuivre dans la voie réformatrice qu'elle s'est fixée, mais craint l'isolement. « La CFDT, dans ses rapports aux autres organisations syndicales, doit éviter l'isolisme comme l'unité à tout prix », précise M<sup>me</sup> Notat. Ne parlant que des « événements de novembre 1995 » et pas de mouvement

social, elle explique que le soutien apporté par la CFDT à la réforme de la Sécurité sociale, « proposée par un gouvernement de droite », ainsi que les responsabilités acceptées pour sa mise en œuvre (accession à la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie), ont permis une clarification à la fois interne et externe.

Louis Vianet a attrapé au vol la demande de la retraite à cinquante-cinq ans exprimée par une partie des salariés et l'a aussitôt inscrite en tête des revendications de sa confédération. Pourtant, les motifs d'inquiétude sont, à la CGT, plus nombreux que les motifs de satisfaction. Devant la commission exécutive, réunie le

9 janvier, beaucoup d'interrogations se sont fait jour sur la capacité à susciter un mouvement social qui soit au diapason des attentes des salariés. M. Vianet s'est fait l'écho du décalage grandissant entre des salariés qui revendiquent et des organisations syndicales qui ont du mal à porter ces revendications.

Au surplus, pour les syndicats, 1997 est une année électorale. Test grandeur nature de leur représentativité, les élections prudhomales, prévues le 10 décembre, opéreront aussi comme un sérum de vérité pour les grandes confédérations syndicales. A l'aune des résultats obtenus auprès des salariés, chacune pourra juger du succès ou de l'échec de sa stratégie suivie depuis cinq ans, même si, comme en 1992 (59,63 %, soit une progression de plus de 5 points en cinq ans), c'est le taux d'abstention qui risque de tenir la vedette.

Preuve que les élections prudhomales sont dans les têtes de toutes les confédérations et sont déjà en train de provoquer des raidissements syndicaux, les tensions sont vives entre la CGT et la CFDT pour la bataille du leadership, mais aussi entre la CFDT et la CFE-CGC, qui se voit talonnée sur son terrain spécifique des cadres par l'Union des cadres confédérés (UCC-CFDT) et cherche désormais, à tout prix, à marquer sa différence. Alors que les positions des deux centrales sur les fonds de pension sont proches, la centrale des cadres a préféré faire front commun avec la CGT, FO et la CFTC, en cherchant à isoler la CFDT.

Alain Beauvieux-Méry

### Ambiguïté sur l'épargne-retraite

Les syndicats se sont mis dans une situation délicate au sujet des plans d'épargne-retraite (PER), qui doivent être examinés en seconde lecture par le Sénat le 30 janvier. Restés sans réaction après l'adoption du texte par les députés, en première lecture, le 22 novembre 1996, ils ont ensuite formulé de façon ambiguë la lettre adressée par la CGT, la CFE-CGC, la CFTC et FO à Alain Juppé, le 10 décembre, demandant une modification du système d'exonération des abondements patronaux aux PER.

L'amendement présenté au Sénat, en première lecture, par Jean-Pierre Fourcade (UDF), le 13 décembre, était conçu pour répondre aux préoccupations exprimées dans cette lettre. En défendant la création des PER, le 15 janvier, devant le conseil des ministres, Jacques Chirac a souligné, d'ailleurs, que cette réforme avait été « longuement concertée ». Dans ces conditions, il sera « difficile » d'obtenir de nouvelles modifications du texte, reconnaît Jean-Luc Cazettes (CFE-CGC), président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse.

mécontentement des salariés, n'a pas eu lieu.

Les grandes centrales subissent le contrecoup du mouvement de décembre 1995, qui avait placé les syndicats sur le devant de la scène. Elles peinent à retrouver leurs marques, alors que le gouvernement continue cependant d'avancer ses pions. Changement de statut à France Télécom, réforme de la SNCF, mise en

Estimant que les appels répétés de la CGT à un « mouvement social rassemble » ne sont qu'un moyen pour cette centrale « de resserrer son appareil », M. Blondel s'est interrogé sur l'incapacité des syndicats à susciter une manifestation unitaire. « Le désenchantement des salariés, qui les pousse à jeter le manche après la cognée », a été au centre des débats de Force ouvrière. Pourtant, la liste

## Le dialogue social est renoué dans les entreprises publiques

ACCORD SOCIAL à France Télécom le 9 janvier, ouverture de négociations à EDF-Gaz de France une semaine plus tard, une CGT jusqu'ici peu encline à remobiliser les cheminots contre la réforme de la SNCF... Un an après le mouvement de novembre-décembre 1995, les fils du dialogue sont renoués dans la plupart des entreprises publiques. Le climat, cependant, y reste souvent morose.

Trois entreprises publiques étaient considérées comme « à risques » en 1996 : la SNCF, où le conflit n'avait rien réglé ; France Télécom, en raison du changement de statut ; EDF pour cause de négociation de la directive européenne. La fin ambiguë du conflit de l'automne 1995 et les retenuës sur salaires, opérées le plus souvent jusqu'à l'automne 1996, y ont sans doute freiné les ardeurs revendica-

tives. A la SNCF, la direction, déstabilisée par les changements de président, est parvenue, en novembre, à signer un modeste accord sur les congés de fin de carrière avec cinq syndicats minoritaires, mais sans la CGT ni la CFDT. Elle tente actuellement d'approfondir le dialogue en organisant des tables rondes sur le projet industriel mais, en recevant directement les syndicats et en contournant Louis Gallois et son équipe, Bernard Pons, ministre des transports, ne lui facilite pas la tâche.

A France Télécom, contrairement aux prévisions, l'annonce du changement de statut, au printemps 1996, n'a pas suscité de levée de boucliers. Il est vrai que le gouvernement a pris des engagements fermes pour rassurer les agents et que, paradoxalement, le mouvement social de

l'automne 1995 a ému, avant l'heure, la combativité des agents. Michel Bon est en passe de tenir son pari : faire accepter la privatisation partielle par les cent cinquante mille agents. Il est significatif que la première phrase de l'accord social reprenne le slogan publicitaire de l'entreprise : « Nous allons vous faire aimer l'an 2000 ». Les élections de représentants du personnel, le 11 mars, permettront de sonder l'état d'esprit du personnel. Les propos de Jacques Lemercier, secrétaire général de FO-PTT, sont révélateurs de l'état d'esprit des organisations syndicales : « Il nous faut montrer que les fonctionnaires sont capables de prendre des virages et de s'adapter aux nouveaux besoins des entreprises publiques. Pour nous, il est hors de question d'assimiler secteur public et rigidité. »

EDF et Gaz de France vont-elles emboîter le pas à France Télécom ? Après une année d'observation, direction et syndicats ont entamé le 16 janvier une négociation sur l'emploi et le passage volontaire aux 32 heures. Si elle réussit, la direction pourra se prévaloir d'une véritable avancée sociale. Si elle échoue, le climat risque de se dégrader très rapidement.

A la RATP, le PDG, Jean-Paul Bailly, est parvenu à conclure un accord salarial dès janvier 1996. En avril, une des principales composantes de la CGT a même signé l'accord sur l'emploi des jeunes et les départs anticipés. Le 30 mai, tous les syndicats, sauf la CGT, ont conclu un « protocole d'accord relatif au droit syndical et à l'amélioration du dialogue social », qui fait passer de cinq à dix jours la durée de préavis à respecter en cas de conflit.

Contrairement à la SNCF, où les chemins ont plébiscité la CGT et, dans une moindre mesure, SUD-Rail, les élections professionnelles de décembre 1996 à la RATP n'ont pas favorisé les syndicats les plus revendicatifs. La CGT est restée à peu près stable (45 %).

Malgré une faible mobilisation des postiers durant le conflit de 1995, c'est à la Poste que le dialogue social semble le plus difficile. Des négociations sur les congés de fin de carrière, entamées en novembre 1996, viennent d'échouer. Si 1996 a été calme sur le plan social à La Poste, les initiatives de la direction créant des centres de tri au statut contesté pourraient mettre le feu aux poudres, estiment les responsables syndicaux.

Frédéric Lemaître

### Embarras devant l'action des maîtres-auxiliaires

LES ORGANISATIONS syndicales qui ont signé le protocole d'accord sur la résorption de la précarité dans la fonction publique peuvent-elles légitimement soutenir la grève de la faim des maîtres-auxiliaires qui critiquent ce protocole ? Ce débat est posé à la FSU, qui accueille des maîtres-auxiliaires dans ses locaux, à Paris et Toulouse.

Dans son journal *Apprentissage public*, janvier 1997, le Snetaa (Syndicat national d'enseignement technique autonome apprentissage), membre de la FSU, critique ainsi l'engagement de cette fédération aux côtés d'un collectif « dont les exigences sont largement

contraires à ses mandats ». La FSU, mais aussi la CFDT, ne cachent pas leur embarras face à cette forme de protestation qui met en danger des vies humaines.

Pour Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN-CFDT, venu apporter son soutien à deux grévistes de la faim de Rennes hébergés dans les locaux de son syndicat depuis le 14 janvier, cette action est « le signe d'un grand désespoir (...) devant l'immobilisme du gouvernement face à un problème posé depuis des mois ». Selon lui, « il faut réemployer tous les maîtres-auxiliaires et mener un plan de titularisation global sur trois ans ».

### CONCOURS RÉSERVÉS

Six fédérations de fonctionnaires ont pourtant signé, en mai 1996, un protocole avec le ministre de la fonction publique, Dominique Perben. Elles ont estimé qu'elles ne devaient pas laisser passer l'occasion d'améliorer la situation de quelque cent cinquante mille agents, bien que le texte ne soit pas à la hauteur de leurs ambitions. Ce dernier prévoit que, pour bénéficier du protocole, il faut avoir travaillé pendant l'équivalent de quatre années à temps plein au cours des huit dernières années et

avoir été en poste entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 14 mai 1996. Bien que les huit maîtres-auxiliaires en grève de la faim remplissent ces conditions, ils les jugent trop restrictives et réclament leur révision.

Les maîtres-auxiliaires veulent une titularisation immédiate. Or le gouvernement et une partie des organisations syndicales, jugeant qu'on doit entrer dans la fonction publique en passant des concours, n'ont pas souhaité cette intégration automatique. C'est un système intermédiaire de « concours réservés » (aux seuls vacataires) qu'ils ont prévu. Comme il déroge au statut de la fonction publique, le Parlement a dû valider l'ensemble du protocole d'accord, qui a aujourd'hui force de loi.

La grève de la faim des maîtres-auxiliaires pose une autre question embarrassante : fallait-il donner au gouvernement le bénéfice politique d'un accord, tout en sachant qu'il préparait le licenciement de milliers de maîtres-auxiliaires ? La FSU et la CFDT rappellent qu'elles ont, pendant la négociation, réclamé sans succès un moratoire qui interdirait tout licenciement entre la date de la signature du texte et son entrée en vigueur.

Rafaële Rivais

### Le coût de la retraite à cinquante-cinq ans

LES ÉCONOMISTES sont partagés sur le coût et les effets sur le chômage d'une généralisation de la retraite à cinquante-cinq ans : c'est ce qui ressort de deux études publiées, l'une, par la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (Cnavts), l'autre, par Henri Sterdyniak, l'un des principaux économistes de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

La caisse-vieillesse, qui couvre essentiellement les salariés du privé, estime que cette mesure lui coûterait au moins 117 milliards de francs par an, s'ajoutant aux 332 milliards de francs de pensions qu'elle a prévu de verser cette année. Elle devrait relever les cotisations de 7 points d'ici à 2015, alors que, à législation constante, il ne faudra « que » 4,5 points dans les vingt ans à venir.

La réforme se traduirait, en effet, par une augmentation des effectifs de retraités du régime général de 25 % à 30 %, les personnes âgées de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans représentant 2,7 millions de personnes. La Cnavts ajoute que, « si la retraite à cinquante-cinq ans avait toujours existé, le surcoût des prestations à verser pour l'année 1997 serait de l'ordre de 100 milliards ».

La Caisse pourrait perdre, en 1997, environ 17 milliards de francs de cotisations (près de 7 % de la masse des recettes prévues) si le million de cotisants qu'elle perdrait ainsi n'était pas remplacé par l'entrée d'autres salariés sur le marché du travail. Au coût global de 117 milliards par an, il faudrait aussi ajouter les retombées pour les caisses complémentaires (Acco et Agirc), dont l'équilibre financier est loin d'être assuré à l'horizon 2015.

600 000 EMPLOIS. De son côté, dans une étude dont les conclusions ont été publiées vendredi 17 janvier par *Les Echos*, Henri Sterdyniak estime que la retraite à cinquante-cinq ans pourrait se traduire « par une baisse du chômage de l'ordre de 550 000 » et coûterait environ 62 milliards de francs nets aux régimes sociaux.

Pour parvenir à ce résultat, l'économiste de l'OFCE rappelle que, sur les 2,7 millions de personnes aujourd'hui âgées de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans, plus de 50 % travaillent et près de 6 % sont au chômage, 30 % déjà en retraite ou en préretraite, et 12 % inactives. La réforme, a-t-il calculé, grossirait de 740 000 le

nombre de retraités, générerait 690 000 embauches et entraînerait une baisse du chômage de l'ordre de 550 000.

Les entreprises seraient gagnantes de 32 milliards de francs par an, les nouveaux embauchés ayant « des salaires inférieurs aux partants à la retraite ». Les caisses devraient, de leur côté, verser 80 milliards de francs de pensions en plus, mais l'assurance-chômage 32 milliards d'allocations en moins. Les ménages, eux, auraient 18 milliards de salaires nets et 32 milliards d'indemnités de chômage en moins, mais 80 milliards de retraites supplémentaires. Soit, au total, 30 milliards de francs de revenus supplémentaires.

« La mesure coûterait 62 milliards de francs (aux régimes sociaux), soit 0,8 point de PIB », conclut M. Sterdyniak, qui juge le coût de cette mesure « relativement faible tant que, malheureusement, la France reste en situation de chômage de masse ». En revanche, prévient-il, elle « serait plus coûteuse si l'économie française revenait au plein emploi ». Cependant, dans une telle situation, la question de la retraite à cinquante-cinq ans mériterait-elle d'être posée ?

Jean-Michel Bezat

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Remise sur tous les produits  
Prix communicaux par téléphone

**MATELAS & SOMMIERS**  
Tous modèles - Tous matériaux  
SUSSEX - TRECA - EPEDA - SIMONS  
DUNLOP - BULTEX - PIRELLI - ETC.

**CANAPES SALONS CLIC-CLAC**  
Cuir ou tissu  
Steiner - Coullon - Bureau - Sofren - Etc.

Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France.

**MOBECO**  
127, rue de la République PARIS 19<sup>ME</sup> 75011  
01.42.08.71.00 ouvert 7j/7



سنة ١٤١٧ هـ

## Michel Rocard va abandonner son mandat de sénateur

MICHEL ROCARD abandonnera son mandat de sénateur des Yvelines d'ici deux à six mois. L'ancien premier ministre avait été élu sénateur (PS) de ce département en septembre 1995, mais Lionel Jospin lui avait demandé de choisir entre son mandat de sénateur et celui de député européen pour se mettre en conformité avec le texte du PS sur la démocratie qui interdit de cumuler des mandats parlementaires national et européen.

Dans un premier temps, M. Rocard avait décidé de quitter le Parlement européen (Le Monde daté 30 juin-1<sup>er</sup> juillet 1996), où il avait été élu en 1994. Mais, à la suite de son élection, début janvier, à la présidence de la commission du développement du Parlement européen, poste auquel il n'était pas candidat, il a choisi de rester à Strasbourg. M. Rocard devrait être remplacé par Jacques Bellanger, ancien sénateur (PS) des Yvelines, qui lui avait cédé son siège en septembre 1995.

## La mobilité géographique est imposée aux énarques

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT a adopté, mardi 14 janvier, le projet de décret relatif à l'obligation de mobilité des fonctionnaires des corps recrutés par la voie de l'école nationale d'administration (Le Monde daté 6-7 octobre 1996). Seule l'administration a voté pour, la CFDT n'a pas pris part au vote, les autres organisations se sont abstenues.

Les énarques doivent accomplir une mobilité géographique de deux ans. Le non-respect de cette obligation est sanctionné par l'impossibilité d'accéder à la fonction de sous-directeur et de chef de service. Cette mobilité s'effectue dans les services déconcentrés de l'État et de ses établissements publics, les tribunaux administratifs, les chambres régionales des comptes, les collectivités locales, mais aussi les ambassades, les services de l'Union européenne et les organisations internationales.

### DÉPÊCHES

■ **ORANGE**: le secrétaire général de la commune d'Orange, François-Nicolas Schmitt, a été mis en examen, le 16 janvier, pour « corruption et abus de confiance » par un magistrat de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) chargé d'une affaire concernant l'Office HLM de cette ville dont il a été le directeur de 1989 à 1992. Le maire d'Orange, Jacques Bompard, a déclaré, le 17 janvier, avoir été alerté dès l'été 1995 du « contentieux entre M. Schmitt et un office HLM » et « avoir refusé de se séparer » de son secrétaire général. Il précise que « si cette procédure devait aboutir à une condamnation, le maire d'Orange prendrait tout naturellement la décision qui s'impose ». (Corresp.)

■ **JUSTICE**: ancien maire (RPR) d'Arpajon (Essonne), André Hervé (RPR) a été écroué, jeudi 16 janvier, à la suite de sa mise en examen pour « escroquerie, faux et usage de faux et recel, recel d'atteinte à la liberté d'accès aux marchés publics, et falsification non conforme ». Dirigeant d'une entreprise de travaux publics, M. Hervé est mis en cause à propos des conditions d'attribution du marché de la construction d'une salle polyvalente dans une commune voisine.

■ **ESSONNE**: le groupe RPR du conseil général de l'Essonne a confirmé, vendredi 17 janvier, « Xavier Dugoin dans sa responsabilité pour conduire la majorité en tant que président du conseil général », à l'issue d'une réunion à laquelle n'ont pas assisté les trois élus qui avaient demandé sa démission (Laurent Bételle, Jean de Boishue et Odile Moirin). La veille, le groupe UDF avait rédigé une motion réclamant implicitement la démission de M. Dugoin (Le Monde du 17 janvier). (Corresp.)

■ **DRANCY**: Jean-Claude Gayssot, député communiste de Seine-Saint-Denis, membre du secrétariat national du PCF, devait être élu maire de Drancy, en Seine-Saint-Denis, samedi 18 janvier, en remplacement du communiste Maurice Nilles (PCF), démissionnaire. Figure de la Résistance et maire de Drancy depuis 1959, Maurice Nilles, soixante-huit ans, élu député en 1958, avait déjà laissé son siège à l'Assemblée nationale à M. Gayssot, en 1986.

■ **PS**: Guy Lengagne, maire de Boulogne-sur-Mer, et André Delelis, maire socialiste de Lens, ont dénoncé, jeudi 16 janvier, au cours d'une conférence de presse commune, les « méthodes staliniennes » de la fédération socialiste du Pas-de-Calais et de son premier secrétaire, le sénateur Daniel Percheron. « Cette fédération est devenue une formidable machine à perdre », a affirmé M. Lengagne, exclu du PS pour avoir été candidat contre la liste socialiste aux municipales de juin 1995. M. Delelis a mis en doute le nombre réel d'adhérents qu'affirme compter la fédération, réputée la plus nombreuse du PS.

■ **HAUTS-DE-SEINE**: Catherine Lahumière, député européen (Radical socialiste), est candidate à la candidature pour les législatives de 1998 dans la cinquième circonscription des Hauts-de-Seine (Clichy-La Garenne-Levallois), détenue par le RPR Patrick Balkany. L'ex-ministre socialiste pourrait avoir pour suppléant le maire et conseiller général PS de Clichy-La Garenne, Gilles Catoire. (Corresp.)

■ **PARIS**: Marie-Pierre de la Gomerie, déléguée nationale du Parti socialiste à la justice, conduira la liste socialiste de Paris aux régionales de 1998. Soutenue par la quasi-unanimité de la fédération parisienne, sa candidature sera soumise au vote des militants le 22 janvier.

## LE MONDE diplomatique

Janvier 1997

● **TRAVAIL**: Dans les laboratoires de l'exploitation. Eternel retour du « miracle américain », par Serge Halimi. — Quand les patrons doutent... (S. H.). — Les chiffres trompeurs du chômage, par Francisco Vergara. — Les travailleurs étrangers aux avant-postes de la précarité, par Aïela Morice. — Fiat-Brazil, un modèle d'entreprise-providence, par Roland Pfefferkorn. — Vers la fin de l'exception sénégalaise, par Jean Copans. — La répression sociale au cœur des négociations collectives, par Adeline Toullet. — Bangalore, Silicon Valley à l'indienne, par Michel Raffoul.

● **QUÉBEC**: Un pays à portée de la main, par Bernard Cassen. — Régime minceur, version social-démocrate, par Jean Pichette.

● **MEXIQUE**: Le grand virage des zapatistes, par Maurice Najman. — Une multitude de guérrillas, par Françoise Escarpit.

● **GOLFE**: Possée conservatrice au Koweït, par Yahya Sadowski.

● **ASIE CENTRALE**: L'armée, arbitre suprême au Pakistan, par Lucille Beaumont. — De la résistance à la prise de Kaboul, l'histoire secrète des talibans, par Stéphane Allès.

● **GUNTER HOLZMANN**: Le roman d'une vie, par Jean-Claude Guillebaud. — Chercheur d'or dans la selva (hommes fétiles).

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

## Le maire de Paris est reconnu par sa majorité comme chef de file pour les législatives de 1998

L'UDF exige de Jean Tiberi une évolution modérée de la fiscalité locale en 1997

A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires au conseil de Paris, lundi 20 janvier, le maire de la capitale, Jean Tiberi, s'assurera de la

« solidité » de sa majorité. Sa démission n'est plus évoquée, en privé, dans les rangs de la droite municipale, mais l'UDF profite de son af-

faiblissement, provoqué par la succession des « affaires », pour faire valoir ses revendications, notamment sur le plan fiscal.

LE MAIRE DE PARIS, Jean Tiberi (RPR), va pouvoir vérifier, lundi 20 janvier, la « solidité » de la majorité municipale dont l'avait assuré son premier adjoint Jacques Dominati (UDF-PPDF), le 6 janvier. Le débat d'orientations budgétaires de la ville, à l'ordre du jour de la séance, donne lieu à des négociations serrées sur la fiscalité de la capitale entre le RPR et l'UDF.

Pour M. Dominati, en effet, « solidité » de la majorité ne signifie pas « silence dans les rangs ». Jeudi 16 janvier, en inaugurant une formule jusqu'à présent inédite de vœux du groupe UDF à la presse, il a soufflé le chaud et le froid, en déclarant que « si nous [l'UDF] l'avions laissé faire, Jean Tiberi, que nous soutenons et qui est mon ami, aurait pu se laisser imposer une hausse de la fiscalité à deux chiffres pour 1997 ».

Emporté par son élan, il devait ajouter, en petit comité, que si cette hausse n'était pas inférieure à 5 %, il « ne voterait pas le budget ». En fait, le groupe UDF venait de décider qu'il s'abstiendrait de prendre la parole lors du débat d'orientation budgétaire si ses revendications fiscales n'étaient pas entendues.

Interrogé sur la signification d'une telle attitude, M. Dominati précise qu'il ne s'agit pas, « pour autant, d'une fronde contre M. Tiberi lui-même », mais d'un avertissement lancé aux « conservateurs du

RPR » dont, à ses yeux, le maire ne se démarque pas suffisamment. Il vise en particulier Camille Cabana, adjoint chargé des finances, qui affirme aujourd'hui que sa démission, évoquée à l'automne 1996, n'est plus à l'ordre du jour. Si le premier adjoint avait voulu semer quelque désordre dans les rangs de la majorité et compliquer la tâche d'un maire soucieux de se refaire une santé politique, il ne s'y serait pas pris autrement.

Il n'est pourtant pas question de remettre en cause le contrat de mandature passé avec M. Tiberi.

« Même si de nouvelles circonstances particulières, du genre de celles que nous avons rencontrées ces derniers mois, devaient intervenir, nous ne serions pas favorables à son départ », affirme M. Dominati. Les difficultés rencontrées par M. Tiberi ne seront pas à ses yeux un handicap pour la majorité parisienne aux élections législatives, qui, estime-t-il, « seront conduites au niveau national ». Ce sentiment est partagé dans les rangs du RPR par Claude-Gérard Marcus, député de la cinquième circonscription (10<sup>e</sup> arrondissement). « La campagne sera de toute manière nationale. Le chef de file de la majorité à Paris aura surtout un rôle de coordination technique, il n'y a aucune objection à ce que ce soit le maire de Paris », affirme-t-il, convaincu que la majorité n'accuse pas de retard sur le Parti socialiste.

Philippe Goujon, suppléant d'Edouard Balladur dans la douzième circonscription (partie du 14<sup>e</sup> arrondissement), se montre « confiant » et « optimiste » sur la capacité de M. Tiberi à « répondre aux aspirations des Parisiens », même s'il est encore trop tôt pour en récolter les fruits. « Je ne vois pas en quoi il ne serait pas en état d'assumer la coordination de la campagne, il a le savoir-faire et il est le responsable du RPR de Paris », ajoute-t-il.

### « MON CHER JEAN »

Le « mon cher Jean », dont Jacques Chirac a gratifié M. Tiberi, le 7 janvier, en recevant les vœux de la municipalité de Paris, a été très remarqué, et le message selon lequel la capitale a « son avenir bien en main et bien engagé » a été reçu par la majorité municipale, un moment ébranlée par le poids médiatique des « affaires ». Les rumeurs d'une démission du maire de Paris et de son remplacement par Jacques Toubon, maire du 13<sup>e</sup> arrondissement et ministre de la justice, ou par Bernard Pons, conseiller du 17<sup>e</sup> arrondissement et ministre de l'équipement, ont vécu.

Cette unanimité est analysée par Alain Dumail (divers droite), ancien maire et conseiller du 2<sup>e</sup> arrondissement, comme le résultat « d'un système à caractère savantique qui fait que personne ne le lâche ».

chers », bien qu'il « sait toujours mieux pour un leader d'avoir du charisme et d'être blanc sur le plan judiciaire ». Le député Georges Mesmin, en compétition avec Claude Gossu, adjoint aux affaires scolaires, pour l'investiture de l'UDF dans la quatorzième circonscription (16<sup>e</sup> arrondissement), est plus vaillant. « Si j'ai l'investiture de l'UDF, je n'inviterai pas M. Tiberi à venir me soutenir, et ceux qui disent le contraire ne sont pas forcément sincères », déclare-t-il. Souciant de l'anonymat, certains ironisent en effet sur le fait que la personnalité de M. Tiberi ne peut pas constituer un handicap électoral dans la mesure où Alain Juppé est le vrai patron de la majorité et du RPR de Paris.

M. Gossu, secrétaire général de l'UDF, convient que « personne ne prendra le risque d'une division de la majorité susceptible d'aggraver une crise réelle », ce qui n'empêche pas l'UDF d'avoir mis à profit l'affaiblissement de M. Tiberi pour infléchir la politique municipale. Personne ne voit donc de réel inconvénient à laisser M. Tiberi revendiquer la conduite de la campagne législative, pour une raison très bien résumée par M. Dominati : « Si ces élections ne sont pas bonnes, c'est lui qui portera le chapeau, même s'il n'en est pas responsable. »

Pascal Sauvage

## L'armée de l'air va supprimer une région aérienne

SOLENZARA (Corse-du-Sud)

de nature envoyé spécial

De trois actuellement, l'armée de l'air réduira à deux le nombre de ses régions aériennes à l'occasion d'une réforme de ses grands commandements qui concerne aussi le fonctionnement de ses bases. Le général Jean Rannou, chef d'état-major de l'armée de l'air, l'a annoncé, vendredi 17 janvier, lors d'une visite à Solenzara (Corse-du-Sud).

Avant la fin de la programmation militaire 1997-2002, un nouveau découpage territorial de la France, en partie Nord et en partie Sud, permettra d'instaurer deux régions aériennes. Les généraux, placés à leur tête, seront responsables des questions financières, du soutien technique, de l'infrastructure et de la gestion des personnels. A ce jour, une région aérienne à Villacoublay (Yvelines) est chargée de la défense du Nord-Est ; une deuxième à Bordeaux, de celle de

la façade atlantique, et la troisième à Aix-les-Milles (Bouches-du-Rhône), de la façade Méditerranéenne. A Solenzara, le général Rannou n'a pas indiqué laquelle de ces trois régions aériennes sera amenée à disparaître, mais il pourrait s'agir de celle implantée à Aix-les-Milles.

### DAVANTAGE DE POUVOIR

Le chef d'état-major de l'armée de l'air a, d'autre part, indiqué que, dès 1997, les commandants de base aérienne disposeront, dans le cadre de la réforme de l'Etat, de plus de pouvoir que précédemment, aux dépens des échelons de l'administration centrale. « Ils seront responsables de leurs missions et de leur entreprise », a-t-il expliqué, notamment sur le plan financier et pour la gestion directe des personnels (recrutement local et conversion des partants) militaires et civils. A cette fin, les colonels désignés pour commander une base aérienne resteront

trois ans en poste, au lieu de deux, « de façon, a-t-il précisé, à inscrire leur action dans la continuité ». Ces colonels seront plus âgés, probablement choisis à quarante-huit ou quarante-neuf ans, et ils auront trois adjoints : l'un chargé de l'activité opérationnelle, le deuxième de la technique, et le dernier de la gestion et des ressources humaines.

« Désormais, a conclu le général Rannou, les bases aériennes seront franchement différenciées. On ne peut plus avoir la même organisation à Istres ou Avord, avec jusqu'à 5 000 hommes sur chacune de ces bases, et à Doullens ou Cartréville, avec 650 hommes. On ne peut plus se payer cela. Les bases aériennes n'auront plus la même structure. On fera évoluer le système dans la sérénité et en prenant son temps. C'est aux commandants de base de m'adresser leurs propositions. »

Jacques Isnard

## Le gouvernement se propose d'élargir l'accès aux archives publiques

QUI PEUT AVOIR ACCÈS aux archives des présidents de la République ? Un an après la mort de François Mitterrand, cette question, déjà posée par la disparition du général de Gaulle et de Georges Pompidou, suscite une certaine polémique. Un projet de loi s'appuyant sur les recommandations du rapport de Guy Braibant, conseiller d'Etat honoraire (Le Monde du 22 juin 1996), et susceptible d'être adopté au mois de mai se propose de réduire les délais d'accès aux archives et de modifier le système des dérogations. Ce texte devra préciser ce que sont les archives privées et les archives publiques des autorités politiques.

Roland Dumas, président de l'Institut François-Mitterrand, a expliqué, dans ces colonnes (Le Monde du 7 janvier), que le compte rendu d'un conseiller de l'Elysée sur un projet du ministre de la culture faisait partie des archives personnelles de l'ancien chef de l'Etat. Jean Le Pottier, président de l'Association des archivistes français, et Perrine Canavaggio, ancien chef du service des archives de la présidence de la République, se sont élevés contre cette définition (Le Monde du 15 janvier). Ils considèrent qu'une telle note, élaborée dans le cadre d'une fonction publique, ne peut être considérée comme un document d'archives privées.

M<sup>me</sup> Canavaggio ajoute que l'interprétation faite par M. Dumas ne respecte pas celle qu'on impose, pendant deux semaines, le secrétaire général et le directeur du cabinet de l'Elysée. Leurs notes présidentielles sont constituées par « l'ensemble des documents émis et reçus par le président et ses collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions ».

Alain Erlande-Brandenburg, directeur des Archives de France, et à ce titre membre de droit de l'Institut François-Mitterrand, indique que « les archives produites par le cabinet d'un président ont bien un caractère public ». Il estime que cette conclusion se déduit de la loi

du 3 janvier 1979 sur les archives. Ce texte est toutefois insuffisamment précis, car il se contente d'indiquer que « les archives publiques sont les documents qui procèdent de l'activité de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et entreprises publiques ».

### RÉDUIRE LES DÉLAIS

Dans quels délais ces documents sont-ils consultables ? La loi prévoit que les archives publiques ne peuvent être communiquées qu'après une période de trente ans suivant leur versement aux Archives nationales. Un décret du 3 décembre 1979 dit que les archives des services du président de la République et du premier ministre doivent attendre soixante ans. Le gouvernement se propose de réduire le premier délai à vingt-cinq ans, et le second à cinquante. Les historiens pourraient ainsi consulter les archives liées à la période de Vichy, sans attendre 2004.

Certaines personnes peuvent avoir immédiatement accès à ces

documents si elles obtiennent une dérogation. Cette dérogation est accordée par le ministre de la culture, « qui statue après accord de l'autorité qui a effectué le versement », précise la loi. Bien que la direction des Archives ait toujours plaidé en faveur de la dérogation, cette dernière n'a jamais été consentie par l'armistice de Gaulle.

M. Dumas a révisé la polémique en précisant que seules les demandes « sérieuses » seraient étudiées favorablement par Dominique Bertinotti, secrétaire générale de l'Institut François-Mitterrand et mandataire des archives de l'ancien président. Certains craignent, comme l'avait fait valoir M. Braibant, que ce système ne favorise le développement de livres hagiographiques et ne lèse certains historiens. Le gouvernement se propose de mettre en place une procédure d'appel devant la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Rafaële Rivais

## Communiquez !

Adresser un E-Mail sur Internet ?

Envoyer un fax ?

C'est possible à partir de votre Minutiel !

3615 LEMONDE

## VOTRE CAVE A VIN

SANS MOTEUR

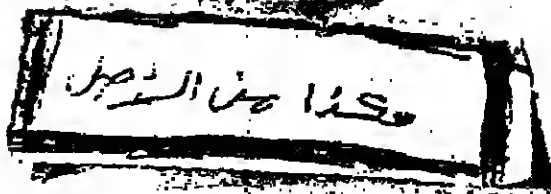
■ Conservation et vieillissement des vins,  
■ Température réglable,  
■ Humidité contrôlée,  
■ De 75 à 1800 litres utiles,  
■ Pour le particulier et le professionnel.

NOUVEAU

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04.68.50.04.05

PAIEMENT EN 4 FOIS SANS FRAIS





**IMMIGRATION** Dans un arrêt rendu, le 18 décembre, le Conseil d'Etat rappelle à l'ordre l'administration française en matière de droit d'asile. La haute juridiction adminis-

trative estime que le ministère de l'Intérieur a commis une « erreur de droit » en déclarant que la demande de statut de réfugié politique déposée à la frontière par un Libérien ayant transité aupara-

vant par le Cameroun était « manifestement infondée ». **LE CONSEIL D'ETAT** limite ainsi aux seuls pays de l'espace Schengen le principe du recours au « pays tiers d'accueil », se-

lon lequel l'administration peut refuser le dossier d'un demandeur d'asile qui a transité par un Etat pouvant lui assurer une protection. **CETTE DÉCISION** ne concerne que

les demandes présentées aux frontières, soit 560 des 16 000 demandes déposées en 1996, mais elle s'inscrit dans un contexte de plus en plus restrictif en matière de droit d'asile.

## Le Conseil d'Etat rappelle à l'ordre l'administration sur le droit d'asile

Dans son arrêt du 18 décembre 1996, la haute juridiction estime que le ministère de l'intérieur a commis une « erreur de droit » en refusant un Libérien qui avait déposé une demande de statut de réfugié politique à la frontière

LES ASSOCIATIONS D'AIDE aux demandeurs d'asile y voient « une décision historique ». Le ministère de l'Intérieur préfère parler d'un « arrêt intéressant mais à portée limitée ». Le Conseil d'Etat, lui, avait jugé bon de réunir, le 6 décembre 1996, sa plus haute formation de jugement - l'Assemblée du contentieux - pour examiner ce litige. Une manière de dire que l'arrêt Rogers devrait prendre une place de choix dans les ouvrages de droit des étrangers.

En confirmant, le 18 décembre 1996, un jugement rendu le 27 mai 1994 par le tribunal administratif de Paris, le Conseil d'Etat a dénoncé du même coup, un axe majeur de la politique française, mais surtout européenne, en matière d'asile: le recours au « pays tiers d'accueil ». Ce principe permet à l'administration de ne pas examiner sur le fond le dossier d'un demandeur d'asile pour peu que celui-ci ait transité par un pays qui pouvait lui assurer une protection. La Grande-Bretagne et l'Allemagne y ont recours depuis longtemps, renvoyant les demandeurs vers des dizaines d'Etats répertoriés qualifiés de « sûrs ». L'administration française leur emboîte volontiers le pas, mais avec quelques précautions. La haute juridiction administrative vient de le rappeler à l'ordre en limitant cette pratique aux seuls pays européens de l'espace Schengen.

### « MANIFESTEMENT INFONDÉE »

Le cas de Peter Rogers lui en a fourni l'occasion. Arrivé à Dunkerque, à bord d'un cargo, le 4 avril 1994, ce jeune passager clandestin libérien avait immédiatement demandé l'asile politique à la France (lire ci-dessus). Quelques jours plus tard, il apprenait que sa requête était rejetée. L'Office de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), institution dépendant du ministère des affaires étrangères, ne s'était pourtant pas prononcé. Le ministère de l'Intérieur avait simplement jugé sa demande « manifestement infondée ».

La procédure utilisée par l'administration n'était pas nouvelle. Une loi du 6 juillet 1992 a prévu le placement en « zone d'attente » d'un étranger présentant une demande d'asile à son arrivée à une frontière aérienne ou maritime. Il est alors entendu par un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur qui est chargé, après consultation du ministère des affaires étrangères, de dire si cette requête est « manifestement infondée ». Si c'est

le cas, l'étranger est renvoyé vers l'étranger. Sinon, il peut entrer en France et voir son dossier étudié en détail par l'Ofpra.

Reste à savoir où commence et où s'arrête la notion de « manifestement infondée ». L'étranger qui n'évoque aucune menace dans son pays d'origine est écarté, puisque l'objectif de ce premier tri est d'évacuer les réfugiés économiques. Identique pour celui dont le récit est « dépourvu de toute substance ou crédibilité du fait d'incohérences flagrantes », ajoute le ministère de l'Intérieur. Une demande peut également être refusée parce qu'elle est « tardive », souligne la place Beauvau. Reste enfin, et peut-être surtout, « l'existence d'un pays tiers d'accueil »: en 1993, le ministère de l'Intérieur indiquait à la Commission nationale consultative des droits de l'homme que ce motif était à l'origine de 36 % des rejets. Ce critère ne figure dans aucune loi, mais deux résolutions adoptées - les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1992 à Londres - par les ministres de l'Intérieur des Etats membres de la Communauté sont venus graver dans ce principe dans le marbre européen.

### IL NE FAIT PAS BON demander

l'asile politique en France en 1996. Bien que les conflits pullulent sur la planète, de moins en moins de personnes viennent d'ailleurs chercher refuge dans la patrie des droits de l'homme.

Si la décision du Conseil d'Etat de confirmer la condamnation du ministère de l'Intérieur pour « erreur de droit » dans l'application de la législation sur les demandeurs d'asile ne concerne que les quelques centaines de personnes qui sollicitent l'accueil à la frontière (lire ci-dessus), elle s'inscrit dans un contexte général de plus en plus restrictif.

Le nombre de demandes ne cesse de baisser. De 26 000 en 1994, il est passé à 20 000 en 1995, et devrait, selon le ministère de l'Intérieur, se situer entre 16 000 et 17 000 en 1996. Si l'on compare aux 61 000 demandeurs d'asile qui s'étaient présentés en 1989 - année record -, on mesure le changement.

Ce reflux est, pour l'essentiel, le résultat d'une rigueur qui n'a fait que s'accroître. L'évolution du nombre de statuts effectivement

Or Peter Rogers a embarqué dans le port de Douala, au Cameroun. Pour le ministère de l'Intérieur, c'est dans ce pays, signataire de la convention de Genève sur la protection des réfugiés, qu'il aurait dû demander l'asile. Peter Rogers

Conseil d'Etat. La haute juridiction vient donc de confirmer ce jugement. Dans ses motivations, le Conseil souligne qu'« une telle circonstance n'aurait pas par elle-même permis de refuser à M. Rogers le statut de

### Peter Rogers, passager clandestin du « Altair »

Peter Rogers était à bord du *Altair*, un cargo battant pavillon d'Antigua et Barbuda, qui avait, le 4 avril 1994, accosté à Dunkerque (Nord). Le capitaine allemand du navire avait alerté les autorités françaises que huit passagers clandestins congolais, zairais, angolais, sud-africains et libériens avaient été découverts dans la cale deux jours après le départ de Douala (Cameroun). Tous avaient demandé à débarquer et à demander l'asile politique mais la police de l'air et des frontières avait refusé. Pendant deux jours, ils étaient restés confinés à bord. L'un d'entre eux ayant simulé une pendaison devant les caméras et un autre ayant avalé de la mort-aux-rats, les préfets ont autorisé leur débarquement. Accueillis à la Maison des gens de mer, ils avaient été surveillés non par la police mais par des vigiles privés. Finalement, le 10 avril, dans la soirée, un groupe de militants du Syndicat des avocats de France, de la C-made et d'Amnesty International avait « enlevé » les demandeurs d'asile. La préfecture n'avait pas réagi.

est donc refusé. Peu importe alors que des menaces pèsent réellement sur lui... Saisi du dossier, le tribunal administratif condamne le ministère de l'Intérieur, qui fait immédiatement appel devant le

refusé qu'il sollicitait, si l'Ofpra avait pu examiner la demande. « Elle n'était dès lors pas au nombre de celles dont le ministère de l'Intérieur pouvait légalement tenir compte pour regarder comme ma-

nifestement infondée la demande de l'intéressé et lui interdire (...) l'accès au territoire. » Les résolutions de Londres invoquées par l'administration ? « Dépourvues de valeur normative », tranche le Conseil d'Etat, rappelant qu'une simple résolution n'a aucune valeur tant qu'elle n'est pas transcrite dans le droit national. Et les magistrats de conclure qu'en refusant M. Rogers, le ministère de l'Intérieur a commis une « erreur de droit ».

### BATAILLE DE PROCÉDURE

Reste à mesurer la portée de cette décision. En théorie, elle est importante. L'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafe) ou encore France terre d'asile, qui dénoncent les bavures provoquées par cette pratique, y voient le commencement d'une longue bataille. Les Irakiens, qui, par décisions successives, peuvent être renvoyés de France vers l'Italie, d'Italie vers la Jordanie et enfin de Jordanie vers l'Irak, le tout sans que leur demande d'asile ait jamais été examinée sur le fond, devraient désormais être un peu mieux traités.

An ministère de l'Intérieur, on tient cependant à tempérer les ar-

guments associatifs. Sur les quelque 16 000 demandes d'asile déposées en 1996, 560 seulement l'ont été à la frontière.

Les autres sont traités dans les préfectures, selon une autre procédure, qui, selon le ministère, ne fait pas l'objet de rejet pour ce motif. La place Beauvau ajoute que la convention de Schengen prévoit le renvoi d'un demandeur d'asile vers le premier pays signataire par lequel il est passé: il oublie de préciser que cela ne concerne que les sept pays qui ont effectivement mis en œuvre la convention.

Enfin, conclut le ministère, « le Conseil d'Etat a estimé que l'existence d'un pays tiers d'accueil ne pouvait pas à elle seule permettre de juger une demande d'asile comme manifestement infondée, mais il n'a pas dit que cela ne pouvait pas être un élément d'appréciation ». Pour les quelques demandeurs d'asile à la frontière qui croisent la route d'un avocat, la bataille de procédure n'est donc pas près de cesser. Pour tous les autres, le bon vouloir de l'administration devrait donc rester la règle.

Nathaniel Henberg

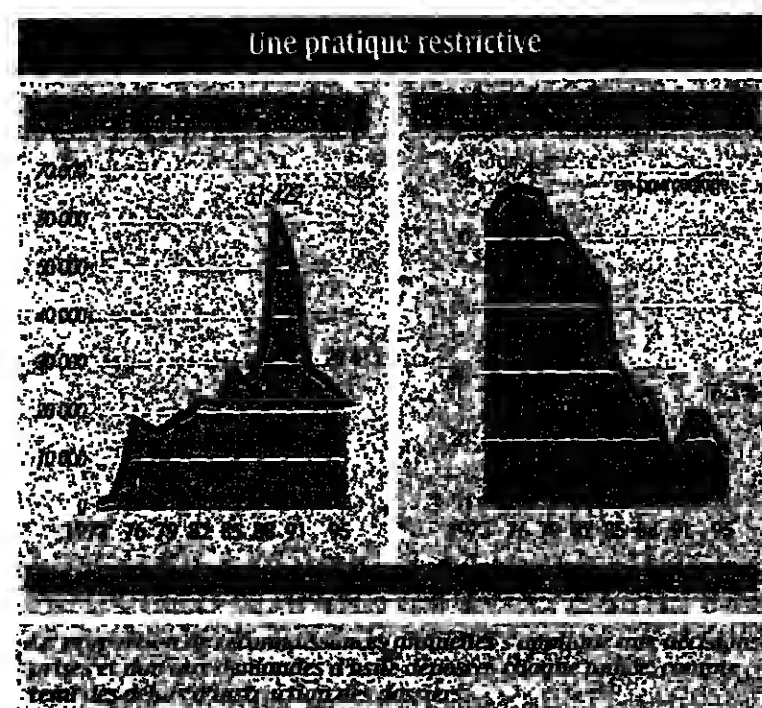
## Un statut de réfugié politique de plus en plus difficile à acquérir

### Une pratique restrictive

accordés en est l'illustration: de 7 025 cartes accordées en 1994, on est passé à 4 742 en 1995 et le chiffre de 1996 promet d'être plus bas encore. Quant au taux de demandes acceptées, il n'a cessé de chuter: de 23,6 % à 16,3 % (voir graphique). Personne ne se risque au moindre pronostic pour 1996, mais rien n'indique un changement de tendance.

### DISPARITÉS GÉOGRAPHIQUES

Ces résultats cachent des disparités géographiques considérables. Les enfants de réfugiés indochinois disposent à leur majorité, d'un droit automatique au statut mais pour les autres, les statistiques s'effondrent. Bien que la guerre ravage leur pays, 454 Somaliens ont demandé l'asile en 1995 et seulement 33 (soit 7 %) ont eu gain de cause. En l'absence d'« autorité de fait », explique l'Office de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), il ne peut exister de « persécutions émanant des autorités du pays ». Pour la même raison, les 107 Libériens qui se sont présentés cette année-là ont tous été rejetés.



Ce refus s'appuie sur une interprétation restrictive de la convention de Genève. Contrairement aux recommandations du Haut

Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la France écarte toute persécution émanant d'un agent autre que l'Etat, sauf si

le demandeur parvient à prouver que ce dernier est complice. Résultat: sur les 2 208 dossiers présentés par des Algériens en 1995, une trentaine seulement ont été acceptés.

Contrairement à ce qu'avance souvent l'administration, ces résultats ne reflètent pas une baisse de la « qualité » des demandes. La suppression, en 1992, de l'autorisation de travail accordée aux demandeurs d'asile a découragé de nombreux candidats mais la chute régulière, depuis lors, de la proportion de dossiers acceptés tendrait à prouver que les « vrais réfugiés » ont été les premiers dissuadés.

Selon les études universitaires menées dans ce domaine, un facteur écrase, à lui seul, tous les autres: le raisonnement des conditions d'admission. Examinés aujourd'hui, la grande majorité des « bons réfugiés » qui, dans les années 50 à 80, fuyaient les régimes communistes d'Europe de l'Est n'auraient aucune chance d'obtenir l'asile politique.

N. H.

## Les avocats des urologues toulousains demandent la « réhabilitation » de leurs clients

La sévérité des réquisitions - cinq à sept ans de prison contre le docteur Rossignol - contraste avec la faiblesse du raisonnement de l'accusation

### TOULOUSE

de notre envoyé spécial  
Au tribunal de Toulouse, les trois jours de débats auront finalement débouché sur un profond



malaise. Hervé Robin, procureur adjoint du tribunal de Toulouse, a requis, vendredi 17 janvier, de cinq à sept ans de prison à l'encontre du docteur Georges Rossignol et un an de prison, éventuellement assorti du sursis, contre son confrère Pierre Léandri, deux chirurgiens urologues de renom, accusés d'avoir sciemment pratiqué des ablations de vessie injustifiées sur six et trois de leurs malades (Le Monde des 17 et 18 janvier). Aux yeux du représentant du ministère public, la culpabilité du docteur Rossignol est si patente que M. Robin souhaite que, en cas de condamnation, le chirurgien soit arrêté à l'audience, le 24 février, lorsque le jugement sera rendu.

La sévérité des réquisitions contraste pourtant avec les faiblesses du raisonnement de l'accusation. Estimant que les actes des deux praticiens relevaient de « l'expérimentation », le procureur a tout d'abord affirmé qu'il ne leur était pas reproché d'être de mauvais chirurgiens, mais « d'avoir effectué des opérations à partir d'éléments falsifiés ». Or cette assertion est inexacte: seules trois des huit opérations en cause - l'une d'elles concerne les deux chirurgiens - ont formellement fait l'objet d'une procédure de faux. Encore l'accusation a-t-elle finalement abandonné les poursuites sur l'une d'elles à l'audience. Et une autre, ont fait remarquer les avocats de la défense, concerne des résultats anatomopathologiques postérieurs aux opérations litigieuses, dont on ne peut pas soutenir qu'ils aient servi à la pose du diagnostic chirurgical.

Ensuite, M. Robin a délibérément écarté la complexité du terrain médical en s'en rapportant uniquement aux experts judiciaires qui concluaient à l'inadaptation des traitements. Parmi eux,

ne figurent qu'un seul urologue, le professeur Jacques Aubert, du CHU de Poitiers. La complexité du dossier, apparue à l'audience grâce au président Jean-Marie Boyer, qui a laissé s'exprimer en quasi contre-experts les spécialistes cités par la défense, a mis en lumière l'existence, en urologie, de deux « écoles » thérapeutiques (inter-

le mobile financier - les opérations de résection de tumeurs sont plus lucratives que des ablations -). M. Robin a soutenu que les docteurs Rossignol et Léandri avaient « accumulé les exemples (...) afin de se constituer des titres à eux-mêmes », parlant d'un « système Rossignol-Léandri ». Or une telle démarche aurait supposé, comme

### La complexité du dossier

a mis en lumière l'existence, en urologie, de deux « écoles » thérapeutiques

ventionnistes et non-interventionnistes), dont les tenants semblent s'affronter durement.

Enfin, la réponse, fort attendue, de l'accusation à la question du mobile a laissé plus que dubitatif. Elle était pourtant essentielle pour expliquer comment on quitte le champ de l'erreur de diagnostic débouchant sur des violences involontaires, pour entrer dans celui d'une mutilation volontaire reprochée aux deux médecins. Ecartant

l'a noté M. Luc Febbraro, conseil de Pierre Léandri, qu'il y ait eu préméditation - ce que le parquet n'a jamais retenu dans les qualifications -, et que le nombre de cas litigieux rapporté à l'activité thérapeutique globale de ces deux chirurgiens - environ deux cents tumeurs traitées, chirurgicalement ou non, en 1988 - soit nettement plus important.

Malgré la bonne foi du docteur Léandri, M. Henri Juramy a de-

mandé « non seulement la relaxe, mais surtout la réhabilitation (...) d'un homme dont la vie est au bloc [opératoire] ». L'avocat a rappelé que les enquêtes ont été orientées par un élément, qui n'est pas reproché pénalement aux deux praticiens, mais qui jette le discrédit sur leur honnêteté intellectuelle à l'égard de leurs pairs: la saisie de fiches personnelles statistiques, établies postérieurement aux opérations, qui étaient parfois modifiées en fonction des besoins de leurs communications scientifiques. « Il y a une distinction entre les statistiques et la réalité des patients », a souligné M. Juramy. De même, Françoise Mathe, conseil du docteur Rossignol, a indiqué que le débat sur ce présent dossier avait été « pollué et perverti » par l'ombre de la procédure qui, en 1992, a valu à son client deux ans de prison - purgés - à la suite d'une condamnation pour faux. Cette procédure, qui a initié l'enquête sur les « violences volontaires », a pesé lourd dans les réquisitions à l'encontre du docteur Rossignol.

Avec beaucoup de rigueur,

M. Mathe a également repris, au cas par cas, les six opérations litigieuses reprochées à son client. Elle a tenté de cerner les « vérités médicales » susceptibles de replacer dans leur contexte les prises de décision des indications chirurgicales et souligné la fragilité des expertises, en remarquant que l'expert était finalement, à l'audience, revenu sur ses conclusions concernant l'un des cas.

Elle a surtout mis en garde contre la tentation de juger a posteriori du bien-fondé d'une opération au vu des résultats anatomopathologiques post-opératoires. M. Mathe a enfin jeté un dernier trouble en affirmant que le professeur Aubert, expert désigné, était membre du conseil d'administration du syndicat des chirurgiens urologues français au moment où cette instance avait décidé de se porter partie civile au procès. Puis, en précisant que cet expert en était devenu vice-président lorsqu'il accepta, pour les besoins de l'instruction, d'effectuer un complément d'expertise.

Jean-Michel Dumay.



مركز من النهر

## Une enquête pour blanchiment d'argent révèle une filière française du cartel de Cali

José Castrillon Henao, considéré comme le chef du cartel colombien, achetait des catamarans construits en Vendée et en Charente-Maritime pour transporter clandestinement la cocaïne

AU GRAND DAM des autorités françaises, la France peut se targuer, aujourd'hui, de jouer, aux yeux des carco-trafiquants internationaux, de la même considération que certains paradis fiscaux. Après quatre ans d'enquête, les policiers de l'Office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) sont, en effet, parvenus à démanteler un système complexe de montages financiers destiné à blanchir l'argent de la drogue sur le territoire français transformé, pour l'occasion, en base logistique pour un grand cartel colombien. Une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Paris, le 4 juillet 1995, pour blanchiment d'argent sale.

Tout débute par une information transmise, en 1993, par les services américains de la lutte anti-droque (DEA) au représentant français à Bogotá, en Colombie, de l'Office central de la répression du trafic illicite des stupéfiants. Elle concerne les activités d'un Colombien considéré comme un chef du cartel de Cali soupçonné, par la DEA, d'être responsable de près de 70 % des exportations de cocaïne vers les États-Unis, José Castrillon Henao.

Les informations livrées aux Français ne sont pas anodines. La DEA, qui tente de le traquer aux quatre coins du monde afin de casser toutes ses filières financières, a constaté que José Castrillon en personne ainsi que l'un de ses principaux associés se rendaient en France sous de fausses identités pour investir l'argent tiré du trafic de drogue. Chargé des affaires de blanchiment, l'OCRGDF découvre que José Castrillon voyage beaucoup et s'intéresse, notamment, aux chantiers de construction de bateaux de plaisance jachant à marée basse aux Sables-d'Olonne (Vendée) et Fountain-Pajot à Aigrefeuille (Charente-Maritime).

Les enquêteurs constatent alors que le Colombien investit près de 30 millions de francs dans l'achat de six catamarans de tailles respectables puisque le plus gros d'entre eux est estimé à 8 millions de francs. Alors qu'un acheteur classique fournit en général une, voire deux sources de financement, les prête-noms de José Castrillon réunissent la somme à partir d'une multitude de sources bancaires disséminées à travers l'Europe. Il faudra plusieurs années de travail pour remonter jusqu'aux comptes personnels du chef.

A ce stade des recherches, rien ne vient prouver formellement le délit de blanchiment et les vérifications bancaires prennent plus de temps qu'il n'en faut pour construire des catamarans, terminés dix-huit mois après la commande. Il faut donc les laisser partir sans les lâcher d'une semelle : des balises sont attachées clandestinement

sur certains bateaux, ce qui permet de les suivre à travers le monde entier. Les informations financières recueillies en amont permettent de remonter la filière jusqu'à son commanditaire, le flagrant délit peut être réalisé.

Un des catamarans, le *Michelangela*, est ainsi arraisonné au mois d'octobre 1995 par les autorités panaméennes. A son bord, les policiers trouvent 2,5 tonnes de cocaïne. Un an plus tard, le *Mario del mar* est repéré par les douaniers mexicains mais ses occupants coulent le bateau avant d'être interceptés. Les recherches effectuées sur l'épave révéleront, tout de même, des traces de cocaïne. Les autres catamarans sont encore en circulation sur les mers du monde entier.

La capacité de transport dans les deux flotteurs serait plus importante que dans un simple monocoque

Selon un spécialiste de la lutte contre les narco, en poste sur l'île franco-néerlandaise de Saint-Martin, dans les Caraïbes, le catamaran possède de nombreux avantages pour le trafic de drogue. La capacité de transport dans les deux flotteurs qui composent la coque du bateau serait plus importante que dans un simple monocoque et la « signature radar » extrêmement réduite de ses coques donnerait une grande liberté aux propriétaires qui recherchent la discrétion. Cette dernière est, d'ailleurs, renforcée par l'existence de trappes situées entre les flotteurs. A l'abri des regards, cette accès offre la possibilité de décharger des ballots de cocaïne au sein même d'une marina. Enfin, ces catamarans se jouent, avec une grande aisance, des difficultés du terrain et traversent les océans sans problèmes et plus rapidement que le monocoque.

Ce mode de transport n'est qu'un parmi d'autres utilisés par José Castrillon. A la tête de nombreuses sociétés de pêche réparties dans la plupart des pays d'Amérique centrale, il utilise sa flotte pour transporter clandestinement la cocaïne. Au mois de juillet 1995, un de ses chalutiers, le *Nataly Onea* a été arraisonné par les gardes-côtes américains, qui ont découvert douze tonnes de cocaïne à son bord. En avril 1996, José Castrillon est finalement arrêté et incarcéré au Panama. Dans l'affaire du *Nataly*

## Opération de police après l'interpellation en Gironde d'un responsable d'ETA

Des armes et des faux papiers ont été saisis

Au lendemain de l'interpellation fortuite de José-Luis Urrosolo Sistiaga, jeudi 16 janvier près de Bordeaux, six autres personnes ont été placées en garde à vue, parmi lesquelles

la compagne du militant basque. Figure historique de l'organisation séparatiste ETA, ce dernier est sous le coup de dix mandats d'arrêt internationaux.

BAYONNE de notre correspondant

L'interpellation fortuite, jeudi soir 16 janvier, de José-Luis Urrosolo Sistiaga, considéré comme l'un des responsables de l'organisation séparatiste basque ETA (*Le Monde* du 18 janvier), a conduit au déclenchement d'une vague de perquisitions et d'interrogatoires, effectués par la police et la gendarmerie, sur commission rogatoire du juge parisien Laurence Le Vert. Six personnes ont été interpellées près de Miramont-de-Guyenne (Lot-et-Garonne), dont la compagne du militant basque, présentée comme étant Gemma Lopez, originaire de San-Sebastien. Des armes et des faux papiers d'identité ont été découverts, vendredi 17 janvier, par les enquêteurs du SRPI de Bordeaux, disposant de renforts venus de Paris, Toulouse et Bayonne, notamment au domicile du militant séparatiste, dans une ferme isolée, près de Roumagne, localité de six cents habitants où il vivait, sous une fausse identité, avec sa compagne et leur petite fille, inscrite à l'école du village.

Figure historique d'ETA, José-Luis Urrosolo Sistiaga semble avoir séjourné en France depuis plus de deux ans. Décrit par les autorités espagnoles comme le numéro trois de l'organisation, il paraissait aujourd'hui à l'écart de tout rôle majeur dans la structure clandestine. C'est un barrage de gendarmerie, mis en place dans le village de La Roquette, au sud de Sainte-Foy-la-Grande, entre Bordeaux et Bergerac, dans le cadre du plan « Vigipirate », qui a permis son interception du militant basque. « *San véhicule a forcé le passage puis a versé dans un virage*, rapporte un officier. Le suspect a été légèrement blessé, il avait une arme et de fausses pièces d'identité. » D'emblée, José-Luis Urrosolo Sistiaga aurait déclaré aux gendarmes : « *Vous avez fait un joli coup, je suis un membre important d'ETA.* »

Né en juillet 1957, M. Urrosolo Sistiaga était l'objet de dix mandats d'arrêt internationaux. Selon les autorités espagnoles, il serait à l'origine d'une série d'attentats ayant coûté la vie à dix-huit personnes, essentiellement des poli-

ciers et des gardes civils. Connus sous plusieurs pseudonymes - « *Langile* » (« *travailleur* », en langue basque), « *Joseba* », « *El largo* » (« *le long* »), alternant le port des lunettes et de la moustache, il fut le chef du commando Madrid de l'organisation basque à la fin des années 80 puis, jusqu'en 1993, responsable de l'un de ses commandos itinérants. Il aurait par la suite exprimé de fortes réserves sur la stratégie adoptée par la direction d'ETA, s'affrontant, en novembre 1991, avec Francisco Mugika Garmendia, dit « *Pakito* », membre de l'état-major de l'organisation, arrêté le 29 mars 1992 à Bidart (Pyénées-Atlantiques). Marginalisé depuis 1993, il semble avoir vécu depuis dans des conditions matérielles difficiles, ETA lui ayant coupé les vivres, estimant certains enquêteurs.

Toujours interrogé, samedi matin, José-Luis Urrosolo Sistiaga devait être transféré à Paris lundi matin. L'Espagne devrait demander à la France son extradition.

Michel Garicoix

Jacques Follorou

Jusqu'au 19 janvier chez Citroën

# LES JOURS HEUREUX

Quel bonheur de faire autant d'économies sur le Diesel !



15 000 F d'économie

Sur ZX Turbo Diesel Exclusive Berlinaire. Airbag conducteur - Direction assistée - Climatisation - Intérieur cuir et Alcantara - Anti démarrage code - Verrouillage centralisé avec télécommande.



9 000 F d'économie

Sur Saxo Diesel V6 5 portes. Direction assistée - Anti démarrage code - Verrouillage centralisé avec télécommande - Intérieur cuir - Glaces teintées.



10 000 F d'économie

Sur Xantia Turbo Diesel Exclusive Berlinaire. Airbag conducteur - Suspension hydraulique - Climatisation - ABS - Direction assistée - Jantes en alliage.

NOUVEAUX DIESELS CITROËN. Dépouillés et très silencieux.



Et des offres sur une large partie de la gamme diesel, pour que vous gardiez le sourire.

CITROËN présente TOTAL. Pour vos conduites quotidiennes, les carburants diesel Total offrent des avantages particuliers. Les offres de Total et Citroën sont cumulables. Total propose au 10 % AVANT 3615 CITROËN (L.29 F. min).

### DÉPÊCHES

■ **LOGEMENT** : l'appartement du domaine privé de la Ville de Paris occupé par Alain Juppé de 1990 à 1995 devrait être mis en vente prochainement. Selon l'adjudant au maire chargé du domaine, le prix devrait avoisiner 25 000 francs le mètre carré. Le premier ministre avait été contraint de déménager en octobre 1995, sous la menace de poursuites pénales pour « *prise illégale d'intérêts* ».

■ **PLAINTES** : une militante écologiste du Forum des contribuables a déposé une plainte, vendredi 17 janvier, auprès du parquet de Paris, pour « *destruction de preuves et de documents publics* ». Son avocat, M<sup>e</sup> Pierre-François Divier, se fonde sur un article du *Canard enchaîné* du 31 juillet 1996, selon lequel trois fonctionnaires municipaux auraient admis avoir reçu l'ordre de détruire des dossiers en prévision d'une perquisition du juge Halphen.

■ **JUSTICE** : Bernard Vaut, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris, s'est montré réservé sur une éventuelle réforme de l'indépendance du parquet. « *Le danger, c'est la mise en place d'une structure de pouvoir sans organe de régulation, sans contre-pouvoirs* », a-t-il affirmé le 17 janvier. « *Qu'advient-il si l'initiative de la politique pénale est laissée aux 180 procureurs ou aux 33 procureurs généraux, ou risque d'avoir autant de politiques pénales différentes ? Et qui en rendra compte à la nation ?* »

■ **SANTÉ** : Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, a annoncé, le 17 janvier, qu'un crédit de 2,5 millions de francs avait été alloué au financement « *des actions de formation des médecins et des équipes soignantes* » à la lutte contre la douleur des enfants hospitalisés. Les structures adaptées au traitement des souffrances physiques se verront appliquer un label précisant leur niveau de compétence en la matière.

■ **UNIVERSITÉS** : les étudiants de l'UT de Créteil (Val-de-Marne) et de ses antennes de Fontainebleau, Melun-Sénart et Vitry ont déclenché un mouvement de grève pour protester contre l'« *insuffisance* » de la dotation financière de l'Etat à leur établissement. Demandant « *un plan d'urgence pour les IUT écartés du plan de rattrapage des universités de 1996* », ils estiment qu'il manque 4 millions de francs aux 9,1 millions alloués à leur IUT.







سكوتيا من السبيل

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1997 / 11

## HORIZONS

ENQUÊTE

# La révolution de soie

**Avec l'arrivée de John Galiano chez Dior, celle d'Alexander McQueen chez Givenchy, le premier défilé couture de Thierry Mugler et de Jean-Paul Gaultier, la semaine des collections pour l'été, organisée à Paris du 18 au 23 janvier, s'annonce passionnante**

**F**OULARD de tête noir noyé à la Caroline de Monaco et président vert à l'oreille - la couleur maudite de la couture -, John Galiano s'assoit dans le grand salon Dior. L'écharpe de soie est crème, la moustache finement ciselée, et le sweater de cachemire anthracite, assorti aux banquettes anthracite. Il sourit, à fleur de nez. Le 20 janvier, le nouveau Dioran Gray de l'avenue Montaigne présentera au Grand Hôtel sa première collection Dior, cinquante modèles qui coïncident avec un anniversaire maïsoo, les cinquante ans du new-look. « Je me sens plein d'énergie, exalté, excité et curieux. »

Les mains serrées sur son paquet de Marlboro rouge, l'homme se défile lorsqu'il parle de « Monsieur Dior », mort en 1957, dix ans seulement après le new-look, et avec lequel il semble correspondre, comme avec un ami. « Je me sens plus à l'aise ici que chez Givenchy. Tout est plus sensuel. Les mains des ateliers, le souvenir de ses égarés, Lucky, Victoire, Milza Bricard. Sur les photos des fêtes de la Sainte-Catherine, on la voit qui pose avec sa mystérieuse mousseline de panthère nouée autour du poignet. Était-ce un suicide ? J'ai passé une semaine dans les archives, je me suis mis à rêver. J'ai essayé d'imaginer ce qu'aurait fait Dior aujourd'hui : car le new-look, c'était le lendemain de la guerre, les tissus étaient plus pauvres, les couleurs limitées. Mais il aimait les femmes, et les femmes ont toujours envie d'être odorées. »

Chez Dior, l'atelier Flou de Madame Michèle ressemble à un boudoir de courtisane. Des souffles de robes passent, légères, caprices de ous Belle Époque. « C'est nouveau, c'est moussu », dit Pierrette, arrivée dans la maison en 1952, caressant de ses mains douces une veste de crêpe de Chine à pois. Un Chantecleer en gazar capucine fait le beau, la traîne posée sur le papier de soie. Des froutons lilas et des ouissetes eo plumes d'organza chahutent sur les tables de coupe. Les « zinzins », disait-on alors avenue Montaigne, dans les années 50. Ce petit rien entièrement transparent semble dédié à une belle étrangère désaxée aux yeux couleur de nuage.

Électrochoc sous les lambris ? Cette année, l'arrivée de trois créateurs de prêt-à-porter (Alexander McQueen, Jean-Paul Gaultier, Thierry Mugler), dans le saint des saints, comme le transfert de John Galiano chez Dior, après deux collections de haute couture chez Givenchy, inspirent un vent d'euphorie. « Devant cet assaut de nouveautés, Karl Lagerfeld va réagir. C'est le Bismarck de la couture. Lorsqu'il sent le danger, il tire le canon. Je suis sûr qu'il concocte chez Chanel une saison éblouissante... », annonce Paco Rabanne, qui, chaque matin avant de manier pincers et chalumeau, s'offre une heure de méditation. En 1967, Paco Rabanne comparait la haute couture à « une chorégraphie entourée de vautours. Les éditeurs, les journalistes, les courtiers, les publicitaires qui en vivent ne peuvent se résoudre à son décès et s'évertuent à donner au cadavre une apparence de vie ». Trois décennies plus tard, le costume de Barbara s'enflamme comme un jeune homme : « Gaultier fracassant, Mugler théâtral, Galiano fou, McQueen étrange (...) Cette année, Paris étonnera. Il y a longtemps que je n'avais pas ressenti ce feu sacré en parlant du métier. Le monde entier sera épaté. » Une avenue sépare John Galiano

de Alexander McQueen, 27 ans, nouveau directeur artistique de Givenchy, le plus jeune depuis Yves Saint Laurent chez Dior en 1957, alors âgé de 21 ans. Au goût de John Galiano pour la romance, McQueen, ce cockney rebel (rebel des quartiers de l'est de Londres) selon le Daily Telegraph, oppose une vision plus crue et plus radicale du monde. A Londres, ses défilés happenings, ponctués d'apparitions, skinhead encadrés, vestes déchirées et maculées (collection Viol dans les Highlands, mars 1995), ont déjà fait couler beaucoup d'encre. Choisi par Bernard Arnault, le président de LVMH, ce hooligan de la coupe promet : « Cette fois, il n'y aura pas de sang, et pas d'ocrotates. C'est si peu McQueen que les gens vont même se demander : "Moi qui a fait cette collection ?" »

Pantalon de combat, cheveux rasés, sneakers et grande chemise à carreaux, le voici qui dévale les escaliers, avalant goulument sa mousse au chocolat. Il offre une rose à une ouvrière, avant que l'ascenseur ne se referme. « Je suis satisfait, plus que satisfait. » Sa collection - cinquante-cinq modèles présentés le dimanche 19 janvier à l'Ecole des beaux-arts -, sera blanc et or, aux couleurs du logo de Givenchy : « Le premier after-shave que j'ai acheté quand j'avais seize ans. » Trauchant, l'homme fait tout autant que ses tailleurs-pantalons d'une précision chirurgicale. Ce fils d'un chauffeur de taxi de l'East End, à Londres, a fait ses armes chez les maîtres de Savile Row, Anderson and Sheppard - fournisseur du prince Charles - et Gieves and Hawkes. Il est le premier couturier du triangle d'or à avoir fait installer une machine à coudre dans son studio de création. « Pour moi, la haute couture ce sont des lignes, nettes et propres. Pas une veste si brodée que quelqu'un semble avoir vomit dessus... »

**A**MOUREUX du beau plus que du joli, il cultive ce dépouillement qui est la pénitence des classes populaires et le luxe de l'aristocratie. Un vase au gigantesque bouquet de roses sanguinolentes et de dahlias pourpre crée l'atmosphère. « John faisait des bouquets plus fluides avec du lierre. C'était plus fou, plus

**Paco Rabanne :**  
« Gaultier fracassant, Mugler théâtral, Galiano fou, McQueen étrange (...) Cette année, Paris étonnera. Il y a longtemps que je n'avais pas ressenti ce feu sacré en parlant du métier. Le monde entier sera épaté »

sinieux, plus dégingolant. Alexander est plus graphique, plus précis », confie Christiane Bourlon, qui a répondu à ses demandes, dans les archives. Un frisson vous parcourt dans l'atelier flou de Madame Catherine où tous les blancs se mêlent. Celui des toiles, des blouses et des robes, étincelantes comme des lames, unissant l'idéal chevaleresque à l'intransigeance de la jeunesse. « Il déteste la symé-

trie, dit cette dernière à propos de celui qui pourrait être son fils. Il est très technique. On sent qu'il a énormément de métier. Si je lui dis que le sens est un peu bizarre, on cherche, ensemble. La première fois, il m'a pris un rouleau de satin, il l'a coupé. Il l'a mis sur mannequin, j'ai vu la robe tout de suite. J'avais l'impression de retrouver Mansel de Givenchy. »

Une seconde d'atelier lui apporte cette combinaison sans couture, au buste finement balné. « D'hobitide, on rajoute des hanches sur les carcasses. Moi il ne voulait qu'une seule pièce. On o cranté, on a donné du rond. Il voit tout. On ne peut rien lui refuser. John était plus charmeur, plus artistique. Alexander a les pieds sur terre. Pour la première collection de John, les coutesses travaillaient par terre, dans les salons. Les robes étaient tellement longues qu'on avait installé des tables dans les salons, pour que la matière ne soit pas écrasée. Avec Alexander, c'est plus mesuré. » Elle résume : « En couture, le plus simple est souvent le plus compliqué. »

Cette simplicité pousse à une exigence, une manière de revenir à l'essence même du métier, poussée à l'extrême. Chez Jean-Paul Gaultier, dont les défilés spectaculaires ont marqué les années 80, on annonce un défilé « traditionnel et sobre », soixante-cinq passages sans musique, « pour retrouver l'atmosphère des salons des années 50 ». Ce retour n'échappe pas à la nostalgie et l'on ne peut que regretter que les pionniers, comme Marc Audibert, le premier couturier à retrouver, à travers l'innovation technologique - la fibre extensible -, l'élégance intemporelle du geste et de l'instinct, n'aient pas droit de cité.

« Les carcans, les tailles étranges, j'ai l'impression de revenir en arrière », note Madame Catherine, chez Givenchy, tandis que le brodeur François Lesage reconnaît :

« On dirait qu'ils prennent un Escalator à contresens. » John Galiano, chez Givenchy, n'aurait vendu que cinq robes. Pour ces rebelles intronisés, la référence historique est encore la seule façon de tourner autour d'une époque dont il cherchent en vain le sens : chez Jean-Paul Gaultier, on s'apprête à découvrir des crinolines en jean à broderies Directoire, chez Dior, des robes en tulle ornées d'après

des échantillons de Worth. John Galiano a retrouvé les charmes des belles de Boldini. « Les Anglaises ont le sens de l'ironie, moi les Françaises savent mieux se coiffer, se maquiller, se faire les ongles. Et puis, elles ont de plus folles fesses ! », lance-t-il, buvant son Coca comme si c'était du thé.

L'influence de Londres, l'attrait pour l'étrange, pourraient bien libérer la haute couture française des conventions qui l'ont figée : formalisme, paternalisme, corporatisme, jermisme, frilosité, autocensure, bon ton, ou encore complexe de supériorité qui condamne la haute couture hexagonale à confondre tradition et immobilisme. La dernière maison de couture créée en France date de 1987 (Christian Lacroix), talonnant celle d'Emanuel Ungaro (1968). Dans ce monde banalisé du luxe où trop de talents, déposés d'eux-mêmes, ont fini par recopier leurs caprices, ces quatre mousquetaires s'exposent. Ils vont peut-être montrer que le plus sûr moyen de combattre un système, c'est d'en détourner les règles pour les adapter à ses mesures.

Le 19 janvier, Jean-Paul Gaultier présente une collection de haute couture pour femmes et pour hommes, attentif à prouver que la coquetterie n'a jamais eu de sexe. Le 22 janvier, Thierry Mugler impose le concept de couture industrielle, avec des modèles réalisés dans sa propre usine et finis dans ses ateliers. A travers ces personnalités, quelque chose de vrai, de vivant, de sincère, se dégage ; des questions, des visions, une sensibilité particulière que n'occultent plus le bon goût ou la caricature obligatoires. « Je suis plus inspiré par une photo jaunée d'une petite Mexicaine à la couronne de papier que par les diamants de Wallis Simpson », avoue John Galiano. Thierry Mugler affirme : « La couture, c'est une ligne, c'est une question de beauté, de silhouette, d'effort sur soi-même, plus que de bluff

social. Le rôle d'un couturier, c'est d'exploiter les qualités d'une personne, de construire un écran autour d'elle. »

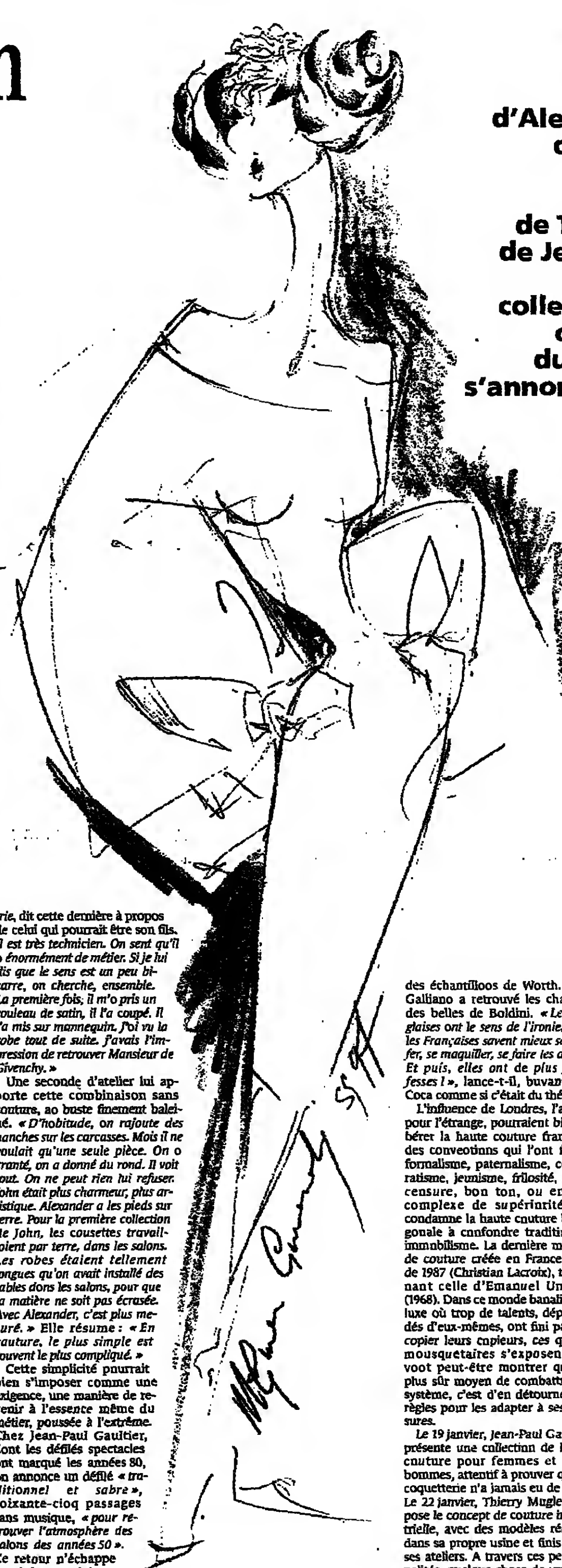
Chez ce dernier, la nouvelle directrice de la couture n'est autre que Kouka, mannequin vedette chez Christian Dior pendant quatorze ans, et dont l'image mythique lui est apparue à travers les photos d'Avedon, parues dans le Harper's Bazaar. Elle a récemment quitté l'ambassade d'Argentine où elle travaillait pour le rejoindre, amoureuse de ses rêves d'enfant solitaire.

**U**NE équipe est là avec lui, autrement plus enthousiaste que dans ces maisons où les assistants, plus tout à fait jeunes et pas vraiment velleux, ont trop longtemps servi les cafés et fait des photocopies pour croire à ce métier qu'on dit futile. « Peu importe les matières. L'important, c'est d'en tirer le parti le plus élevé, de prendre un matériau terrestre et de le rendre irréel », affirme Antoine Kruk, l'un des assistants de Thierry Mugler. Parmi les surprises de la saison, une sirène en latex coupé chez un fabricant spécialisé dans les accessoires SM à Londres, une carapace en corde de piano, croque par un Monsieur plus du théâtre.

Face à l'Asie frivole de nouveautés et à l'Amérique puritaine en mal d'échappatoires, Paris réinvestit son théâtre. Le plaisir du métier est de retour. Mode ? Théâtre ? Showbiz ? Au-delà de la guerre des appellations et des titres qui empoisonnent le métier, l'important n'est-il pas de lui redonner un sens, une direction, un projet ? Reconnaître comme l'école de la différence, la haute couture pourrait être alors redevenir le champ illimité des possibles, à l'aube d'une nouvelle ère, annoncée par les premiers blousons noirs d'Yves Saint Laurent chez Dior (1960) : le mouvement contre l'ordre, le sexe plutôt que le sex, la violence des sentiments. La véritable provocation aujourd'hui, n'est-ce pas d'être soi-même, d'aller au bout de ce qu'on imagine ? Prendre parti ? Choisir ?

Parvenus à l'âge de la maturité, enfin maîtres de ce monde qu'ils avaient cru dénoncer, Jean-Paul Gaultier et Thierry Mugler retrouvent, avec d'autres moyens, leurs obsessions de toujours : androgynes, mutants de tous les sexes naturellement ambigus, se retrouvent au rendez-vous. Même Paco Rabanne a cru bon de renoncer au Carrousel du Louvre pour le Moulin-Rouge. Des robes en ventouses de salles de bain et d'autres « comme des cascades de cristaux » encombrant son petit bureau de la rue du Cherche-Midi. « S'ils ont le courage de secouer le cocotier, dit-il, Paris va redémarrer. S'ils font du politiquement correct, alors tout est foutu. C'est la dernière chance... »

**Laurence Benaim**  
Croquis d'Alexander McQueen, pour la collection haute couture été 97 de Givenchy, présentée le 19 janvier à l'Ecole des beaux-arts.



SOLDE



# Eugen Fried, l'éminence grise du PCF

Dans l'ombre de Maurice Thorez, un agent de l'Internationale dirigeait le Parti communiste français. A l'aide d'archives inédites, deux historiens ont reconstitué ce pan caché des années 30. Coauteur avec Annie Kriegel - aujourd'hui décédée - de ces révélations, Stéphane Courtois s'explique

« Dans le livre que vous publiez bientôt sous votre signature et celle d'Annie Kriegel, vous faites jouer à un homme peu connu un rôle moteur dans l'histoire contemporaine, au moment du Front populaire notamment. Qui était donc Eugen Fried, l'éminence grise du PCF, à l'époque où Maurice Thorez en était le secrétaire général ? »

Eugen Fried est un jeune intellectuel juif d'Europe centrale. Il ne participe pas à la première guerre mondiale ni à la révolution russe. En revanche, il connaît l'effondrement des quatre empires - allemand, austro-hongrois, russe et ottoman - et est happé par le tourbillon révolutionnaire apparu en Russie. Il fait ses premières armes lors de la République des conseils de Budapest en 1919. Dans les années 20, et malgré sa jeunesse, Fried est l'un des protagonistes de la grande bataille, dirigée depuis Moscou, qui oppose les vieux sociaux-démocrates réinvestis dans le communisme aux jeunes turcs qui estiment trop « réformiste » la génération d'avant 1914.

« Une lutte qui s'achève, dès 1928-1929, par le triomphe des « jeunes ». Fried est l'un d'eux, chargé des liquidations politiques dans le PC tchécoslovaque. L'Internationale communiste, économe en hommes, et qui a remarqué son intelligence et son fanatisme, l'appelle à Moscou en 1930, où il devient un « kominternien », un révolution-

naire professionnel chargé de mission de confiance auprès de plusieurs partis (suisse, hongrois, ukrainien). Il est ensuite envoyé en France.

Pourquoi est-ce précisément Eugen Fried, devenu le « camarade Clément », qui dirige, selon vous, le parti français.

Fried est un homme doué, qui parle plusieurs langues. Il a une bonne connaissance des grands écrivains, s'adonne à la critique d'art, traduit en hongrois des livres importants. Il possède une vraie culture internationale. C'est cela qui impressionne et séduit les militants français d'un parti en pleine crise qui, sur ordre du Komintern, a écarté la plupart des intellectuels et a poussé à la tête du parti de jeunes ouvriers, fussent-ils des autodidactes comme Thorez.

**C'est lui qui, en 1936, refuse la participation des communistes au gouvernement du Front populaire**

En 1968, Annie Kriegel, dans *Les Communistes français* (Seuil), disait l'arrivée de Fried à Paris de l'été 1931. En réalité, vous avez découvert que son activité de « constructeur » du PCF débute dès 1930.

Fried est chargé de mettre en place un noyau dirigeant stable et loyal à Staline. Un véritable travail de « chasseur de têtes », en somme. La direction du PCF est alors dominée par Henri Barbede et Pierre Célor, venus des jeunes communistes. A l'été 1931, Barbede et Célor sont brusquement accusés, sans le moindre fondement, d'avoir créé un « groupe fractionnel », et seront exclus du bureau politique en décembre 1931. Fried en profite pour imposer d'autres hommes : Jacques Duclos, Benoît Frachon, Maurice Tréand, André Marty, qui vont seconder Maurice Thorez. « L'affaire Barbede-Célor » a été montée comme un psychodrame avec pour objectif d'affaiblir psychologiquement les dirigeants français, et de leur faire comprendre une fois pour toutes que c'était Moscou qui commandait.

Cette mise en scène était en relation étroite avec la purge des jeunes communistes - le Komsovol - qui, au même moment, faisait rage à Moscou. Ici, on touche du doigt la coexistence entre les manœuvres politiques de Staline pour s'emparer du pouvoir en URSS et dans le Komintern, et sa dépendance française. Contrairement à une vieille légende véhiculée par les trotskistes, Staline s'occupait de très près de l'Internationale. Le soin qu'il porte aux affaires du PCF via Fried et Dimitri Manouïlski, homme de Staline et numéro deux du Komintern, le démontre abondamment.

Il apparaît dans votre livre que le choix des hommes dans ce système compte beaucoup.

plus qu'on ne l'avait imaginé ?

Tout à fait. Notez que la direction mise en place par Fried restera au pouvoir jusqu'à la fin des années 60 et 70 : preuve que celui-ci avait un flair psychologique étonnant dans le choix des hommes. A partir de 1932, cette sélection des cadres et leur contrôle s'exerce au sein de la « commission des cadres », chargée de recenser tous les militants responsables. Cela dit, contrairement à la légende, les relations entre Thorez et Fried n'ont pas immédiatement été au beau fixe.

Sur instruction de l'Internationale, Fried mettait Thorez sur le gril, en lui imputant critiques et autocraties. Entre 1930 et 1932, plusieurs candidats postulaient au secrétariat général, dont Jacques Doriot. C'est Fried qui, en manœuvrant, isolant et liquidant politiquement Doriot, au début de 1934, intronise Thorez, enfin adoubé comme seul chef du PCF. Pourquoi Thorez et pas Doriot ? Parce que Doriot n'a pas manifesté l'obéissance absolue requise dans le monde du Komintern sous Staline.

Pendant une trentaine d'années, on soupçonnait Eugen Fried d'avoir été le véritable artisan secret du Front populaire. Qu'avez-vous découvert sur ce point ?

Fried a joué un double rôle. Il a d'abord relayé auprès de Thorez les directives de Moscou, en mai-juin 1934, pour un rapprochement avec les frères ennemis socialistes, selon la nouvelle politique d'ou-

verture de Staline. Puis il a joué un rôle « en creux » : il a soutenu Thorez quand celui-ci, à l'automne 1934, voulant être le meilleur élève de la classe stalinienne, a proposé d'élargir l'alliance aux radicaux. En décembre, Thorez est convoqué à Moscou pour s'expliquer sur cette initiative, jugée inopportune par l'Internationale. Mais comédié par Fried, il a compris comment faire passer son message : il ne conteste

national en prenant l'initiative d'intensifier la politique de la « main tendue » aux radicaux, puis bientôt aux intellectuels, aux catholiques, et même aux vœux. En 1935, la ligne de Front populaire devient la politique officielle du Komintern.

En revanche, c'est Fried qui, en 1936, refuse la participation des communistes au gouvernement Blum. Le 19 mai, à Moscou,

rigesants communistes français... Et puis il était l'un des meilleurs connaisseurs de la vie politique française, conseiller indispensable. En été 1939, après avoir été le promoteur de la ligne antifasciste, il digéra sans problème le rapprochement Hitler-Staline. On revenait à des valeurs sûres du bolchévisme : les impérialistes allaient se battre entre eux, et l'URSS en tirerait les avantages. C'est bien cette ligne que Fried a défendue dans l'hebdomadaire qu'il a créé à Bruxelles, *Le Monde*. La Gestapo l'a assassiné, sans savoir qui il était réellement, dans le cadre d'une vaste chasse aux réseaux communistes allemands, néerlandais et belge.

Quelle connaissance ont les dirigeants actuels du PCF de ce personnage ?

Je pense que les dirigeants communistes - à commencer par Robert Hue - vont être très surpris. Je ne suis pas sûr qu'ils apprécient le degré de contrôle que l'Union soviétique avait dans les années 30 sur le dispositif communiste. D'autant plus que la génération de ceux qui, au PCF, ont connu l'existence de Fried a presque entièrement disparu : Georges Cogniot, Jacques Duclos, Jean Jérôme, Mounette Dutilleul, les dactylos du Komintern...

Les éléments qui composaient cette personnalité n'en faisaient-ils pas un objet de mémoire embarrassant ?

Cela, Annie Kriegel l'avait bien senti. En découvrant par exemple, comment Jean Fried, secrétaire personnel et « plume » de Thorez, s'était inspiré de Fried pour camper le personnage principal de son roman publié chez Flammarion, *Pain de briques*, en 1937. Or, quand ce livre est réédité en 1956, le héros « un peu mystérieux », Michel Svoboda, dont les manières trahissent l'intellectuel, est devenu le « prolétaire parisien » Michel Gisors... Cela explique que, pas plus que les Tchécos ou les Hongrois - qui l'ont tout simplement oublié -, les Français, soucieux depuis 1943 de donner du PCF l'image d'un parti autonome, n'aient souhaité honorer publiquement la mémoire de Fried.

Vous êtes spécialiste de l'histoire du Parti communiste français. Vous vous attachez à la vie d'un « kominternien ». N'encourez-vous pas le reproche d'avoir de l'histoire, en général, et de celle du communisme, en particulier, une vision relevant exagérément du « complot » ?

Pour répondre à cette question, je me contenterai de citer Léonine et son *Que faire ?* de 1902 : « Hélas, hélas, voilà que m'échappe une fois de plus ce mot "affreux" d'agent qui blesse tellement l'oreille démocratique (...). Ce mot me plaît car il indique nettement et avec précision la cause commune à laquelle tous les agents subordonnent leurs pensées et leurs actes (...). Or ce qu'il nous faut, c'est une organisation militaire d'agents. »

Propos recueillis par Ariane Chemin et Nicolas Weill

Le livre d'Annie Kriegel et de Stéphane Courtois, *Eugen Fried, le grand secret du PCF*, est publié au Seuil le 6 février (420 p., 160 F.).



Eugen Fried.

Manifestation à Paris, le 14 juillet 1936. Au premier rang, de gauche à droite : André Mortier, Jacques Duclos, Marcel Cachin, Paul Rivet, Gabriel Cudenet, Benoît Frachon, Maurice Thorez, Paul Faure et Victor Basch.

députés, plus de 15 % des voix... On aurait pu penser que c'est le moment de leur plus grande autonomie. En fait, ils n'en avaient aucune.

On a longtemps pensé que Fried avait été « liquidé » par l'URSS. Qu'en est-il de ce point contesté ?

Fried, quoique stalinien fidèle, était comme tous ses collègues du Komintern à la merci de la purge qui frappa cette organisation à partir de 1935. Il est passé au travers. Son adjointe, Lydia Dubi, y laissera la vie. Fried avait donné beaucoup de gages à Staline et au NKVD en rédigeant de nombreux rapports sur les di-

## La redécouverte du « camarade Clément », cinquante ans après sa mort

LORSQU'EN 1983 les historiens Annie Kriegel et Stéphane Courtois décident de consacrer une émission à Eugen Fried, dit « Clément », dans la série « Les inconnus de l'histoire » de Jean Montalbetti, sur France-Culture, ce n'est pas parce que dans quelques années d'initiés du bureau politique du PCF. Sur ce personnage, pivot du Parti communiste dans les années 30, on ne dispose même pas d'archives de police, puisque ce clandestin du mouvement communiste n'a jamais été démasqué. Quand, en 1969, Jacques Duclos lui rend un « hommage fraternel », à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Internationale, il brise un silence épais. C'est ce moment que

choisit *Le Monde* pour publier, dans son édition datée 11-12 mai 1969, une lettre du fils de Maurice Thorez dans laquelle celui-ci explique qu'« il est temps » d'élever un « monument de la reconnaissance » à « l'une des plus belles figures de notre histoire de France ». Il faudra attendre encore plus de vingt ans encore pour que le silence se brise.

### REVOLUTION HISTORIOGRAPHIQUE

Au début des années 80, on est loin de la perestroïka. Les archives de l'Internationale communiste semblent ne jamais devoir s'ouvrir. Annie Kriegel et Stéphane Courtois, qui envisageaient d'écrire la biographie de Fried, s'aperçoivent vite que l'absence de documents rend le portrait impossible. Faute

d'archives, l'histoire et la recherche sur le Parti communiste français paraissent s'orienter irrémédiablement vers la dimension dite « sociétale » du PCF : les militants, leur entraînement dans le paysage politique national... L'étude des relations de dépendance politique et financière des communistes français - argument favori de la droite - semble devoir être abandonnée.

Tout change au printemps 1992. Les archives du Komintern s'ouvrent sans crier gare, à la suite des événements d'août 1991 et de la dissolution de l'URSS. Annie Kriegel est l'une des premières à comprendre que ces événements annoncent « le passage de l'histoire du communisme à l'âge scientifique », une révolution historiogra-

phique. Notons qu'à ce moment les collaborateurs d'Annie Kriegel pourront consulter certaines archives françaises dérobées par les Allemands, récupérées par les Soviétiques, récemment rendues à la France et... redevenues aujourd'hui à nouveau inaccessibles depuis qu'elles ont été déposées à Fontainebleau.

### IRRÉDUCTIBLE ORIGINALITÉ

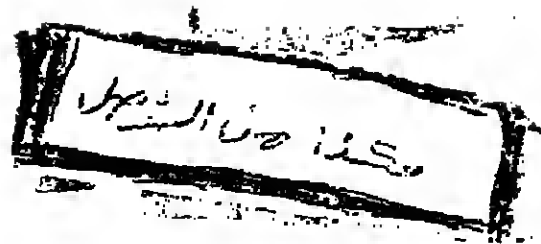
Née en 1926, résistante des Jeunes communistes-MOI, responsable communiste permanente, en 1951, Annie Kriegel, qui rompt avec le parti après 1956, a été la première historienne à souligner, dans *Aux origines du communisme français* (1964), l'irréductible originalité du communisme français et la

« contre-société » qu'il avait fini par construire. Elle meurt le 26 août 1995. Malade, elle avait repris avec Stéphane Courtois, à partir de 1994, la biographie d'Eugen Fried, dont elle a rédigé les seize premiers chapitres (les huit premiers chapitres sont publiés sans changement). Fruit d'un travail commun, cette biographie a fait apparaître, au cours de sa rédaction, des différences de « sensibilités » entre les deux fondateurs de la revue *Communisme*, selon Stéphane Courtois. Annie Kriegel s'est montrée plus sensible à la face humaine de l'homme, tandis que Stéphane Courtois restait plus réservé vis-à-vis du personnage.

Ar. Ch. et N. W.



# e grise du p



HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1997 / 13

## Le Monde

EDITORIAL

### M. Chirac, l'Europe et l'Est

DANS une grisaille danubienne pleine de charme, Jacques Chirac a répété, vendredi 17 janvier, à Budapest, ce qu'il avait déjà dit aux Polonais et ce que le ministre des affaires étrangères Hervé de Charette vient d'évoquer à Prague: Hongrie, Pologne et République tchèque devraient entrer dès l'an 2000 dans l'Union européenne (UE). C'est un calendrier qui fait parfois frémir les fonctionnaires de la Commission de Bruxelles, plus comptables que politiques. Mais le rendez-vous pourrait bien être tenu: après tout, il est voulu non seulement par Jacques Chirac, mais aussi par Helmut Kohl, le chancelier allemand.

L'Allemagne et la France ont raison: comment faire l'Europe sans ces trois-là, sans Prague, Varsovie, Budapest, trois villes qui, tour à tour, et dans la cynique indifférence de l'Europe de l'Ouest, ont su se battre pour la liberté? S'il faut un Vieux Continent une injection d'énergie démocratique, c'est de là qu'elle viendra. Pas moyen de chicaner les brevets de démocratie de ceux qui sont descendus dans la rue pour affronter, seuls, absolument seuls, les chars soviétiques. De leur attachement aux valeurs démocratiques, les impacts de baïonnettes dans les murs de Budapest, de Prague ou de Gdansk témoignent. Pas moyen non plus de contester la formidable énergie qu'ils mettent à transformer des économies trop longtemps éreintées sous l'assommoir du socialisme d'Etat. Hongrois, Polonais, Tchèques consentent aujourd'hui des sacrifices quotidiens qui méritent une bonne partie de l'Europe occidentale en grève générale pour six mois.

A ce double titre: attachement aux valeurs de la démocratie et aménagement, d'ailleurs, de leurs économies. Ces pays ont gagné leur droit d'entrée dans l'Union européenne. Le reste, «l'intendance», édit de De Gaulle, est affaire d'étoiles, comme disent, cette fois, MM. Kohl et Chirac. Mais il faut aussi savoir qu'Hongrois, Polonais et Tchèques ont une conception de l'Europe un tantinet différente de celle que promeuvent le chef de l'Etat et, dans une moindre mesure, le chancelier. M. Chirac a sans doute eu raison de réaffirmer à Budapest l'importance qu'il accorde à la défense d'un «modèle social» européen. Mais un tel discours, au mieux, tombe à plat dans cette partie de l'Europe. Déjà défaits dans leurs échanges avec l'UE, les Européens de l'Est n'ont aucune envie de se voir cosigner dans une série de réglementations qui les pénaliseraient plus encore. Il sont, sur ce sujet, de sensibilité plus «britannique» que continentale.

Les réactions sont les mêmes au chapitre de la défense. Dans la partie orientale de l'Europe, l'obsession chiraquienne de «ne pas humilier la Russie» fait un four et le désir d'«européaniser» l'Otan laisse plus que méfiant. Chacun a dans les gènes, là-bas, toutes les raisons de douter des bonnes intentions de Moscou et encore plus des garanties de sécurité offertes par les pays d'Europe de l'Ouest... En somme, on y compte plus sur le couple Bill Clinton-Madeleine Albright (l'émigrée de l'ancienne Tchécoslovaquie) que sur l'Europe. On peut le regretter, pas l'ignorer.

### L'AVIS DU MÉDIATEUR

Le souvenir de François Mitterrand suscite toujours des passions. Un article consacré aux «derniers orlans» de l'ancien président (Le Monde du 3 janvier) et un titre de «une» sur le recrutement de mercenaires pour le Zaïre par d'ex-gendarmes de l'Elysée (Le Monde du 8 janvier) ont ainsi provoqué des lettres indignées. Celles que nous publions ci-dessous, accompagnées d'une mise au point de l'ancien porte-parole de l'Elysée sur l'emploi du temps de François Mitterrand au cours des derniers mois de son mandat, sont représentatives de la colère de nos correspondants, qui nous accusent d'avoir mis à profit le premier anniversaire de la mort de l'ancien président pour salir sa mémoire.



## La mémoire du mitterrandisme

par Thomas Ferencki

LE MONDE a-t-il eu tort de publier en première page, dans ses éditions du 3 janvier, sous la signature de Gérard Courtois, un article consacré au livre de Georges-Marc Benamou, *Le Dernier Mitterrand*, dont le premier chapitre – «Indécence de force d'être indiscret», écrit notre collaborateur – décrit l'ultime réveil de l'ancien président de la République? Plusieurs lecteurs le pensent, et la violence des mots qu'ils emploient est à la mesure de leur fureur. Louise Muller Rochat, de Turin-Pellice, nous dit son «dégout», Patrick Guillier, de Caen, nous traite de «charognards», Paul Abiet, de Sévres, parle de «vulgarité», de «mensonge», de «lâcheté».

Mis en cause par nos lecteurs, Gérard Courtois considère comme «étonnantes, déconcertantes même» les «réactions à fleur de peau» suscitées par son article. «Evocuer cette scène du dernier réveil de l'ancien président par Benamou, nous a-t-il dit, avait précisément pour but de dénoncer ce voyeurisme, d'en dire la côté «glacant» et «obscur» à force d'être intime. C'est le livre qui est mis en cause, non l'ancien président, et encore moins son bilan.»

Notre journal n'entendait pas procéder une nouvelle fois, un an après la mort de François Mitterrand, à un inventaire de son double septennat. Il se proposait seulement d'informer ses lecteurs d'un événement d'actualité, la parution d'un livre consacré aux quinze derniers mois de l'ancien président et révélateur de ce que nous avons nommé, dans un éditorial du 9 janvier, «la monarchie des «petits secrets»». La nature de cet article justifiait son emplacement au milieu de la première page: ce que nous appelons le «ventre» de «une» est en effet destiné à accueillir des informations originales, «d'éclatées» par rapport au traitement habituel de l'information et néanmoins significatives.

D'autres lecteurs, et parfois les mêmes, nous reprochent en outre d'avoir accordé une importance excessive au rôle présumé d'ex-gendarmes de l'Elysée dans le recrutement de mercenaires pour le Zaïre. En publiant cette information sur quatre colonnes, en première page de nos éditions du 8 janvier, nous nous serions laissés aller à un règlement de comptes, transformant *Le Monde*, selon Jean-Loup Azema, de Thiais, en «une feuille à scandales et à «scoops» douteux».

### TRISTESSE ET EXASPÉRATION

A lire le pavé central de votre «une» du 3 janvier, on ne peut que se demander, avec tristesse et exaspération à la fois, si *Le Monde* en aura jamais fini de régler ses comptes avec François Mitterrand. Cet article de fond, de rancœur et de haine souligne à l'envi le décalage de plus en plus flagrant entre un journal qui se prétend toujours «de référence» et la grande majorité de l'opinion qui apprécie favorablement les deux septennats du président Mitterrand. Je ne suis pas sûr de continuer longtemps encore à lire votre journal, en dépit des contorsions de plus en plus acrobatiques de votre «médiator», à la vérité, je suis même sûr du contraire.

Serge Geoffre  
Nanterre

### L'EMPLOI DU TEMPS DE FRANÇOIS MITTERRAND

Sur la foi des confidences publiées par M. Benamou, Patrick Laroche croit pouvoir écrire, dans *Le Monde* du 7 janvier, qu'à l'automne 1994 François Mitterrand «passait l'essentiel de ses journées à l'Elysée allé». Il tente ainsi d'accréditer rétrospectivement l'idée que le président de la République n'était pas en état d'assumer ses fonctions. Cette thèse posthume ne manquera pas de surprendre tous ceux, y compris journalistes, qui furent les témoins directs de l'activité du président en cette période.

Ainsi, pour s'en tenir au seul mois de novembre 1994, François Mitterrand a participé à quatre rencontres internationales hors de Paris (sommet franco-africain, sommet franco-britannique, remise des prix des médias allemands avec le chancelier Kohl à Baden-Baden, sommet franco-allemand), reçu en visite d'Etat le président bulgare, accordé au

diplomate à des chefs de gouvernement étrangers, présidé régulièrement les conseils des ministres, donné des conférences de presse et des réceptions dont l'énumération serait fastidieuse. Tout cela est aisément vérifiable, y compris dans les colonnes du *Monde* de l'époque. Il s'est aussi, en dehors des devoirs de sa charge, mélangé le temps de repos nécessaire à toute personne relevant d'une opération.

J'ajouterais, mais des voix plus autorisées que la mienne pourraient en témoigner, que jamais François Mitterrand ne s'est dispensé, quoi qu'il ait pu lui en coûter, de la moindre de ses obligations internationales. Pen commais de plus valides qui n'auraient pas, en de telles circonstances, défendu avec autant de vigueur et de lucidité les intérêts de la France.

Jean Musitelli,  
ancien porte-parole  
de l'Elysée,  
Paris

### INFORMATION MANIPULÉE

*Le Monde* a parlé de l'anniversaire du président Mitterrand essentiellement de deux façons: en évoquant sa maladie et la cellule élyséenne de sécurité. D'abord, dans un article de première page, *Le Monde* a tiré sur «les derniers orlans» de M. Mitterrand, et, dans une pleine page, à côté d'une interview de M. Dumas (le seul article conséquent où est évoquée de façon très indirecte l'œuvre de l'ancien président), deux articles reprennent le thème de sa maladie et la façon dont *Le Monde* en a parlé (en omettant la publicité faite au livre d'un médecin parjura).

Plus récemment, dans un article de première page accompagné d'un dessin de M. Plantu, *Le Monde* transforme l'information de la présence de mercenaires français au

Zaïre en évocation de la cellule élyséenne de sécurité. Permettez-moi de trouver cette évocation de la mort de notre ancien président des plus tendancieuses et inacceptables. Il me semble que *Le Monde* recherche, hélas! moins l'information objective circonstanciée que l'information manipulée qui crée le scandale et fait vendre. M. Bourdieu l'a très bien expliqué, je crois, mais ce n'est pas un livre dont on parlera, je crains, en première page du *Monde*.

Yves Robert  
Sainte-Cécile (Vendée)

### UNE SI MINCE AFFAIRE

*Le Monde* du 8 janvier annonce en sa première page: «Des ex-gendarmes de l'Elysée participeraient au recrutement de mercenaires pour le Zaïre. Diab! Quatre colonnes à la «une»! L'affaire doit être importante et, malgré le conditionnel de mise, le lecteur non averti se demande quel «coup fourré» dénonce le «grand quotidien du soir». Un début de révélation sur une affaire d'Etat type Greenpeace, peut-être susceptible de lever le discrédit sur des pratiques inadmissibles du gouvernement ou de quelques autorités officielles?

En fait, l'article sur quatre colonnes de la page 3, qui explicite le titre, décrit seulement les agissements – encore problématiques – d'anciens militaires (dont, des citoyens ordinaires et libres de leurs actions personnelles) destinés à aider l'armée régulière, actuellement en déconfiture, d'un pays indépendant d'Afrique (...). En donnant autant d'importance à une information si mince (et ce n'est pas la première fois que je le remarque), on ne peut s'empêcher de douter de la bonne foi de la rédaction en chef (qui supervise, l'imagine, la mise en page de votre journal) et de le regretter.

Serge Jacquemond  
Paris

### L'AMOUR DE LA LANGUE

Je ressens à la fois peine et colère vis-à-vis des journalistes du *Monde*. Tant de remontrances pour quelques «fautes» d'orthographe ou de grammaire! Chaque jour, une armée (d'inactifs?) décrie la vingtaine de pages de votre journal, non pour s'informer, mais pour le plaisir professoral de crayonner de rouge vos colonnes. Je vous plains sincèrement, mais est-ce une raison pour nous infliger cinq lettres (plus une dans le supplément télé) de lecteurs volant au secours de ce qu'ils croient être la langue française! (...) Bien sûr, vous êtes coupables d'un crime plus grave à leurs yeux, lorsque, sciemment, vous utilisez des mots nouveaux, des anglicismes, ou que vous dégoûtez à des «régies de grammaire», que vos détracteurs sont les seuls à connaître. J'aime assez la langue française pour lui avoir consacré cinq ans d'études, mais je l'aime vivante, créant des mots nouveaux, des emplois inédits, empruntant s'il le faut aux langues étrangères.

Anne Lelièvre,  
Compiègne

### TRIBU ET TRIBUT

Le laisser-aller orthographique que vous stigmatisez de belle façon dans votre chronique datée 5-6 janvier n'est pas, à la vérité, un phénomène nouveau (...). La cause manifeste et réductible de ces carences tient à l'insuffisante formation de certains journalistes. En voulez-vous un exemple? Dans l'édition du 8 janvier, consacré à la Corée du Sud, on trouve un magnifique «Séoul doit aujourd'hui lui payer son tribut» [au lieu de tribut]. Ce rédacteur n'aura rien retenu de l'autocritique collective que vous avez courageusement signée en son nom.

Mario Fabre,  
Le Mesnil-Saint-Denis  
(Yvelines)

## L'engrenage de la monnaie unique

Suite de la première page

Cette prudence semble aujourd'hui dépassée, tandis que du côté français on a relancé l'idée d'un «gouvernement économique européen» baptisé «conseil de stabilité» pour faire plaisir aux Allemands.

Ce mouvement ne s'arrêtera pas là, car la monnaie unique contient une dynamique qui redoutent les adversaires de l'Europe et que n'osent évoquer ses partisans par crainte de nourrir l'europhobie. Si l'euro arrive à l'heure prévue et s'impose, l'Union européenne en subira une transformation rapide et profonde.

Tactiquement, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a raison de dire qu'il ne faut pas «trop charger la barque, car cela risquerait d'être un peu trop contre-productif» (Le Monde du 18 janvier). Le président de la République en sait quelque chose, qui doit affronter la grogne sourde de la fraction la plus eurosceptique du RPR.

Avec la renonciation à la souveraineté monétaire, conséquence de la monnaie unique, l'application des règles communautaires à des domaines de plus en plus nombreux des affaires de police et de justice (troisième pilier de Maastricht) et le rapprochement avec l'Otan, la barque a, en effet, l'air bien chargée pour un parti construit sur la nostalgie de la souveraineté nationale. A tel point que l'idée de remettre à plus tard la réintégration dans l'Otan en faisant monter les enchères a été un temps sérieusement considérée, et que la publication du «concept stratégique commun» adopté avec Bonn est sans cesse reportée. L'exécutif prend soin de ménager la susceptibilité des parlementaires peu habitués à voir la parole stratégique entre l'Allemagne et la France reconnue dans un document officiel.

### ACCELERATEUR

Tout donne à penser que l'instauration de la monnaie unique aura un effet accélérateur sur l'intégration européenne, au moins sur les Etats qui feront partie du premier groupe de l'Union économique et monétaire (UEM). Et ce dans tous les domaines. On devrait alors voir réapparaître l'idée du «nouveau dur» lancé en septembre 1993 par le document Schabbe-Lamers, du nom du président et du porte-parole pour les affaires étrangères du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag. Les deux responsables chrétiens-démocrates y développaient une conception cohérente des institutions européennes, sur un schéma fédéraliste.

Leur tort fut alors d'exclure l'Italie et l'Espagne du «nouveau dur» appelé à se lancer dans des coopérations renforcées sans égard pour les retardataires. Aujourd'hui, on peut supposer que ces deux pays méditerranéens feront partie du premier groupe admis dans l'UEM, même si leurs efforts actuels ne sont pas totalement couronnés de succès. Le nombre de ceux qui pensent qu'il vaut mieux les avoir dedans que dehors grossit, même en Allemagne.

Ce «nouveau dur» ne sera pas seulement monétaire, voire économique et fiscal. Il débordera nécessairement sur d'autres sphères d'activité; même si les différents cercles de coopérations renforcées ne coïncident pas parfaitement, il y a fort à parier que les Etats de la zone euro se remuèrent peu ou prou dans tous. Ainsi, la monnaie

unique devrait provoquer des bouleversements géostratégiques, non seulement dans les rapports avec le dollar ou le yen, mais dans les relations entre l'Europe et les autres puissances. La politique étrangère, la sécurité, la défense ne pourront pas longtemps échapper à son champ magnétique.

Quand Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen précisément chargé de la monnaie unique, se demande qui représentera les pays de la zone euro dans les instances économiques internationales comme le G7, il ne peut pas ignorer que le président de la Commission européenne y siège déjà. Il propose une représentation spécifique, consentant que le «nouveau dur» confèrera à son porte-parole, indépendamment de sa personnalité, une autre dimension et une autre autorité.

Peut-on imaginer qu'un tel poste puisse être créé sans que son titulaire soit en même temps le «Monsieur PES» (politique extérieure et de sécurité commune) chargé de parler au nom de l'Union européenne et d'abord du «nouveau dur» de ses membres qui auront décidé d'aller de l'avant dans la mise en commun de leurs politiques étrangères, de sécurité et de défense?

### RISQUE ET FAIBLESSE

D'ailleurs, des Etats qui formeront un espace économique unique et auront la même monnaie ne seront-ils amenés à définir – et le cas échéant à défendre ensemble – leurs intérêts vitaux? Ainsi pourraient se dessiner peu à peu les contours d'une Europe où les querelles sur la souveraineté nationale ou la supranationalité, le fédéralisme ou la coopération intergouvernementale feront l'effet de vieilles lunes.

Cette conception comporte une faiblesse et un risque. La faiblesse découle de l'attitude des Britanniques. Ils ne feront pas rapidement partie de l'UEM, alors qu'ils sont indispensables à une défense européenne digne de ce nom. La cohérence du «nouveau dur» en souffrira, Londres pouvant même s'opposer à sa formation. John Major n'est pas contre la flexibilité dans le rythme de l'intégration européenne, mais il veut garder son droit de veto. Tony Blair aussi. Il n'y a donc pas grand-chose à attendre, de ce point de vue, d'une éventuelle victoire des travaillistes aux prochaines élections. Le succès de la Conférence intergouvernementale est suspendu pour une bonne part au bon vouloir des Anglais.

Le risque, c'est que la logique de l'euro reste masquée aux opinions publiques. Certes, l'enthousiasme européen n'étant pas leur principale caractéristique, on peut toujours invoquer l'utilité de les alarmer prématurément. Toutefois, ce dévouement au coup par coup des répercussions de la monnaie unique n'empêchera pas un réveil douloureux, si l'objectif global devient toujours plus opaque. Helmut Kohl, Jacques Chirac, d'autres chefs d'Etat et de gouvernement encore, ont fait le pari courageux de miser sur une Europe organisée. Mais il serait temps d'expliquer qu'elle a d'autres ambitions que d'absorber la mondialisation.

Daniel Vernet

### RECTIFICATIF

#### HORMONE DE CROISSANCE

Dans un article paru dans *Le Monde* du 17 janvier, nous avons écrit, par erreur, que c'est seulement à partir de février 1986 que la pharmacie centrale avait arrêté la distribution des lots d'hormone de croissance inactivée. Il s'agissait, en réalité, de l'arrêt de la distribution des lots d'hormone non inactivée.

*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration: Jean-Marie Colombani  
Directeur: Jean-Marie Colombani  
Directeur de la rédaction: Edwy Plenel  
Directeur adjoint de la rédaction: Jean-Pierre Lecoq  
Rédacteur en chef: Robert Solé  
Rédacteurs: Jean-Pierre Lecoq, Bruno de Camus, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Erik Jorissen, Michel Jégou, Bernard Le Gendre, Laurence Lemaître, Dominique Raynaud, Rédacteur en chef technique: Eric Jean, Secrétaire général de la rédaction: Alain Fourment  
Médiateur: Thomas Ferencki  
Directeur exécutif: Eric Planchet  
Conseiller de la direction: Alain Rollin  
Conseil de surveillance: Alain Rollin, président; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs: Hubert Beau-Méry (1984-1987), Jacques Faure (1987-1992), André Larroque (1992-1995), Jacques Lemaître (1995-1996)  
Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Domicile de la société: 10 rue de la Harpe, 75004 Paris  
Capital social: 500 000 F, actions: Société civile «Les rédacteurs du Monde»  
Associations: Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, l'Ensemble, Le Monde Prévoyance  
SIBEX SOCIAL: 21 rue CLAUDE-BERNARD, 75004 PARIS CEDEX 05  
Tél.: 01-42-47-26-00, Télécopieur: 01-42-47-26-23 Telex: 330 00 F



## ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1997

**LUXE** LVMH (Moët Hennessy Louis Vuitton), numéro un mondial du luxe, a cédé pour 5 milliards de francs 7 % des 21 % qu'il détenait dans le brasseur Guinness. Cette

somme permettra de financer l'achat (pour 13,1 milliards de francs) de la chaîne de distribution de produits de luxe Duty Free Shoppers (DFS). ● **BERNARD ARNAULT**, PDG

du groupe, insatisfait du parcours boursier de Guinness, coupe petit à petit les liens avec le britannique, qui lui avait permis en 1988 de prendre le contrôle de LVMH. ● **LA**

**COLLABORATION** commerciale des deux groupes dans les alcools (Moët et Chandon, Hennessy pour LVMH, Johnnie Walker, Gordon pour Guinness) n'est pas remise en cause.

● **LES SPIRITUEUX** sont moins rentables que les produits de luxe, notamment le maroquinier Vuitton, et leur consommation décline dans les pays développés.

## LVMH préfère les produits de luxe aux alcools de Guinness

Mécontent de la performance boursière du brasseur britannique, le groupe de Bernard Arnault en a vendu 7 % pour 5 milliards de francs. Il se concentre sur la maroquinerie et la mode... à fort potentiel de croissance

LE GROUPE de luxe LVMH présidé par Bernard Arnault dessert ses liens avec le brasseur britannique Guinness, allié de la « perle Albion », qui lui avait permis en 1988 de prendre le contrôle de son groupe. Il a cédé pour 5 milliards de francs environ 7 % des 21 % qu'il possédait dans Guinness. Les actions ont été cédées à la banque américaine Goldman Sachs, qui a revendu 2,3 % du capital à Guinness et le solde à une centaine d'investisseurs institutionnels.

Cette opération s'inscrit dans la stratégie de recentrage de LVMH sur les produits de luxe. Depuis des mois, M. Arnault faisait part de son insatisfaction : l'action Guinness, après avoir triplé de 1988 à 1992, a perdu 20 % en cinq ans, alors que la Bourse de Londres progressait de 70 %. LVMH affirme avoir besoin d'argent frais pour financer l'acquisition de la chaîne de distribution de produits de luxe Duty Free Shoppers (DFS), qui lui a coûté 13,1 milliards de francs (Le Monde du 1<sup>er</sup> novembre 1996). Il prend prétexte de l'envoie de la livre, qui vaut aujourd'hui 9 francs (contre un plancher de 7,50 francs en février 1993), pour limiter sa perte.

LVMH reste présent dans les alcools : il détient 66 % de Moët-Hennessy, dont Guinness possède le solde. La collaboration commerciale mondiale des deux groupes, qui ont créé une quinzaine de sociétés communes pour distribuer leurs produits, notamment aux États-Unis et en Asie-Pacifique, n'est pas remise en cause. Avec Hennessy et Moët et Chandon, LVMH possède les premières marques mondiales de cognac et de champagne, tandis que Guinness détient, avec Johnnie Walker, le whisky le plus vendu au monde et, avec Gordon, le gin leader de son marché.

Cette gamme prestigieuse et

complète dope leur force de vente commune, mais rend tout divorce impossible. Seule hypothèse : le rachat à terme de la totalité de Moët-Hennessy par Guinness. « Même si Bernard Arnault vend toutes ses actions Guinness, nous resterons actionnaires de Moët-Hennessy. S'il veut vendre ses 66 % dans Moët-Hennessy, nous serions ravis de les racheter, mais je doute qu'il veuille le faire », indique un porte-parole de Guinness.

### PROFITS COLOSSAUX

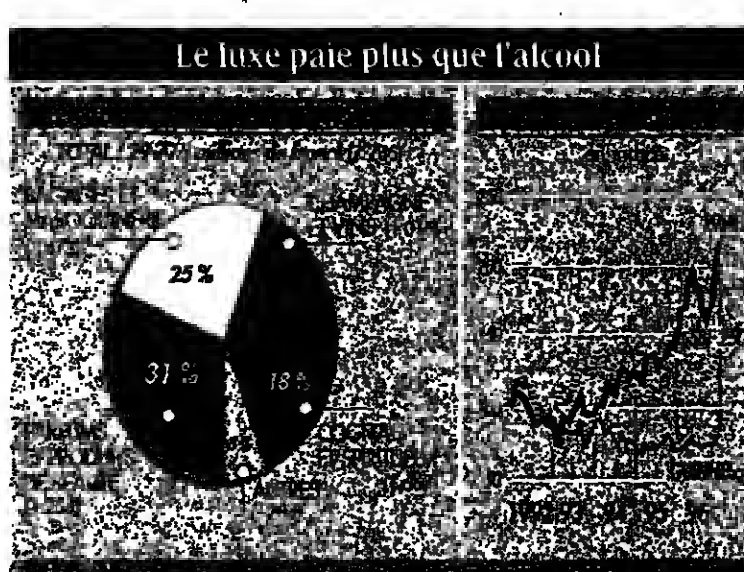
Le rachat du Château d'Yquem pour un milliard de francs traduit l'ambition de M. Arnault de rester, du moins pour l'instant, présent dans les spiritueux et vins de prestige, dont les profits réguliers sont une véritable rente. Ils permettent, selon M. Arnault, de compenser le caractère risqué des activités de luxe, souvent dépendantes du succès d'un produit ou de l'inspiration d'un créateur.

Mais une rente n'est pas forcément boursièrement attractive. Certes, les profits dans les spiritueux sont colossaux. Les branches champagne et cognac de LVMH affichaient en 1995 des marges opérationnelles respectives de 17,4 % et 31,6 %. C'est mieux que les parfums (13,5 %), mais très loin des 46,8 % de la maroquinerie, avec les célèbres sacs Vuitton, la vraie mine d'or de LVMH.

Guinness affiche, lui aussi, un résultat net opérationnel à faire pâlir d'envie tous les industriels, égal à 25 % de son chiffre d'affaires (3 486 millions de livres, soit 31,3 milliards de francs) et un résultat net de 17 %. Mais ces résultats stagnent depuis le début de la décennie, à cause de la crise japonaise et de la stagnation de la consommation d'alcool en Occident. Sans hausse de la consommation, pas de hausse des profits, donc du cours de Bourse, au grand dam des actionnaires, à commen-

cer par Bernard Arnault. Guinness a bien essayé de satisfaire ses actionnaires. Il a racheté, début 1996, 5 % de son capital pour doper son cours. Sans succès. Il a étudié une éventuelle scission de ses activités bière et spiritueux, voire une OPA géante sur son rival Grand Metropolitan. Le salut viendra en réalité du redressement. En 1996, Guinness - qui a reconnu ne pas avoir assez soutenu ses marques ces dernières années - affirme avoir augmenté ses prix de vente et accru de 15 % la publicité sur ses cinq plus grandes marques. M. Arnault n'a pas eu la patience d'attendre le redressement.

Le sonci de LVMH est de maintenir ses marges dans le luxe, à l'heure où des distributeurs non agréés soldent - crime suprême - les produits du groupe. L'acquisition de DFS, qui possède 180 magasins ou galeries marchandes, dans les aéroports pour les ventes hors taxes, mais aussi dans les centres-villes, essentiellement en Asie-Pacifique, devrait permettre à



LVMH de mieux contrôler sa distribution. Il étendra son réseau de boutiques spécialisées pour vendre ses produits Vuitton ou Céline et touchera la clientèle de plus en plus fortunée de la région.

Depuis deux ans, le PDG de LVMH a renouvelé la quasi-totalité des dirigeants des grandes marques du groupe, au profit de cadres au profil plus gestionnaire. Comme pour signifier un change-

ment d'époque : le temps où le produit de luxe français se vendait tout seul est révolu. Les parfums (Dior, Givenchy, Guerlain) traversent notamment une période difficile.

Le succès du luxe dépendra de la création. Foin du chauvinisme, M. Arnault a recruté, à la surprise générale, deux stylistes britanniques, connus pour leurs extravagances, Alexander McQueen, chez Givenchy, et John Galiano, chez Dior. LVMH ne cache pas non plus qu'il est à la recherche de nouvelles marques de luxe étrangères, pour assoier son développement international. Le groupe s'est renforcé dans la maroquinerie en achetant, début 1996, Loewe, le « Vuitton espagnol ». D'aucuns verraient volontiers LVMH faire son entrée dans la joaillerie haut de gamme. Ce jour-là, M. Arnault n'hésitera pas à céder tout ou partie des 14 % qu'il lui restent dans Guinness.

Arnault Leparmentier

## Leclerc veut diversifier ses achats en Europe

MICHEL-EDOUARD LECLERC, patron du groupement de distributeurs indépendants E. Leclerc, a annoncé, le 17 janvier, la création d'une centrale d'achats européenne, Eurolec, et l'adhésion de son entreprise à European Marketing Distribution (EMD), qui fédère deux réseaux nationaux de distributeurs indépendants en Europe.

Eurolec, installée à Zurich, négociera des achats pour les seize coopératives régionales Leclerc en France et pour la douzaine de magasins affiliés en Espagne, au Portugal et en Pologne, qui « ne disposent pas encore d'une capacité d'achat propre suffisante », explique M. Leclerc. Eurolec pourra déboucher au fin fond de l'Italie ou de l'Allemagne les meilleures conditions d'achat, « y compris pour des produits qui sont déjà référencés par nous en France », souligne M. Leclerc dont l'enseigne vend actuellement « moins de 4 % de produits importés » (hors carburants).

Leclerc a pris 20 % du « capital » de l'eurocentrale EMD, sorte de GIE (groupement d'intérêt économique) de droit suisse, à égalité avec Markant, son fondateur, alter ego de Leclerc

autre-Rhin avec 25,5 % du marché alimentaire. EMD, créée en 1989 et forte des 688 milliards de francs de chiffre d'affaires cumulé de ses adhérents et de leurs 55 000 magasins dans douze pays d'Europe, représente - au moins sur le papier - une puissance d'achat considérable dans toute l'Europe. Au sein de ce groupement, le réseau adhérent le mieux positionné, sur son marché national, dans un domaine donné, sera chargé de négocier pour l'ensemble des adhérents. Les acheteurs de Leclerc, si redoutés en France, devraient donc rapidement essayer leurs méthodes à travers toute l'Europe.

### CARACTÈRE DÉFENSIF

Ces deux opérations ont surtout un caractère défensif pour le numéro un français. Eurolec, reconnaît-il, aura moins pour but d'acheter réellement à l'étranger des produits moins chers que de menacer de le faire auprès des grands fournisseurs, pour leur faire baisser leurs prix. Les multinationales, telles que Procter ou Nestlé, résistent jusqu'à la pression des « eurocentrales » d'achats, en refusant de négocier des prix à l'échelle européenne, préférant laisser

leurs filiales nationales traiter avec les distributeurs dans chaque pays. « Une position qu'ils ne pourront pas éternellement maintenir, surtout après l'instauration de la norme unique, qui va passer à une uniformisation des prix dans l'Union européenne », observe M. Leclerc.

Dans l'immédiat, l'objectif est de contourner la loi Galland, qui prive, en France, les distributeurs de leurs moyens traditionnels de pression sur les fournisseurs. Une loi dont les indépendants, Leclerc en tête, estiment être les premières victimes, puisque toute leur stratégie est précisément fondée, depuis des années, sur les prix bas.

M. Leclerc entend se servir d'EMD pour enrichir ses possibilités d'approvisionnement en produits dits de premier prix et en marques de distributeurs (MDD), dont plusieurs de ses nouveaux partenaires au sein d'EMD sont de grands spécialistes. Les MDD ne représentent que 12 % des ventes de Leclerc, alors qu'elles pesent 25 % du chiffre d'affaires d'Intermarché ou 19 % de celui de Casino.

Pascal Galmier

## La COB surveille le rachat de Spie-Batignolles

LE MONTAGE pour la reprise de Spie-Batignolles, filiale STP de Schneider, est-il trop optimiste ? La Commission des opérations de Bourse (COB) semble réservée sur certaines modalités de la transaction, qui repose sur un rachat d'entreprise par les salariés (RES) de près de 300 millions de francs aux côtés du groupe britannique Amec (Le Monde du 24 décembre). Alors qu'une souscription auprès du personnel de l'entreprise a été lancée le 15 janvier, la COB a émis un long avertissement sur cette opération, en préambule du document financier.

Afin de rassurer ses salariés, s'interrogeant sur le bien-fondé de devenir actionnaires d'une entreprise déficitaire pendant plusieurs années, la direction leur a présenté

des prévisions de résultats. Selon ses calculs, Spie-Batignolles devrait réaliser un bénéfice net consolidé de 80 millions en 1996, 100 millions en 1997 et 200 millions en 2001, date à laquelle devrait expirer le RES.

### « DONNÉES INCERTAINES »

« Les projections financières présentées reposent sur des données prévisionnelles incertaines qui sont en rupture avec les comptes passés qui faisaient état d'une rentabilité médiocre ou nulle », relève la COB, qui poursuit en notant que « le prix de souscription de 100 francs est supérieur à la quote-part d'actif net consolidé correspondant de Spie-Batignolles estimée au 31 décembre 1996 à 65,80 francs ».

Alors que la direction, soucieuse de lever le plus possible de capi-

taux, souhaitait imposer des seuils minimaux de souscription (allant de 10 000 francs pour chaque ouvrier à 40 % du salaire brut annuel pour les cadres dirigeants), la COB rappelle que ces montants ne sont que des « hypothèses ». « Le minimum de souscription est de 100 francs », précise-t-elle.

La « sortie » des salariés n'est pas non plus assurée. Le groupe Amec a pris une option de rachat au terme de cinq ans sur les actions des salariés. « Exercable à sa seule initiative, elle ne constitue donc pas une garantie ferme de rachat à terme », dit la COB. Cette situation implique « un risque d'illiquidité dans le cas où Amec n'exercerait pas son option », avertit le gendarme de la Bourse.

Martine Orange

## Akai France est placé en redressement judiciaire

CAEN de notre correspondant Le tribunal de commerce d'Honfleur (Calvados) a décidé, vendredi 17 janvier, une période de redressement judiciaire de trois mois pour l'entreprise Akai Electric France (Le Monde des 16 et 17 janvier). Deux administrateurs judiciaires ont été nommés, M<sup>rs</sup> Laureau, de Versailles, et M<sup>rs</sup> Rossi, d'Argentan (Orne). Le représentant des créanciers est M<sup>rs</sup> Laroppe, d'Honfleur. Le tribunal a fixé au 18 avril la prochaine audience sur le dossier Akai.

Mais, nouvelle plus importante pour les 312 employés, les salaires de décembre seront payés mercredi 22 janvier, par chèque.

L'administrateur judiciaire en a pris l'engagement devant les salariés réunis en assemblée générale, après l'audience du tribunal. « Cela a remanié le moral des troupes, et nous avons vraiment senti une réelle volonté de nous aider, et de tout mettre en œuvre pour maintenir la fabrication de magnétoscopes sur le site », témoigne Sabine Schaeffer, syndicaliste (FO).

L'administrateur judiciaire a également demandé aux salariés de reprendre le travail dès lundi 8 heures, après huit jours d'arrêt. « Les salaires étant payés, nous allons reprendre le boulot. Avec les approvisionnements, nous avons de quoi travailler pendant huit

jours. Après... » La tension est descendue d'un cran au sein des ateliers, le climat était très tendu ces derniers jours. « M. Tanguy, le PDG, nous a même demandé par téléphone de reprendre l'activité pour le tournage de l'émission de Claude Sérillon, lundi sur France 2. Il voulait montrer une usine en état de marche. Franchement, nous étions très en colère... », raconte Nathalie Mazure, déléguée CGT.

Mardi 21 janvier, Honfleur apportera son soutien aux salariés d'Akai en organisant une journée ville morte de 14 heures à 15 heures.

Jean-Jacques Lerossier

### DÉPÊCHES

■ **EDF-CDF** : les négociations sur l'emploi et le temps de travail, qui avaient repris vendredi 17 janvier à midi, se sont interrompues dans la nuit de vendredi à samedi. Direction et syndicats se retrouveront lundi 20 janvier, dans la matinée, « sur un texte préparé en compte les évolutions de la négociation », précise un communiqué de la direction.

■ **MAAF ASSURANCES** : la mutuelle a émis un emprunt subordonné de 830 millions de francs à sept ans et à taux variable, le premier de cette ampleur émis par une société mutuelle en France. MAAF Assurances devrait réaliser, pour l'exercice 1996, un résultat consolidé supérieur à 350 millions de francs.

■ **SHELL** : Dominique Gardy, un Français de 45 ans, directeur général pétrole de Shell France, vient d'être nommé vice-président de Shell aux États-Unis, où il sera, à ce titre, administrateur des sociétés Shell opérant aux États-Unis et au Mexique.

■ **MOULINEX** : le groupe va procéder à une augmentation de capital d'un montant de 525 millions de francs, du 28 janvier au 10 février prochain, pour financer son plan de restructuration. Certains actionnaires se sont engagés à souscrire à hauteur de leur participation, pour un total représentant 40 % de l'émission. 5,6 millions d'actions seront émises à un prix de 93 francs l'unité. Le 17 janvier, l'action valait 129 francs.

■ **DAUM** : Mario Colacicco, PDG de la Compagnie française du cristal-Daum (groupe SAGEM), a justifié le transfert en secret du fonds Daum de Nancy en région parisienne (Le Monde du 17 janvier) par un cambriolage dont la société a fait l'objet.

## Capitalisation

SICAV OBLIGATIONS FRANÇAISES DE CAPITALISATION POUR VALORISER UN CAPITAL SUR MOYEN LONG TERME

### Clôture de l'exercice 1995-1996

Le conseil d'administration de la Sicav, réuni le 20 novembre 1996, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 30 septembre 1996.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 23 janvier 1997. Conformément aux statuts, le conseil proposera de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

### Performances au 30.09.1996

+11,9% Sur 1 an +45,2% Sur 5 ans

### Politique de gestion

L'objectif d'Eureuil Capitalisation est de valoriser une épargne investie sur une durée minimale de 3 à 5 ans. En exploitant au mieux l'évolution favorable du marché des obligations françaises et en recherchant un supplément de performance sur les marchés européens, la Sicav offre à ses actionnaires de bons résultats au terme de son exercice.

Valeur de l'action au 31.12.96 : 241,40 F

Sicav gérée par Eureuil Gestion - Filiale des Caisse d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE



السنة الأولى

## PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1997

### STRATÉGIE FINANCIÈRE

Même si la qualité des supports d'investissement reste primordiale, les conseillers financiers accordent une importance croissante aux aspects

fiscaux dans les stratégies de placements qu'ils élaborent pour leurs clients. En raison de leur complexité, ces questions rebutent souvent les épargnants. ● L'OBJECTIF est d'ob-

tenir la valorisation nette la plus élevée possible d'un patrimoine en réduisant la part d'impôts sur le revenu, sur les plus-values, sur la fortune ou sur les transmissions.

Simple ou complexe, les stratégies d'optimisation fiscale sont innombrables. ● L'UTILISATION parfois abusive de certains produits à des fins fiscales commence toutefois à

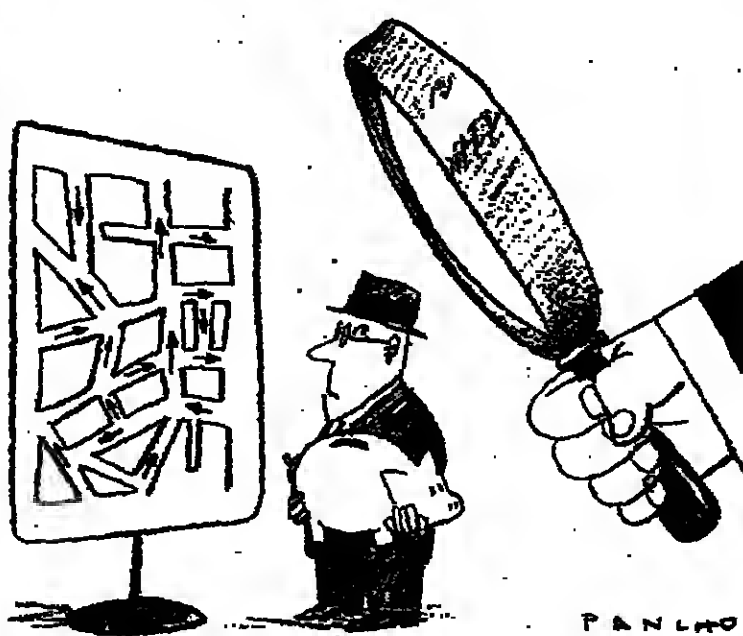
irriter la justice. Plusieurs tribunaux ont récemment demandé la requalification de certains contrats d'assurance-vie et leur réintégration dans le calcul des droits de succession.

## Les détenteurs de patrimoine sont de plus en plus attentifs à la fiscalité

Une législation fiscale complexe contraint les épargnants à de savantes manœuvres pour éviter les taxations. Mais les solutions ingénieuses ne sont pas toujours exemptes de risques

L'OPTIMISATION FISCALE des placements serait-elle en passe de devenir une technique de gestion de patrimoine en soi ? « De nos jours, un conseiller financier ne peut plus faire abstraction de la fiscalité », constate Philippe Bruneau, sous-directeur de la Banque de gestion privée (BGP), qui vient de publier en collaboration avec Thierry Chouvelon, gestionnaire de patrimoine chez Indosuez, un ouvrage fort complet sur ces questions (Ingénierie fiscale du patrimoine, éditions EFE, 362 p., 400 francs). « Certes, poursuit-il, la qualité des supports d'investissement reste primordiale, mais elle ne suffit plus aujourd'hui à assurer la valorisation des placements, qui doit obligatoirement intégrer la contrainte fiscale. » Et c'est justement là le rôle principal de l'optimisation fiscale. « Un gestionnaire de patrimoine doit toujours chercher l'allocaction d'actifs optimale permettant de maximiser la valeur nette du patrimoine de son client tout en réduisant autant que faire se peut la part d'impôts sur le revenu, sur les plus-values, sur la fortune ou les transmissions », explique Thierry Chouvelon.

Aussi complexes et diverses soient-elles, les techniques d'optimisation fiscale reposent généralement sur le même schéma de fonctionnement. « Il s'agit de gonfler un revenu immédiat et de le transformer en plus-values à terme en s'assurant, bien entendu, que la fiscalité de ces plus-values restera inférieure à celle des revenus », note Philippe Bruneau. Sur cette base, évaluent les variations, sont ensuite possibles. Des solutions les plus simples - soustraire un PEP (plan d'épargne populaire) ou un PEE (plan d'épargne entreprise) par exemple - aux montages les plus sophistiqués - mettre en place des structures sociétaires afin de gérer des biens immobiliers - en passant par toutes les



formes de réductions fiscales liées à l'investissement locatif (régimes Méhaignerie, Malraux, Pons, etc.), sans oublier les sociétés et autres qu'il faut, les stratégies fiscales semblent en effet sans fin. « Tout dépend du type et de la structure du patrimoine que l'on traite et des objectifs du client », rappelle Jacques Bouvier, conseiller financier, directeur du cabinet Elysée Vendôme. « Ceci étant, l'optimisation fiscale a une limite, c'est la qualité de l'investissement sous-jacent. Il ne faut pas confondre déqualification et optimisation fiscale. Une opération d'ingénierie fiscale ne sera viable que si elle repose sur un support suffisamment sûr. »

Notamment, sont ceux qui, aveuglés par l'avantage fiscal inhérent à certaines opérations financières comme, par exemple, l'investissement hôtelier qui permettait, jusqu'à l'été 1996, aux non-professionnels de bénéficier du régime particulièrement favorable des BIC

(bénéfices industriels et commerciaux) ou encore comme l'acquisition de biens immobiliers dans les DOM-TOM, se sont brûlés les doigts. « Il n'est pas rare que des clients viennent nous consulter après s'être mis dans des situations financières et juridiques totalement aberrantes, voire inextricables, qui sont le résultat de choix purement fiscaux », affirme Jean-Philippe Mabru, avocat responsable du département « droit du patrimoine » au

sein du cabinet Francis Lefebvre. Toute la difficulté consiste donc à faire le tri parmi les diverses solutions offertes. Or, dans la longue liste des recettes d'optimisation fiscale proposées par les gestionnaires de patrimoine, quelques formules tendent à se standardiser, parmi lesquelles on peut notamment citer trois grands classiques : la cession à titre gratuit d'un usufruit temporaire, la location en meublé professionnel et, bien sûr, l'assurance-vie.

Les deux premières techniques s'adressent plus particulièrement aux propriétaires et investisseurs immobiliers. Elles permettent, à l'issue de montages plus ou moins complexes, de bénéficier d'économies d'impôts substantielles sur les revenus fonciers (mais aussi parfois les plus-values, voire, pour certains, l'ISF).

Dans le premier cas, il sera généralement proposé aux propriétaires d'un bien immobilier d'en céder l'usufruit (donc les loyers perçus) à leur(s) enfant(s). « En faisant ainsi glisser l'usufruit d'une propriété vers des membres de la famille moins imposés, on accroît sensiblement le taux de rendement net du bien immobilier », explique Thierry Chouvelon. Au total, au bout de dix ans par exemple, la famille peut gagner ainsi l'équivalent de plusieurs années de loyers. Dans le second cas, il s'agit, pour le particulier qui en a les moyens,

de se transformer en loueur de meubles professionnels (notamment à travers les résidences avec services pour étudiants ou retraités). Ce statut, qui suppose que l'on perçoive un minimum de 150 000 francs de loyers annuels sur le ou les appartements que l'on loue, offre la possibilité de déduire de son revenu global les déficits fonciers (différence entre d'un côté les loyers perçus et de l'autre les intérêts et charges liés à cette opération), mais également d'être exonéré d'impôt sur les plus-values au bout de cinq ans de détention.

### Toute la difficulté consiste à faire le tri parmi les diverses solutions offertes

Cependant, comme le souligne Jacques Bouvier, « aussi avantageuses soient-elles, ces deux stratégies fiscales restent sélectives et destinées en premier lieu aux personnes fortement imposées (50 % ou plus) ». Ce n'est pas le cas de l'assurance-vie. « Si la capitalisation constitue la clef de voûte de l'optimisation fiscale des placements fi-

nançiers, l'assurance-vie en est la voie royale », affirme Philippe Bruneau. Associant à la fois sécurité, rendement (un peu plus de 6 % en moyenne prévu pour l'année 1996), exonération d'impôt sur les plus-values, mais aussi - et surtout - sur les droits de succession pour le bénéficiaire du contrat en cas de décès du souscripteur, l'assurance-vie apparaît en effet comme le nec plus ultra de l'optimisation fiscale. « Aucun placement, à ce jour, ne permet à la fois une gestion d'actifs (parfois très dynamique) en suspension d'impôts pendant huit ans, tout en se transformant, au-delà de cette période de détention obligatoire, en un compte à vue rémunéré et déqualifié exonéré de droits de succession », note Thierry Chouvelon.

Mais le succès de l'assurance-vie pourrait à terme lui être fatal. « A force d'être utilisée uniquement comme un instrument patrimonial, l'assurance-vie s'éloigne de sa fonction première (l'assurance), ce qui commence à irriter les tribunaux civils », souligne Jean-Philippe Mabru. On observe notamment un nombre croissant de contentieux successoraux liés à l'usage abusif qui peut être fait de l'assurance-vie comme moyen de transmission. « Deux décisions ont ainsi été récemment prises par les tribunaux de grande instance de Paris et de Senlis allant dans le sens d'une requalification de certains contrats d'assurance-vie qui, considérés comme de simples placements financiers, devraient être réintégrés dans le calcul des droits de la succession. »

Et cela ne pourrait constituer que les prémices d'un phénomène qui risque de se généraliser dans les années à venir, car, comme le rappelle Jean-Philippe Mabru, « l'une des limites de l'optimisation fiscale à tout crin, c'est le droit civil ».

Laurence Delain

### Les avantages qui viennent de disparaître

Au 31 décembre 1996, un certain nombre d'avantages fiscaux ont été supprimés, parmi lesquels on peut citer :  
● la réduction d'impôt liée à l'acquisition d'un logement neuf (25 % des intérêts d'emprunt) ;  
● la déduction de 35 % des parts départementales et régionales des droits de mutation sur les ventes

de logement (sauf pour les logements dont la promesse de vente a été signée avant le 31 décembre 1996, mais dont l'acte définitif doit être signé avant le 1<sup>er</sup> février 1997) ;  
● la réduction d'impôts liée aux prêts à la consommation (25 % des intérêts des deux premières années) ;

### Comment changer de contrat de mariage

En cas de décès, les droits du conjoint dans la succession sont généralement faibles si aucune disposition n'a été prise en sa faveur. En présence d'enfants, ils se limitent à un usufruit portant sur un quart de l'actif successoral, ce qui suffit rarement à maintenir son train de vie. La solution la plus communément adoptée est la



FISCALITÉ

donation au dernier vivant. Mais trop souvent les époux confondent ses effets avec ceux qui résultent de l'adoption d'un régime de communauté universelle avec clause d'attribution intégrale. Certes, en cas de donation au dernier vivant, le conjoint survivant bénéficie d'une part plus importante que celle qui lui aurait été attribuée en l'absence de disposition prise en sa faveur. Reste qu'il n'hérite pas de l'intégralité des biens du défunt, comme c'est le cas avec la communauté universelle assortie d'une clause d'attribution intégrale. Qui plus est, en cas de donation au dernier vivant, le conjoint survivant devra payer des droits de succession sur la part qui lui revient si celle-ci excède l'abattement fiscal de 330 000 francs. A contrario, les biens transmis suite à un changement de régime matrimonial ne supportent aucun prélèvement au titre des droits de succession. Conditions principales à respecter pour pouvoir modifier son contrat de mariage ou en changer :

- être marié depuis deux ans au moins à la date où la demande est effectuée ;  
- recueillir le consentement des deux époux ;  
- justifier que le changement de régime matrimonial est motivé par le désir de protéger l'intérêt de la famille.

Un couple marié en régime de communauté pourra ainsi demander à passer en séparation de biens pour éviter les conséquences d'une saisie des biens communs en cas de faillite si l'un des époux vient à exercer la profession de commerçant. Autre exemple : à l'âge de la retraite, des époux mariés sous le régime légal de communauté réduite aux acquêts pourront demander le passage en communauté universelle pour favoriser le conjoint survivant. Le changement de régime matrimonial devra obligatoirement prendre la forme d'un acte notarié qui sera soumis à l'homologation du juge du tribunal de grande instance. Cette procédure entraînera le paiement de frais de notaire et d'avocat ainsi que la perception de différentes taxes.

Laurent Edelmann

### DÉPÊCHE

■ GUIDE : pour la deuxième année consécutive, Cofisem, société spécialisée dans le traitement de l'information financière, publie avec l'éditeur financier La Vie française le Guide des sociétés cotées. Ce guide s'adresse à la fois aux actionnaires privés ainsi qu'aux professionnels des marchés financiers et aux entreprises. Il regroupe les 703 valeurs françaises cotées à la Bourse de Paris, avec pour chaque entreprise une fiche comportant notamment ses coordonnées, les intermédiaires, les comptes consolidés sur trois ans, les graphiques boursiers sur cinq ans. (Éditions Cofisem, 756 pages, 480 francs.)

### Les pièges de l'achat sur plan

Certains avantages fiscaux comme la perspective de disposer d'un logement bien distribué incitent, chaque année, des milliers de particuliers à acheter un appartement ou une maison sur plan. Et, chaque année, les contentieux se multiplient, bien que la vente en état futur d'achèvement (VEFA) soit assez strictement réglementée. Plusieurs précautions doivent donc être prises. La première consiste à vérifier que le



IMMOBILIER

promoteur est solvable. A cet égard, mieux vaut donner la préférence à ceux qui disposent d'une garantie « extrinsèque », c'est-à-dire la caution d'un établissement financier de renom (banque, société d'assurance) qui s'engage à rembourser les réservations ou à terminer les travaux en cas de défaillance du promoteur. Ces renseignements doivent obligatoirement figurer dans le contrat de vente. Seconde précaution indispensable : faire spécifier, au contrat, que des pénalités de retard seront versées si le chantier n'est pas terminé dans les délais prévus. Ces retards constituent une cause fréquente de litiges. Ils ne peuvent être justifiés par le promoteur que dans des situations exceptionnelles (grève générale, etc.). Une fois le logement en main, mieux vaut ensuite effectuer une visite attentive pour déceler les malfaçons, étant entendu que le nouveau propriétaire dispose d'un mois pour faire valoir toutes ses doléances. Enfin, il est également utile de savoir que, si une différence de prix supérieure à 5 % est constatée entre le prix TTC prévisionnel du logement et son prix de vente final, l'acquéreur est en droit de renoncer à la vente.

Didier Laurens

### REVENUS TRIMESTRIELS DISTRIBUTION 1997

Le Conseil d'administration de la Sicav réuni le 15 octobre 1996 a fixé à 308 francs par action le montant net versé par REVENUS TRIMESTRIELS pour l'année 1997.

Conformément à l'orientation de la Sicav, la mise en paiement s'effectuera sous forme de quatre acomptes identiques de 77 francs nets par action ou cours des mois de février, mai, août et novembre 1997.

#### PERFORMANCE

Coupons nets réinvestis sur 5 ans au 29/11/96 : + 49,31 %

Valeur de l'action au 29/11/96 : 5 247,33 francs

GESTION  
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

CAISSE D'ÉPARGNE, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

### Trésorerie

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION/DISTRIBUTION POUR RÉMUNÉRER VOS DISPONIBILITÉS

#### Clôture de l'exercice 1995-1996

Le conseil d'administration de la Sicav, réuni le 14 novembre 1996, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 30 septembre 1996. Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 23 janvier 1997.

Les revenus distribuables de l'exercice sont répartis entre les actions C de capitalisation et les actions D de distribution, au prorata de leurs parts dans l'actif. Sous réserve de l'accord de l'assemblée, ils seront capitalisés pour les actions C et donneront lieu au paiement d'un dividende net de 12,33 F par action D le 17 février 1997 (détachement le 13 février). Le crédit d'impôt est nul.

#### Performance au 30.09.1996

+ 3,68%  
Sur 1 an  
actions C et D

Valeur des actions C et D  
au 31.12.96 : 316,71 F

#### Politique de gestion

Au terme d'un exercice dominé par la baisse des taux d'intérêt à court terme, la gestion d'Eureuil Trésorerie lui permet d'obtenir une performance conforme à son objectif de rémunérer en toute sécurité une épargne en instance d'affectation.

Sicav gérée par Eureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE

Les valeurs liquidatives de vos Sicav et FCP Eureuil  
24/12/96  
02.36.68.99.00  
02.36.68.99.00



## Une semaine historique pour les valeurs françaises

L'un des derniers événements de la semaine aura été, vendredi, l'annonce de la cession de 7 % des 21 % détenus dans Guinness par LVMH, qui finira ainsi partiellement l'acquisition récente de DFS (Duty Free Shoppers). Au cours actuel, cette vente devrait rapporter au groupe de luxe quelque 5 milliards de francs. Dès l'an prochain, le titre LVMH a bondi de plus de 6 % pour terminer la séance à 1 551 francs, soit une progression de 10,16 % sur son cours du vendredi précédent (lire page 14).

Au cours de la même séance, une rumeur (selon laquelle Usinor-Sacilor modifierait sa participation - 27,7 % du capital et 49,43 % des droits de vote - dans Vallourec) a permis à Vallourec de gagner 4,2 % vendredi et 3,83 % sur la semaine à 397 francs, même si elle a été démentie.

Lazard Frères et Cie a annoncé que l'OPA d'Eurafrance sur les 41,8 % du capital de La France que le groupe d'assurances ne possède pas encore serait ouverte du 21 janvier au 3 février. Le prix offert - 1 300 francs par action - avait provoqué la colère des actionnaires minoritaires de FADAM, qui estiment que la valeur d'actif net réévalué de 1450 francs par action, qui a servi de base à la fixation du prix du projet d'OPA, était « éloignée de la plupart des évaluations publiées par les analystes » (Le Monde des 12 et 13 janvier).


**François Bostnavaron**

Entreprise	1994	1995
Groupe Andre S.A.	453,50	+1,38
L'Oréal	1955	+1,29

## LES PERFORMANCES

STC	195	195
Via Banque	195	195

ICES



Sagem SA	3180	100
Schneider SA	251,80	100

**ACTIONS EUROPE**  
Performance moyenne sur 1 :

Carrières	2250
Gaz et Eau	157,20
Lagardère	

## Les sicav valeurs

VALEURS A REVENU FIXE OU INDEXÉ		
	17-01-97	DIFF.
Emp.Etat 6%93-97 \$	101,29	-0,64

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Valeur liquid.
---------	---------------------	------	-----------------	------	------------------	----------------

**ACTIONS EUROPE**  
Performance 12 MOIS fin 1 an : +26,39 % fin 5 ans : +64,09 %

Performance moyenne sur l'an : 25,33 %, sur 5 ans : 66,93 %				
EURO MID-CAP	B. PARIBA	1	1	1488
EURO PME	CF ROTHS	2	1	763
WALLSTADEN EUROPE	WALLSTADEN	3	1	4716
EUROACT	CD CREST	4	1	1795
CROSSANCE BRITANNIA (C)	EPARGNE	5	6	1504
CROSSANCE BRITANNIA (C)	EPARGNE	6	7	1327
AXA EUROPE ACTIONS (C)	AXA	7	2	314
AXA EUROPE ACTIONS (C)	AXA	7	2	314

NORDEN	VERNES	33	1	6995
OBJECTIF VALEURS EUROPEENNES	LAZARD	34	23	14537
EURONIC LEADERS	CIC PARI	36	1	1631
INTER	BGP	36	1	1661
EURANORD	CIC BUE	37	23	724
ATLAS ALLEMAGNE (D)	ATLAS	38	1	15485
ATLAS ALLEMAGNE (C)	ATLAS	39	1	15542
ORSA ALLEMAGNE	ORSA	40	32	12462

ACTIONS AMÉRIQUE		Performance moyenne sur 1 an : 30,22 %, sur 5 ans : 55,80 %	
QUANTAMERICA	B PARIZA	2	343
INDM AMÉRIQUE	MDMASSUR	1	184
USA INDOCE GESTION	CDC GEST	3	1561
PHENIX USA	PHENIX	4	7325

UNION AMERIQUE	CIC BUR	13	9	1.670
ELAN USA	ROTTHSCH	14	3	2.500
AMERICAN	CAAN	15	7	111,5
NOUVEAU MONDE	BCP	16	6	104,2
CIC AMERIQUE LATINE	BG CIC	17	—	103,2

**ACTIONS ASIE-PACIFIQUE**

PLACEMENTS CHINE	NSM	1	150.00	---	1197
PARTNER CHINE	LA MONDI	2	22.00	---	10482
ATLAS CHINE	ATLAS	3	20.00	---	9883
ETOILE PACIFIQUE	CDT NORD	4	20.00	---	188
SOCEPACIFIC	SG	5	20.00	---	1139
ASIE 2000	CG RIOTHS	6	100.00	---	755
INVESTO ACTIONS ASIE EMERGENT	INVESTO	7	100.00	---	126
INDOSUEZ ORIENT (C)	INDOSUEZ	8	100.00	---	328
INDOSUEZ ORIENT	INDOSUEZ	9	100.00	---	328

JAPINDEX	30	12.96	16	14.41
ASIE INNOVATIONS	181 LTD	31	—	8710
JAPQUANT SICAV	30	12.97	18	13.695
YAMA INDEX	YAMAGEST	32	12.97	6597
PHENIX JAPAN	PHENIX	34	12.98	4718
KOREA DYNAMIC FUND	IFDC LTD	35	—	1300
STATE STREET ACTIONS JAPAN	STATE ST	36	12.98	1023
AUREO	BCP	37	12.98	329

AUTRES SICAV INTERNATIONALES					
Performance moyenne sur 1 an : 19,12 %, sur 5 ans : 37,71 %					
SG MONDE OPPORTUNITES (C)	SG	1	20,42	—	133
SG MONDE OPPORTUNITES (D)	SG	2	30,29	—	133
UNIGESTION	SANPAOLO	3	20,42	1	1881
SBS EMERGING VALOR	SBS GEST	4	20,42	—	1057
SANT-HONORE MARCHES EMERGENTS	CF ROTHS	5	20,42	—	676

SELECTION SANTE	CCF	7	55,11	—	2205
MAGELLAN	COM-GEST	8	24,50	38	25222
ECODIC	CIC PARI	9	24,75	16	1466
CROISSANCE PLUS	EPARCINE	10	25,20	15	955
ATHENA EUROPE	ATHENA B	11	25,15	24	1679
STATE STREET EMERGING MARKETS	STATE ST	12	22,80	3	1728
DYNAMICO	BO EUROF	13	22,25	5	1760
SELECTION CROISSANCE	CQI NORD	14	25,70	10	842

AXA INTERNATIONAL ACTIONS	AXA	43	15.25	33	118.
PLACEMENTS ENYRONN. QUANT	NSM	44	16.51	20	14128.
RECHERCHONNE	FIMAGEST	45	15.74	—	3000.
CREVILLON PHILIPPE C	CHVILLU	46	14.95	—	1676.
ECOROMDIAL (D)	ECOFI F	47	16.25	27	1759.
ECOROMDIAL (C)	ECOFI F	47	16.25	27	1193.
HERNET VALEURS	HERNET	48	15.25	40	741.
ECUREUIL GLOBALISRS	ECUREUIL	50	15.25	19	3023.

SELECTION ENVIRONNEMENT	CCF	52	39	99
PYRAMIDES ACTIONS (D)	VERNES	53	17	569
PYRAMIDES ACTIONS (C)	VERNES	53	17	569
PRINTER	BIMP	33	36	345

## Les sicav valeurs moyennes au zénith

**SMALL** serait-il *beautifol* à la Bourse de Paris? Les titres des entreprises moyennes ont particulièrement tiré leur épingle du jeu en 1996. Alors que le CAC 40, panier de valeurs regroupant les plus fortes capitalisations du marché parisien, a augmenté de près de 24 % l'an dernier, les indices qui rendent compte de l'évolution des cours de sociétés de tailles plus modestes, le MidCac et l'indice du second marché, ont progressé respectivement de 35,68 % et de 30,7 %.

**Résultat, les fonds spécialisés sur ces valeurs affichent les meilleures performances sur un an dans la catégorie des sicav actions françaises, neuf d'entre eux se classant parmi les dix premiers. Il est cependant peu probable que cette situation se répète en 1997.**

« Les sociétés de toilette mayenne ont bénéficié au début de l'année 1996 d'un rattrapage important rapporté aux poids lourds de la cote qui n'est plus d'actualité aujourd'hui », estime Pierre Despigny, gérant d'Etoile second marché Crédit du Nord, meilleure sicav investie en actions françaises sur ces trois dernières années. Ensuite, « les grandes valeurs de la cote vont bénéficier en priorité de l'épargne provenant du désinvestissement des sicav monétaires et du retour en Sicav des grands investisseurs anglo-saxons », juge Jacqueline Vidé, responsable de la gestion des actions françaises à la banque Paribas, dont le

fonds. Paribas France Emergence, spécialisé sur les capitalisations comprises entre 500 millions et 10 milliards de francs, se classe aux toutes premières places de notre palmarès.

Pour autant, il existe encore un potentiel de hausse pour les valeurs moyennes d'ici la fin 1997 : d'une part, l'afflux de liquidités à la Bourse de Paris finira par toucher aussi les plus petites sociétés de la cote ; d'autre part, « les valeurs moyennes se paient actuellement un peu moins cher que les grandes sociétés cotées à Paris », estime Olivier Huet, gestionnaire de France Futur de la Banque de gestion privée, une des meilleures sicav investies en actions françaises.

Reste à faire son cours. Dominique Sirot, gérant d'AGF Invest et AGF Epargne, respectivement première et cinquième des palmarès Fininfo, mise sur des entreprises comme M6 où Bertrand Faure, dont les cours ont été « matraqués » l'an dernier. Les gestionnaires traquent les sociétés qui pourraient profiter de la reprise annoncée. « En 1997, ce qui soutiendra les cours, ce n'est pas la baisse de taxes, mais l'augmentation de bénéfices des sociétés », analyse Henri Couzineau, directeur en charge de la gestion actions de la Banque Worms. Un phénomène particulièrement positif pour les valeurs moyennes.

**Joël Morio**

Chaque mois,  
pour les collectionneurs  
de timbres



1.580

françaises

# Le mouvement de hausse du dollar s'accélère

Le billet vert tire profit de la progression des actifs financiers américains. En Europe, les banques centrales d'Angleterre et de France ont déjoué les pronostics des analystes en optant pour le statu quo monétaire

Le dollar est monté, vendredi 17 janvier, jusqu'à 1,6150 mark et 5,4485 francs, ses cours les plus élevés depuis trente mois. Le rendement de l'emprunt d'Etat à 30 ans est revenu à 6,80 % vendredi 17 janvier (6,90 % une se-

maine auparavant). Le franc, de son côté, a terminé la semaine en progression, à 3,3720 francs pour 1 deutschemark. Le nouveau conseil de la Banque de France a laissé inchangés, jeudi 16 janvier, ses taux direc-

teurs. Les opérateurs, toutefois, parient sur une prochaine convergence des rendements à court terme français et allemands et estiment même qu'à la fin de l'année les taux de la Banque de France descendront sous ceux

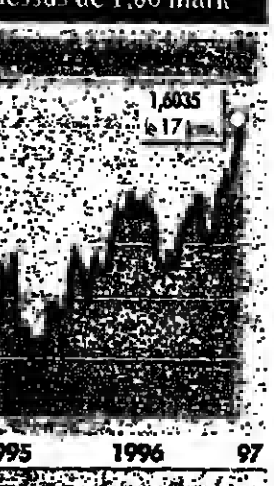
de la Bundesbank. La Banque d'Angleterre a elle aussi opté pour le statu quo. Le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, a expliqué que la vigueur actuelle de la livre sterling constitue un rempart contre l'inflation.

**JUSQU'OU** montera-t-il ? Le dollar a poursuivi, cette semaine, son ascension. Il a atteint, vendredi 17 janvier, les cours de 1,6150 mark et 5,4485 francs, ses cours les plus élevés depuis juin 1994 face à ces deux devises. Il a par ailleurs coté 117,40 yens, son niveau le plus haut depuis quarante-cinq mois, face à la monnaie japonaise. Cette hausse s'est effectuée malgré l'annonce d'une augmentation modérée de l'indice des prix à la consommation en décembre, qui a éloigné les perspectives d'un prochain resserrement de la politique monétaire américaine. Les prix ont progressé de 0,3 %, soit 3,3 % sur l'ensemble de l'année 1996 (après 2,5 % en 1995). Mais hors énergie et alimentation, l'indice des prix, dits de base, a augmenté de seulement 2,6 % en 1996, ce qui représente la meilleure performance depuis 1965.

La progression des actifs financiers américains semble donc jouer, désormais, dans le mouvement de hausse du dollar un rôle plus important que les anticipations de relèvement des taux. Tandis que Wall Street a établi de nouveaux records, les emprunts d'Etat se sont repris. Le redoublement du titre à 30 ans, qui était monté jusqu'à 6,90 % vendredi 10 janvier, s'est replié à 6,80 % vendredi 17 janvier.

Le dollar a également bénéficié de l'annonce d'un déficit commercial moins élevé que prévu en novembre. Alors que les analystes ta-

Au-dessus de 1,60 mark



Le dollar a franchi cette semaine la barre des 1,60 mark pour la première fois depuis 1994.

monnaie américaine en provoquant des sorties massives de capitaux hors des Etats-Unis. Comme le souligne les économistes de la BFCF (Banque française du commerce extérieur), le « risque Wall Street s'est substitué, pour le

sur le commerce extérieur de l'archipel.

En Allemagne, la politique de mark fort est quelque peu mise à mal par l'envoie du dollar. La mesure veut que la Bundesbank se satisfasse d'un cours du billet vert

sur le commerce extérieur de l'archipel.

compensé entre 1,55 et 1,60 mark. La limite est aujourd'hui franchie, et la banque centrale allemande pourrait prochainement le faire savoir.

Une poursuite de la hausse du billet vert qui, en théorie, augmente les risques d'inflation importée en Allemagne pourrait d'ailleurs, selon certains analystes, présenter l'inconvénient de dissuader la Bundesbank d'assouplir sa politique monétaire. Vendredi, dans un entretien accordé à la télé-

vision allemande, son vice-président, Johann Wilhelm Gaddum, a déclaré qu'il ne voyait « ni la nécessité ni la possibilité pour la politique monétaire d'accélérer le processus de détente des taux ».

L'immobilisme allemand – la Bundesbank n'a plus abaissé son taux d'escompte et son taux Lombard depuis avril – a pour conséquence de fixer l'attention des opérateurs sur la politique monétaire française. Contrairement à ce qu'avaient prévu de nombreux analystes, qui pariaient sur une baisse du taux des appels d'offres, la Banque de France a opté pour le statu quo, jeudi. L'arrivée de Jean-René Bernard et Pierre Guillen, en remplacement de Jean Boissonnat et Bruno de Maulde, avait alimenté les spéculations sur un changement de cap de la politique monétaire française. Les deux nouveaux membres du conseil, volontiers présentés comme des « colom- bres », seraient-ils en vérité des « faucons » ?

Ce n'est pas l'interprétation des opérateurs des marchés financiers, qui estiment que la partie n'est que remise. Ils continuent à parier sur une convergence des taux de la Banque de France et de la Bundesbank au cours des prochains mois.

**MOUVEMENT DE CISEAUX**  
Ils restent persuadés que, tôt ou tard, les membres du conseil partisans d'une plus grande souplesse – qui, selon leurs calculs, détiennent désormais la majorité – seront en mesure d'orienter la politique monétaire comme ils l'entendent. Selon les cours des contrats à terme, qui reflètent les anticipations des opérateurs, l'écart de rendements à trois mois entre la France et l'Allemagne, actuellement de 0,20 %, se situerait à 0,05 % fin juillet et à 0,03 % fin septembre. Dès la fin de l'année, les taux français passeraient même légèrement sous leurs homologues allemands.

Ce mouvement de ciseaux revêt une grande importance politique. Faire passer les taux de la Banque de France sous ceux de la Bundesbank reviendrait officiellement à remettre en cause la domination monétaire allemande. Dans un point de vue publié jeudi dans L'Express, l'ancien chef de l'Etat Valéry Giscard d'Estaing a appelé de ses vœux un tel mouvement, en estimant que « la Banque de France n'offrirait pas sa crédibilité, au contraire. Elle montrerait qu'elle est capable de donner un signal aux marchés en s'engageant dans la direction d'une politique monétaire qui, en l'absence de toute menace sur la stabilité des prix, mette en œuvre les moyens qui visent à dynamiser la croissance ».

Christophe Vetter

vision allemande, son vice-président, Johann Wilhelm Gaddum, a déclaré qu'il ne voyait « ni la nécessité ni la possibilité pour la politique monétaire d'accélérer le processus de détente des taux ».

L'immobilisme allemand – la Bundesbank n'a plus abaissé son taux d'escompte et son taux Lombard depuis avril – a pour conséquence de fixer l'attention des opérateurs sur la politique monétaire française. Contrairement à ce qu'avaient prévu de nombreux analystes, qui pariaient sur une baisse du taux des appels d'offres, la Banque de France a opté pour le statu quo, jeudi. L'arrivée de Jean-René Bernard et Pierre Guillen, en remplacement de Jean Boissonnat et Bruno de Maulde, avait alimenté les spéculations sur un changement de cap de la politique monétaire française. Les deux nouveaux membres du conseil, volontiers présentés comme des « colom- bres », seraient-ils en vérité des « faucons » ?

Ce n'est pas l'interprétation des opérateurs des marchés financiers, qui estiment que la partie n'est que remise. Ils continuent à parier sur une convergence des taux de la Banque de France et de la Bundesbank au cours des prochains mois.

**MOUVEMENT DE CISEAUX**  
Ils restent persuadés que, tôt ou tard, les membres du conseil partisans d'une plus grande souplesse – qui, selon leurs calculs, détiennent désormais la majorité – seront en mesure d'orienter la politique monétaire comme ils l'entendent. Selon les cours des contrats à terme, qui reflètent les anticipations des opérateurs, l'écart de rendements à trois mois entre la France et l'Allemagne, actuellement de 0,20 %, se situerait à 0,05 % fin juillet et à 0,03 % fin septembre. Dès la fin de l'année, les taux français passeraient même légèrement sous leurs homologues allemands.

Ce mouvement de ciseaux revêt une grande importance politique. Faire passer les taux de la Banque de France sous ceux de la Bundesbank reviendrait officiellement à remettre en cause la domination monétaire allemande. Dans un point de vue publié jeudi dans L'Express, l'ancien chef de l'Etat Valéry Giscard d'Estaing a appelé de ses vœux un tel mouvement, en estimant que « la Banque de France n'offrirait pas sa crédibilité, au contraire. Elle montrerait qu'elle est capable de donner un signal aux marchés en s'engageant dans la direction d'une politique monétaire qui, en l'absence de toute menace sur la stabilité des prix, mette en œuvre les moyens qui visent à dynamiser la croissance ».

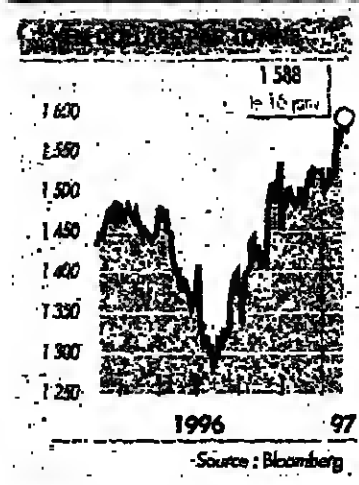
Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommas

Carole Petit

## MATIÈRES PREMIÈRES

Fermeture des cours de l'aluminium



Source : Bloomberg

APRÈS avoir été en repli d'une façon continue en 1996 au moins jusqu'à octobre, les prix de l'aluminium se sont nettement appréciés sur le marché londonien des métaux (LME). Ils affichaient le 16 janvier leur plus haut niveau depuis sept mois : 1 612 dollars par tonne pour le contrat de référence à trois mois (1 580 dollars pour le comptant).

Ce regain de vigueur semble dû à des achats spéculatifs, effectués par des opérateurs optimistes quant à l'avenir du marché. Certains analystes tablent en effet sur une reprise de l'activité économique en Europe en 1997 ou, au plus tard, en 1998. Et pourtant, bien qu'en légère baisse, les stocks restent importants. Selon les dernières statistiques publiées le 10 janvier par l'Institut international de l'aluminium de première fusion (IIPA), les réserves mondiales se montaient en novembre 1996 à 3 093 millions de tonnes contre 3 161 le mois précédent. Toutefois ces chiffres ne prennent pas en compte les ex-pays communistes (sauf la Hongrie, la Russie, la Slovaquie, la Slovénie et l'Ukraine) ni la Chine et Cuba. Les réserves du LME oscillent, quant à elles, entre 960 000 et 970 000 tonnes. La CEI a produit l'an passé presque 4,4 millions de tonnes, les Occidentaux plus de 3 millions et les Etats-Unis 3,57 millions.

**PERSPECTIVES ASIATIQUES**  
Le leader mondial de l'aluminium, l'américain Alcoa, vient d'annoncer un résultat oet en forte chute par rapport à 1995 et la suppression de 2 900 emplois dans le monde. Jacques Bougie, président d'Alcan, ouvrier du monde, a indiqué que 1996 avait été une année difficile en raison d'une réduction des stocks des clients, qui o soumis les prix du métal brut à des pressions pendant la majeure partie de l'année. L'aluminium est tiré par l'industrie automobile, qui en est grosse consommatrice.

Il est clair que les marchés asiatiques ouvrent de ce côté-là des perspectives alléchantes. Il faudra toutefois, pour soutenir les cours durablement, que les stocks dégonflent de façon notable, car de nouveaux sites de production doivent entrer en fonction cette année.

Carole Petit

## Marché international des capitaux : l'Autriche, un exemple à suivre

Si la Belgique, comme on s'y attend, se présente bien sur le marché international des obligations à moyen ou à long terme, ce ne sera pas uniquement pour se procurer des ressources financières. Elle pourrait dans ce cas fort bien différer son apparition de quelques mois et faire discrètement appel au marché monétaire (celui de l'argent à court terme). Mais un pays qui a l'ambition de participer dès la première heure à la prochaine étape de l'Union économique et monétaire n'a rien à redouter de la publicité qui accompagne les grands emprunts obligataires. Au contraire, elle peut en profiter pour affirmer sa place en Europe et faire valoir ses droits à partager sans délai l'euro.

On l'a bien vu, ces derniers jours, avec la réussite de l'Autriche, qui vient de conclure son premier emprunt public en francs français. Cette affaire, susceptible d'être convertie en euros dès la création de la monnaie européenne, pourra alors se fondre avec d'autres (déjà en circulation ou à venir prochainement) à condition, bien sûr, que leurs caractéristiques techniques le permettent et, surtout, qu'elles soient libellées dans les devises des Etats qui auront accès immédiatement à la monnaie commune. La formule est originale et, en l'utilisant, l'Autriche a affirmé son intention de se plier aux exigences du traité de Maastricht et d'apporter sa contribution à la construction de l'Europe monétaire. Cela a renforcé encore son prestige dans les milieux financiers où elle est considérée comme

un des meilleurs emprunteurs du monde. De nombreux spécialistes souhaiteraient que d'autres pays suivent cet exemple. La Belgique leur paraît être un candidat de choix. Ses dirigeants veulent que ce pays figure parmi les tout premiers à disposer de l'euro et ils ont déployé des efforts considérables pour diminuer le poids de la dette de l'Etat. Celle-ci, encore très lourde, représente plus de 120 % du produit national brut, alors que le critère de Maastricht se situe à 60 %. Mais les progrès accomplis depuis quelques années sont énormes et les chances de la Belgique sont donc grandes de figurer dans le noyau des pays fondateurs de l'Union monétaire au côté, notamment, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche, du Luxembourg, et de la Finlande.

**LA BELGIQUE INCITE À EMPRUNTER**  
Il peut paraître surprenant qu'un pays se serve d'un ou de plusieurs nouveaux emprunts pour déclarer sa conviction européenne et souligner ses résultats, alors pourtant qu'on lui demande de réduire sa dette. Si la Belgique se lance ces prochains mois sur le marché international, ce ne sera pas, en fait, pour s'endetter davantage. La trésorerie de ce pays doit faire face cette année à des remboursements d'emprunts étrangers d'un montant total de l'ordre de 50 milliards de francs belges. Le remboursement sans les remplacer conduirait à faire diminuer encore la proportion de la dette en devises par rapport à celle libellée en francs belges.

La dette étrangère belge représentait, en 1993, 17 % du total ; ce taux est actuellement inférieur à 8 %. Certes, en 1996, la Belgique a recouru à un artifice en utilisant la plus-value réalisée sur la vente d'une partie de ses réserves, d'où pour faire face à des échéances en devises. Il n'est plus question aujourd'hui de continuer à agir de la sorte. Ni, semble-t-il, de réduire la part de la dette en devises. La proportion de l'ordre de 8 % apparaît très raisonnable aux yeux de nombreux observateurs, qui tablent donc sur de nouvelles opérations internationales tout en ne prévoyant pas qu'elles seront nécessairement libellées dans les mêmes monnaies que celles qui vont s'éteindre.

C'est ainsi qu'il faut comprendre les conseils prodigués par les intermédiaires financiers qui incitent la Belgique à lancer prochainement un emprunt dans une devise européenne incontestable comme le franc français ou le deutschemark et, simultanément ou presque, d'en conclure en franc belge un autre, dont le taux d'intérêt nominal et l'échéance finale seraient les mêmes. Les deux emprunts seraient, le jour venu, convertibles en euros, ce qui les rendrait assimilables. Procéder ainsi reviendrait à suivre la voie tracée par l'Autriche. Il ne s'agit que de projets. On en saura peut-être davantage cette semaine, lorsque le ministre des finances aura fait part à la Chambre des intentions de la trésorerie belge.

Christophe Vetter

## La Bourse de Tokyo se ressaisit, les autres places s'envolent

**SEMAINE IDYLLIQUE** et euphorique pour les places boursières internationales où, de Paris à Wall Street, de Londres à Francfort, de Bruxelles à Madrid, les records historiques n'ont cessé de se succéder. Même la performance de la Bourse de Tokyo reste remarquable, avec un gain de 4,54 %. Hélas, cette progression ne compense que la moitié des pertes qu'elle affichait huit jours auparavant.

L'explosion de Wall Street – apparemment loin de se démentir – reste communicative, et les Cassandre qui anticipent depuis des semaines une « sévère correction » en sont toujours, pour l'instant, pour leur frais. Comme peut l'être le président de la Réserve fédérale qui déconçait, il y a un mois, l'« exubérance irrationnelle des marchés ».

Wall Street a battu de nouveaux records cette semaine – quatre, en cinq séances, comme la semaine précédente – et termine la période au-delà d'un nouveau seuil, celui

des 6 800 points, à 6 833,10 points –, soit une progression de 1,93 % par rapport à ses niveaux de vendredi dernier. Depuis le début de l'année, la Bourse de New York a gagné 5,97 %. Les analystes américains restent confiants : pour Marshall Acuff, de Smith Barney, « les statistiques importantes sont derrière nous, ce qui laisse les résultats des entreprises maîtres du marché », et jusqu'à présent, relève-t-il, ils ont été bons. Selon lui, la tendance haussière ne devrait donc pas se démentir, à fortiori, en tenant compte de la stabilité du marché obligataire.

Le maintien de la politique monétaire britannique en l'état et l'insolente santé de la Bourse américaine ont donné des ailes au Stock Exchange de Londres. Pour la première fois, l'indice FT 100 a dépassé le niveau des 4 200 points pour terminer vendredi à 4 207,7 points, en hausse de 151,1 points, soit un gain de 3,72 %. La plus grande partie la progression s'est effectuée au cours des deux pre-

mières séances de la semaine, où les valeurs ont gagné respectivement 1,25 % et 1,48 % au fur et à mesure que diminuait la probabilité d'un relèvement des taux d'intérêt. Le marché étant persuadé depuis début décembre que la politique monétaire devra être ressermée d'ici au printemps, la réunion mercredi entre le chancelier de l'Echiquier Kenneth Clarke et le gouverneur de la Banque d'Angleterre Eddie George revêtait une importance particulière. Mais à l'approche de la réunion, plusieurs signes ont apaisé les craintes d'une hausse des taux : une augmentation moins forte que prévu des prix à la production en décembre et des indications (études de conjoncture, résultats de sociétés) selon lesquelles la consommation des ménages a été moins vigoureuse qu'on ne le pensait eo fin d'année.

**« ENVIRONNEMENT PARFAIT »**  
A la Bourse de Paris, la troisième tentative a été la bonne :

après avoir échoué début décembre et au cours de la première semaine de janvier, les valeurs françaises ont enfin battu leur record historique, vieux de trois ans (2 360,98 points atteint le 2 février 1994 en cours de séance et 2 355,93 points en clôture). A l'image de Wall Street, l'indice CAC 40 a battu à quatre reprises ses records en clôture. Il termine la semaine sur une hausse de 4,19 % à 2 425,10 points à un point de son record absolu atteint vendredi à 12 h 13. « Il y a énormément de volumes, beaucoup de liquidités à investir, et cela va se poursuivre. Le marché est fondamentalement haussier », estimait vendredi soir un intervenant. Cette progression s'est effectuée dans des volumes de transactions très étoffés qui, selon les gérants, sont révélateurs de la solidité de la hausse. En moyenne, sur cinq séances, il s'est échangé quotidiennement 8,2 milliards de francs sur les valeurs françaises du marché à règlement mensuel.

Francfort n'est pas resté les bras croisés non plus. Dès le début de la semaine, les valeurs allemandes ont pris le train de la hausse et dépassé vendredi, pour la première fois de leur histoire, le niveau des 3 000 points, pour terminer à 3 001,37 points, en hausse de 2,32 % sur la semaine. « L'environnement boursier est actuellement parfait », estime la Commerzbank dans son rapport hebdomadaire, citant les niveaux records enregistrés presque quotidiennement à Wall Street, la tendance au repli des taux sur les marchés financiers et la reprise de la Bourse de Tokyo.

Toutefois, la banque allemande émet un bémol. Selon elle, le cours des actions « o atteint un niveau difficile à justifier d'un point de vue fondamental » et s'attend désormais à des mouvements de correction. Le dollar devrait se réorienter à la baisse, estiment ainsi les analystes de la Commerzbank, qui soulignent par ailleurs que la perspective de bons résul-

ats pour les entreprises en 1997 a déjà été assimilée par le marché. Compte tenu de tous ces éléments, l'indice DAX devrait à moyen terme vraisemblablement se situer autour des 2 750 points, selon la banque.

La Bourse de Tokyo a affiché une performance qui, en temps normal, aurait été qualifiée d'« honorable », pour ne pas dire « superbe ». L'indice Nikkei affiche la plus forte progression de toutes les grandes places internationales, en terminant vendredi à 18 090,64 points, en hausse de 4,54 %, en cinq séances. Mais ce n'est, hélas, qu'un rebond après une chute de 10,63 % au cours de la semaine passée. Rebond d'autant plus fragile que les investisseurs gardent un œil sur la session parlementaire, qui s'ouvre lundi, pour voir si des aménagements seront apportés au projet de budget pour l'année commençant en avril.

F. Bn.

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
↑ +4,54%	↑ +1,93%	↑ +4,19%	↑ +3,72%	↑ +2,32%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30

Chaque mois pour les collectionneurs de timbres



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**VOILE** L'annonce par les autorités chiliennes qu'un avion aurait eu un contact radio avec un bateau, au large de la Terre de Feu, a redonné espoir aux organisateurs du Vendée

Globe. Depuis mardi 7 janvier, ils sont en effet sans nouvelles du navigateur canadien Gerry Roufs, concurrent du tour du monde en solitaire. ● SELON PHILIPPE JEANTOT,

responsable de l'épreuve, ce court échange de message aurait quand même apporté quelques informations. Il semble que le navire d'où est parti la communication VHF soit bien

Groupe-LG2, le voilier du skipper canadien. ● DES MOYENS maritimes et aériens ont été mis en place par la marine chilienne pour poursuivre les recherches, samedi et dimanche. Des

responsables argentins ont aussi assuré qu'ils allaient envoyer un avion vers la zone, samedi. Les Anglais pourraient également participer aux recherches autour des îles Falkland.

## Gerry Roufs aurait été localisé à quelques milles du cap Horn

Le court message radio reçu par un avion chilien permet d'espérer que le voilier du navigateur canadien est proche de la Terre de Feu. Le concurrent du Vendée Globe pourrait être contraint de naviguer à proximité des côtes à la suite d'une panne électrique

L'INCERTITUDE demeurait encore, samedi matin 18 janvier, sur le sort de Gerry Roufs, le navigateur canadien engagé dans le Vendée Globe, dont on a perdu la trace depuis le mardi 7 janvier. Le centre régional d'observation de surveillance et de sauvetage (CROSS-Etel) a confirmé, vendredi 17 janvier, qu'un avion chilien était entré en contact dans un message de quelques secondes par radio VHF sur le canal 16 (liaison courtes distances) avec un bateau qui s'est présenté comme le « Groupe Lima-Golf ».

C'est l'équipage de l'avion de reconnaissance qui a alors pu donner au skipper du bateau sa position. Elle était de 55 degrés sud de latitude et de 70 degrés ouest de longitude. Cette liaison, vite interrompue par les mauvaises conditions de transmission, est intervenue, jeudi 16 janvier, en fin de journée, alors que l'on était sans nouvelles du navigateur canadien depuis que sa balise de position Argos a cessé d'émettre.

Philippe Jeantot, l'organisateur du Vendée Globe, avait demandé mercredi, par l'intermédiaire du CROSS-Etel, aux autorités chiliennes d'organiser des missions de surveillance dans leurs eaux territoriales. C'est dans la zone où Gerry Roufs devait arriver en fin de semaine, dans l'hypothèse où il aurait pu poursuivre une route quasi normale après la tempête du 7 janvier, que l'appel se réclamant de Groupe LG a été localisé. L'espoir reste donc raisonnablement permis.

La position du bateau en contact avec l'avion chilien, au sud de l'île Horn, à 98 milles du cap Horn (environ 180 km), était bien celle où

devait être localisé Groupe LG2. « Sa progression à 8,5 nœuds de moyenne (environ 16 km/h) depuis dix jours est tout à fait plausible », affirme Philippe Jeantot. Il y a sans doute une panne électrique générale sur le bateau. C'est pour cela que nous ne pouvons plus communiquer avec Gerry. Son pilote automatique ne fonctionne plus. Il doit barrer dans la journée et se mettre à la cap dans la nuit. Enfin, ses ordinateurs ne fonctionnent plus pour tracer sa route, ce qui explique qu'il se soit rapproché des côtes chiliennes. »

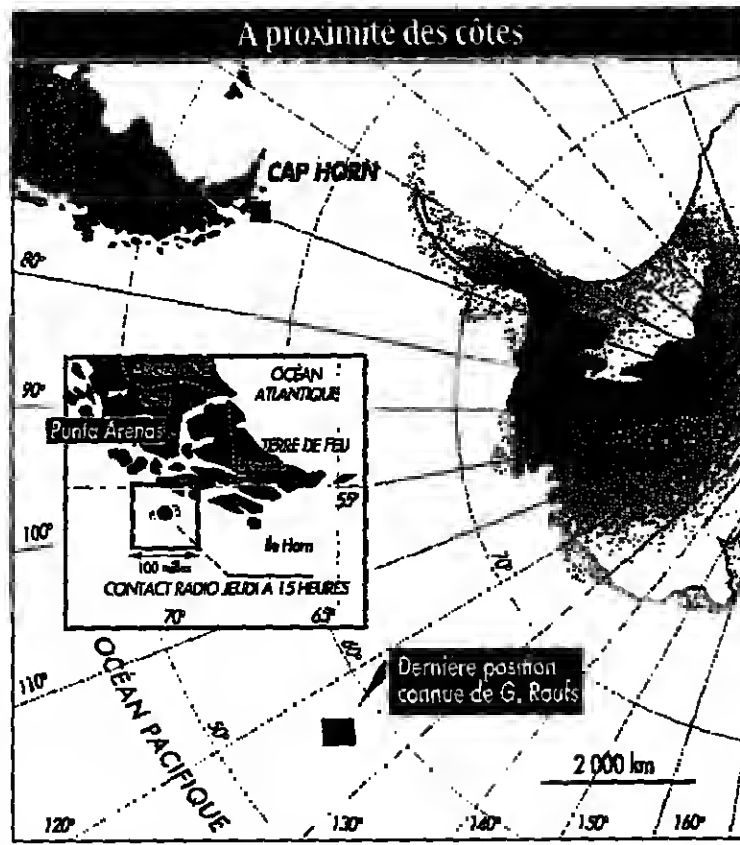
Dans le mauvais temps et la nuit noire de l'été austral, le gardien du phare de l'île Horn n'a peut-être pas vu le bateau du skipper québécois

Par ailleurs, aucune confusion n'est possible avec le Groupe LG d'Hervé Laurent, un autre concurrent financé par la même société de nettoyage industriel implantée à Brest. Groupe LG se trouve plus à l'ouest dans l'Océan pacifique, et son skipper a affirmé, vendredi, qu'il n'avait échangé aucun message avec la marine chilienne. On s'interroge cependant sur le fait que le skipper canadien n'ait pu, de son côté, entrer en

contact VHF, ces derniers jours, avec Isabelle Autissier qui se trouvait à quelques dizaines de milles de lui.

En poursuivant sa route après son hypothétique contact avec la marine chilienne, Gerry Roufs devait passer le cap Horn dans la soirée de vendredi. Le règlement de la course imposait à ce moment-là, au skipper canadien, la mise en route d'une nouvelle balise, couplée à un positionneur par satellite, pour montrer qu'il franchissait bien cette marque du parcours. En fait, comme Christophe Auguin, le leader de la course il y a une dizaine de jours, Gerry Roufs a peut-être estimé que son passage à quelques encablures du célèbre rocher suffisait. Il s'imaginait toujours positionné par sa balise Argos qu'il ne sait pas en panne. Et il peut penser que sa route montre qu'il est bien passé sous la marque de parcours. Au large des îles Kerguelen, il y a quelques semaines, le skipper canadien n'avait pas non plus mis en route sa balise de position, estimant, à l'époque, que sa route très au nord suffisait à montrer qu'il contournait bien la marque imaginaire placée plus au sud.

Rien n'obligeait également le skipper canadien à déclencher sur sa balise Argos la fonction dite de « présence à bord ». C'est celle qui est prévue quand un navigateur, ne pouvant plus entrer en liaison avec la terre, veut indiquer que tout va bien dans le bateau. Certains concurrents du Vendée Globe l'ont fait quand ils décident de se mettre à la cap, pour se reposer ou pour réparer. Ils savent alors que leur faible vitesse, signalée par balise Argos, pourrait inquiéter les



personnes à terre. Dans le cas de Gerry Roufs, celui-ci n'a aucune raison d'envoyer un tel message car sa progression est régulière, malgré les nombreux problèmes qu'il rencontre, en particulier ce qui semble être une panne électrique générale. L'incertitude liée au manque de résultat des recherches entreprises jeudi et vendredi ne permet donc pas de revenir aux hypothèses les plus pessimistes sur le sort du skipper canadien. La tempête faisait certes rage, le 7 janvier, dans

l'Océan pacifique quand il avait disparu des relevés satellites. Isabelle Autissier, navigant hors-course après son échec au cap, précédait de quelques dizaines de milles celui qui pointait alors à la deuxième place du tour du monde en solitaire. Elle décrivait une mer « énarque » et des vents de 70 nœuds.

Après Isabelle Autissier et un cargo panaméen, ce furent ensuite deux autres concurrents du Vendée Globe qui allaient tenter vainement

de retrouver la trace de Gerry Roufs. Marc Thiercelin d'abord, qui se dérouterait sur la zone les 10 et 11 janvier. Mercredi 15 janvier, Eric Dumont avait également sillonné sans succès la zone, malgré sa fatigue et une navigation dangereuse dans des vents de 50 nœuds.

L'absence de résultats des observations du satellite canadien Radar-sat, malgré son balayage régulier de la zone, donnait alors corps aux pires hypothèses. Le cargo panaméen *Mass Enterprise* n'avait-il pas observé dans la zone un iceberg de plusieurs centaines de mètres de long et de plusieurs dizaines de mètres de haut. On pouvait imaginer un naufrage instantané, après un choc du bateau contre le mur de glace, ne laissant pas au skipper le temps d'actionner sa balise de détresse.

Mais le témoignage de Thierry Dubois et de Raphaël Dinelli, deux des trois naufragés miraculeusement sauvés par la marine australienne pouvait également donner quelques raisons d'espérer (*Le Monde* du 17 janvier). Il fallait alors imaginer l'incroyable concours de circonstances : l'exceptionnelle panne d'émission de la balise Argos et l'arrêt total des systèmes de transmission de Groupe LG2.

Quelques heures après Isabelle Autissier, qui a franchi le cap Horn, vendredi à 18 h 18, Gerry Roufs est peut-être passé au pied de l'énorme falaise de l'île Horn. Dans le mauvais temps et la nuit noire de l'été austral, le gardien du phare du bout du monde n'aurait alors pas vu le bateau à la coque violette et au pont turquoise.

Christophe de Chenay

## Au Québec, les amis du navigateur continuent de croiser les doigts

MONTREAL

correspondance

Un message radio de trente secondes n'est pas parvenu à lever les angoisses des habitants de la Belle Province pour leur marin du bout du monde. Bulletin après bulletin, les présentateurs des radios et des chaînes de télévision ont mentionné la brève conversation entre un pilote d'avion chilien et un navigateur évoluant à une encablure de l'île Horn, sans pour autant exclure la population retient son souffle et continue à croiser les doigts, en espérant que cette attente interminable prendra fin bientôt.

Si le navire, qui s'est présenté comme « Groupe Lima Golf », se révèle bien être celui de Gerry Roufs, cela donnera raison aux proches du navigateur qui, souvent contre l'avis de spécialistes, souscrivaient à l'hypothèse de la panne du système de communication pour expliquer son long silence.

Jamais, au cours de cette longue et terrible épreuve, la compagnie du navigateur, Michèle Cartier, n'a changé d'appréciation. Droite et digne, elle répétait sans relâche que le bateau avait déjà éprouvé ce type d'avarie durant la course et qu'elle se refusait à envisager le pire. Aujourd'hui que l'espoir renaît, Michèle Cartier rappelle que le dysfonctionnement des équipements de communication et de navigation électronique n'empêche pas un marin aguerri comme Gerry Roufs de s'orienter à l'aide d'un sextant.

Ses amis sportifs, qui ont navigué fréquemment avec lui, expliquent ce blanc de dix jours par un problème technique lié à des difficultés d'alimentation électrique. Certains font remarquer qu'un autre marin québécois, Yves Gélinas, a connu, dans le passé, le même genre d'inconvénient et disparu pendant plusieurs jours alors qu'il effectuait un tour du monde en solitaire.

Si la plupart des connaisseurs de la voile affichent donc un optimisme de bon aloi, d'autres,

comme Gérard Bouvier, ne peuvent s'empêcher d'exprimer leurs craintes tout haut. Ce marin, ami de longue date de Gerry Roufs, s'inquiète du fait que les recherches actives menées par les Chiliens dans la zone identifiée n'aient pas encore donné de résultats tangibles, même si les conditions météo laissent à désirer.

Si l'attente devait encore se prolonger, les organisateurs de la course pourraient retenuir à nouveau les services du satellite canadien pour repérer le navire. Radar-sat effectuera quatre passages à 800 kilomètres au-dessus de la région, samedi 18 et dimanche 19 janvier.

Pascale Guéricolas

## La marine chilienne active les recherches

SANTIAGO

de notre correspondant

Les autorités maritimes chiliennes ont confirmé, vendredi 17 janvier, par un communiqué officiel émis à Santiago, que le héliport contact radio, intervenu jeudi 16 janvier vers 8 heures du matin (12 heures en France), n'avait pas été suivi de contact visuel. Le commandant de bord de l'avion assure simplement avoir capté un message d'un navire dont le skipper s'identifiait comme « Groupe-Lima-Golf ».

CONTACT RADIO FURTIF

Brutalement interrompue, cette conversation n'a pu être renouvelée. Par la suite, il n'a pas été possible d'organiser de nouveau contact radio, malgré les recherches effectuées tout au long de la journée de vendredi.

C'est mercredi 15 janvier que les responsables de la marine chilienne auraient reçu du comité organisateur du Vendée Globe par l'intermédiaire du CROSS-Etel la demande d'aide destinée à retrouver le bateau canadien et son

skipper Gerry Roufs, dont ils n'avaient plus de nouvelles. Selon le communiqué des autorités, le chef de la marine chilienne, l'amiral Jorge Martínez Busch, aurait personnellement donné l'ordre au commandant de la troisième zone navale située à Punta Arenas, dans l'extrême Sud chilien, d'activer les recherches. Pour cela, les moyens techniques du centre d'opérations de sauvetage maritime ont été activés. Un P-111 de l'aéronavale chilienne a été aussitôt dépêché et c'est à quelque 1 500 milles, à l'ouest du cap Horn, qu'il a réussi à établir le très bref contact avec ce que l'on croit être l'embarcation canadienne.

En raison des très mauvaises conditions de visibilité, il n'avait pas été possible aux pilotes de l'avion de reconnaître le voilier. Un hélicoptère envoyé sur la zone n'avait pas réussi non plus à repérer le bateau à cause du mauvais temps. Les nouvelles reconnaissances aériennes organisées vendredi 17 janvier jusqu'à la tombée de la nuit n'ont pas donné plus de résultats.

Le même jour, les responsables français du

Cross-Etel ont demandé aux autorités argentines d'engager également des recherches dans leurs eaux territoriales. Buenos Aires a indiqué qu'un avion survolerait la zone à l'est du cap Horn, samedi 18 janvier. Les Anglais devraient également apporter leur concours à ces recherches autour des îles Falkland, qui se trouvent au sud-est de l'Amérique du Sud, sur la route présumée des concurrents du Vendée Globe.

APPEL À TOUS LES NAVIRES MARCHANDS

Pour les autorités chiliennes, les recherches se sont terminées vendredi sans qu'aucun autre contact n'ait été établi. Les autorités maritimes de ce pays ont par ailleurs lancé un appel à tous les navires marchands navigant actuellement dans la zone du cap Horn pour qu'ils contribuent à la recherche du solitaire disparu. Officieusement, on a appris à Punta Arenas que les recherches devaient continuer pendant toute la journée de samedi.

Eduardo Olivares

## L'OM défie la Fédération française de football devant la justice

L'OLYMPIQUE DE MARSEILLE a déposé, vendredi 17 janvier, un recours devant le tribunal administratif de la cité phocéenne. Le club refuse, en effet, de jouer sa rencontre des trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France à Lille qui devait avoir lieu samedi à 17 heures. L'affaire a commencé le 3 janvier, lors du tirage au sort. Marseille est désigné pour recevoir l'équipe nordiste. Mais les dirigeants ont profité de la trêve pour accélérer les travaux de rénovation du Stade-Vélodrome, en vue d'accueillir la Coupe du monde 1998. Gérard Gili, l'entraîneur de l'OM, s'en inquiète et le fait savoir à la Commission centrale de la Coupe de France. La Fédération française de football (FFF) estime que le Stade-Vélodrome ne peut répondre aux normes de sécurité.

Marseille avait, selon l'article 8, quarante-huit heures pour demander à jouer sur un autre terrain. Par méconnaissance du règlement, le club ne l'a pas fait dans les délais. Le 10 janvier, la commission centrale de la Coupe de France décide

donc d'inverser l'ordre de la rencontre. Celle-ci est programmée au stade Grimonprez-Jooris.

Les dirigeants de Marseille se rebellent, refusant de se déplacer dans le nord et l'affaire est le cours de la procédure interne. Jeudi 16 janvier, la commission centrale d'appel modifie la décision et propose que le match soit joué sur un terrain neutre de la Ligue de Méditerranée. Jean-Michel Rousier, président délégué de l'OM, exprime sa satisfaction, Bernard Leconte, président du LOSC, a démissionné. Le lendemain, à midi, la commission fédérale renverse à nouveau le jugement et décide de maintenir la rencontre à Lille. Claude Simonet, président de la FFF, annonce lui-même la décision pour en affirmer le caractère définitif.

Arrivé au bout de cette procédure, l'OM vient d'enfreindre le règlement en faisant appel à la justice. L'article 17 interdit en effet « de porter devant une cour de justice les litiges ». Il s'expose donc à des sanctions. C'est la deuxième

fois en un mois qu'un club enfreint ce principe sacro-saint du football. En décembre, La Corogne avait contesté devant les juges une décision de suspendre son terrain. Depuis l'affaire Bosman, le football arrive de moins en moins à laver son linge sale en famille. En attendant le jugement, samedi matin, les guchets du LOSC continuent à vendre des billets pour le match.

Monaco a été battu par Laval en trêve-deuxième de finale de la Coupe de France, vendredi 17 janvier, sur le score de 1 à 0. Le club marseillais, actuellement quinzisième de la deuxième division, s'est qualifié aux dépens du leader du championnat de France de première division grâce à un but inscrit sur penalty par Jean-Louis Lima, à la dixième minute, après une faute du gardien monégasque Fabien Barthez. Malgré une forte domination tout au long de la partie, Monaco n'est pas parvenu à égaliser. Le club reste en course en Coupe de la Ligue, en Coupe de l'UEFA et, bien sûr, en championnat.

## DÉPÊCHES

■ **SKI ALPIN** : Adrien Duvillard s'est sérieusement blessé, vendredi 17 janvier, lors d'une chute au cours d'un entraînement, sur la piste de descente de Wengen (Suisse). Le skieur français a perdu le contrôle de ses skis à plus de 90 km/h, dans le schuss final du Lauberhorn. Il souffre d'un traumatisme crânien, d'une perforation du poulmon droit et de plusieurs côtes cassées. Transféré à l'hôpital universitaire de Berne, où il a été placé artificiellement dans le coma, il en est sorti dans la nuit de vendredi à samedi. Son état est qualifié de stable. Il peut bouger les quatre membres. En 1991, lors d'une épreuve de descente en Coupe du monde, l'Autrichien Gernot Reinstadler avait trouvé la mort à l'endroit précis où le Français est tombé vendredi.

■ **TENNIS** : Arantxa Sanchez-Vicario a été éliminée dès le troisième tour des Internationaux d'Australie, samedi 18 janvier. L'Espagnole, tête de série n°2, a été battue par Dominique van Roost, 43<sup>e</sup> joueuse mondiale (1-6, 6-4, 8-6). Cette Belge de vingt-trois ans, dont le nom de jeune fille est Mozaïni, a commencé l'année en remportant le tournoi de Hobart (Australie). Elle n'avait, jusqu'à présent, jamais progressé au-delà du quatrième tour d'un tournoi du Grand Chelem.

## RÉSULTATS

### TENNIS

Internationaux d'Australie

Troisième tour

● Simple messieurs

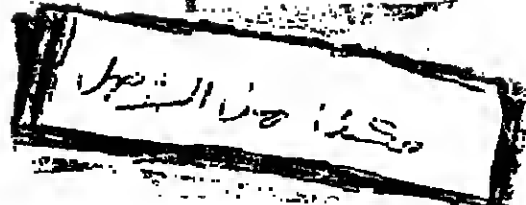
T. Muster (Aut.) n°3 b. J. Knapshild (Aut.) 6-4, 7-6 (7-5), 6-3; J. Courier (E.U.) n°11 b. J. Tarango (E.U.) 6-1, 7-6 (7-5); 6-3; A. Costa (Esp.) n°10 b. S. Oraper (Ava.) 6-4, 6-2, 7-5; W. Ferreira (RSA) n°8 b. R. Furian (Ita.) 6-4, 8-4, 6-7 (3-7); 6-1; D. Hirshy (Rép. slov.) b. A. Benaatogel (Esp.) 6-3, 7-6 (7-5), 6-7 (4-7), 2-0,

6-1; G. Ruid (Nor.) b. N. Goodwin (RSA) 7-6 (8-6), 6-7 (3-7), 6-2, 7-6 (7-5); G. Ivanisevic (Cro.) n°3 b. G. Woodruff (E.U.) 6-3, 6-7 (7-5), 6-3, 7-6.

● Simple dames

I. Spilner (Rou.) n°8 b. S. Farina (Ita.) 6-1, 6-3; K. Hubaudova (Slov.) n°9 b. S. Wang (Tai.) 6-3, 7-6 (7-5); A. Dragomir (Rou.) b. K. Brandi (E.U.) 6-1, 6-1; C. Rubin (E.U.) n°15 b. S. Knežević (Rép. tch.) 6-1, 6-3; M. J. Fernandez (E.U.) n°14 b. H. Nagyova (Rép. slov.) 6-2, 6-1; D. Van Roost (Bel.) b. A. Sanchez-Vicario (Esp.) n°2, 1-6, 6-4, 8-6.





## Repères et balises, l'espéranto signalétique

En dire plus sans avoir recours aux mots, c'est le travail des graphistes attelés à la recherche du signe parlant. Même dans les parcs naturels

QUI SAURAIT se passer de signalétique? Nous ne cherchons plus notre chemin mais les signes qui l'indiquent. La signalétique a si bien appris à soumettre le paysage qu'elle peut le gommer de quelques traits. Elle régit notre espace, nos déplacements, nos goûts. Sans elle le territoire deviendrait muet, comme on le dit d'une carte. Nous devrions réapprendre à le lire, à le pratiquer. La signalétique ordonne, hiérarchise, exploite. Son déchiffrement est défrichage. Elle mâche le travail mais aussi les loisirs, découpant le réel en morceaux choisis, écorçant le droit de s'égayer.

Des chiffres, des lettres et des symboles, où se retrouve un vocabulaire de pictogrammes et de flèches éprouvé sur les réseaux routiers, nous accompagnent sans même que nous nous en rendions compte. La signalétique a fait entrer le graphisme dans la troisième dimension, couvrant les murs et les sols juste à l'endroit où l'œil risquerait de s'égayer, quand elle n'exige pas son propre mobilier. Elle installe un semblant de cohérence dans le monde, nous permet parfois, et nous donne toujours, l'impression de nous déplacer plus vite et sans heurts, mêlant l'hygiène des signes au plaisir de leur reconnaissance. Elle atteste d'un monde où l'espace n'est plus que du temps, c'est-à-dire de l'argent. La signalétique appartient à une économie qu'ignore le tiers-monde.

Les premières réglementations et signaux routiers remontent aux Romains, qui ont leurs mesures, leurs interdictions. Mais c'est au XIX<sup>e</sup> siècle que la route prend son essor avec les circuits de diligences. Les panneaux se multiplient, à l'usage du cocher. Petites lettres, petites flèches, petites vitesses. On s'arrête pour en prendre connaissance. Notre ère commence il y a cent ans. L'automobile impose progressivement son répertoire (on ne lit pas de la

même manière à 10 km/h et à 130). Indications de direction, de localisation et de danger, obligations et interdictions seront bientôt régies par des conventions internationales. Le pilote est accueilli à l'entrée des plus infimes bourgades par leur nom. Avant qu'il ne s'adonne à la proclamation des richesses locales. La quantité d'informations s'accroît avec la circulation.

La signalétique souligne le territoire. Elle l'unifie. Elle en rend les frontières un peu plus visibles. Elle fait son affaire du passage

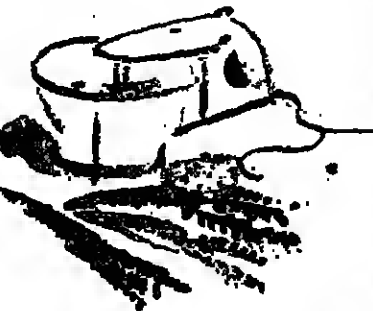
**Orienter, c'est proposer un monde à diverses vitesses, plusieurs niveaux de lecture et de connaissance**

d'un pays à un autre, d'un bâtiment à un autre, d'une fonction à une autre. Après la chute du mur de Berlin en 1989, la constitution d'un seul réseau de transports publics exigera la refonte totale de sa carte, de ses carnets de tickets, ainsi que des couleurs des bus et de la tenue des employés. Pour une meilleure lisibilité, le travail des graphistes de Meta Design les conduira à intervenir sur la définition des trajets d'autobus. La signalétique ne se contente plus de gérer quelques signes dispersés. Elle se justifie lorsqu'elle associe l'urbanisme, le paysagisme, l'architecture, le décorateur et prend en compte avec eux l'ensemble d'une identité visuelle. La stratégie des signes ne veut plus rien laisser au hasard.

Après avoir investi lentement l'espace routier, c'est dans l'univers urbain qu'elle s'impose. Elle accompagne les plans de circula-

tion, aide l'automobiliste à trouver son but. Puis elle le happe au sort de son véhicule, du train ou de l'avion. Elle précède le piéton de l'extérieur vers l'intérieur. Les grands ordonnateurs des espaces automobiles et piétonniers, des espaces publics et privés sont de même famille, comme en témoigne Jack Kinnell. Ce typographe britannique a créé la signalétique de l'aéroport de Gatwick dans les années 50, avant de redéfinir, à partir des années 60, celle de l'ensemble du réseau routier de Grande-Bretagne. Un travail exemplaire qu'il devait poursuivre pour les chemins de fer, les forces armées, des hôpitaux et des aéroports. Car après les campagnes et les villes, les centres commerciaux et les grands bâtiments sont considérés comme autant de lieux de passage.

Les critères de lisibilité dans un musée et dans un stade ne sont pas forcément les mêmes. La signalétique prétend rendre compte de l'esprit du lieu, parfois l'accentuer. Chez Ruedi Baur (Intégral), on défend l'idée d'une signalétique « transparente », qui ferait son travail d'orientation et d'information sans que les visiteurs la remarquent. Un paradoxe difficile à tenir si l'on se souvient à quel point elle a partie liée à l'identité visuelle. A la Cité Internationale de Lyon (qui regroupe Palais des congrès, Musée d'art contemporain, bureaux et commerces, en attendant un hôtel de luxe et un multiplexe), le passage de la signalisation routière traditionnelle à celle de la cité (réalisée par Intégral) est remarquable. L'effet est accentué par le marquage au sol des parkings, non plus constitué de chiffres et de lettres, mais de mots et de jeux de mots, plus faciles à mémoriser.



manipulateur. Même si la purée n'est pas aussi fragile qu'une mayonnaise, les experts lui conservent une préférence absolue et les spécialistes s'insurgent contre l'échouement fatal qui s'empare des légumes et des mélanges tentés sans précaution dans les appareils électriques. Trop vite, trop chaud, hâti et approximatif.

Les Anglais, ou plus exactement Kenwood, un as du robot, vient de mettre fin à ce cas d'exception. Désormais, l'huile de coude n'est plus indispensable pour presser doucement et passer finement potages et purées: ce moulin à légumes, avec ses deux grilles au choix, retient les fils des poireaux et écrase la pomme de terre jusqu'au dernier grumeau, conforme à

ses ancêtres de l'âge du fer. Le Passi KP100 se pose sur une casserole ou une jatte (livrée avec). Il est léger (corps en ABS, grilles en métal), se tient bien en main. Et répond électriquement à la pression d'un doigt (petit moteur à bruit modéré). Mais il conserve aussi les particularités appréciables des sans-fil. Pas de surchauffe, il tourne lentement, à soixante tours-minute. Et surtout dans les deux sens, marche avant avec possibilité de revenir en arrière. Il fallait y penser... mon cher Watson.

M. Ch.

\* Kenwood, Passi KP100, 50 watts, livré avec deux grilles et un bol en ABS blanc. Prévu pour des récipients de 14 cm à 28 cm de diamètre, 299 F. A la Samaritaine et dans les magasins spécialisés.



Selon Intégral, la signalétique doit éclaircir l'espace, hiérarchiser les informations, ordonner les signes, leur laisser une chance face à la publicité et « tout ce qui brouille les cartes ». « A Lyon, dit Ruedi Baur, nous avons choisi délibérément des textes plus petits que la normale, pour faire baisser les voix et susciter un certain calme. » Architecte de l'ensemble (qui ne devrait être achevé qu'à l'été 1998), Renzo Piano a demandé au graphisme « d'apporter de la vitalité à un espace trop cohérent », de lui procurer une « temporalité ». Pour une fois, la collaboration entre architecte et graphiste va se poursuivre de l'espace public à l'espace privé, jusqu'aux quinze salles du multiplexe « grâce à la flexibilité de la signalétique qui permet sa différenciation ».

Les derniers espaces vierges de signes sont en train de disparaître. Du moins en Europe. Devant l'efflux des visiteurs, même les sanctuaires qui constituent les parcs nationaux ont eu besoin de leur médiation. Pierre Bernard (Atelier de création graphique) vient de définir une charte graphique des parcs nationaux de France librement inspirée par le travail de Massimo Vignelli pour les parcs américains. Une tourbillonnante Voie lactée, dont les étoiles sont constituées de silhouettes de plantes et d'animaux, forme leur emblème. Elle apparaît sur le dra-

peau, en médaillon sur la poitrine des gardes et sur les portières des véhicules de service. Le dessin s'inscrit dans un carré bleu nuit, auquel est ajoutée la mention « Protection de la nature ». Outre ces objets, l'identité visuelle est complétée par l'édition de cartes et de cartes postales, ainsi que l'uniforme des gardes, conçu avec des designers de vêtements de montagne.

La signalétique, forme et emplacements, est conçue pour « servir le paysage ». Les directions et les noms de lieux sont gravés sur d'étroites plaques de stratifié jaune, visibles de loin malgré leur taille, où peuvent s'inscrire les repères des sentiers de grande randonnée. Orienter, c'est canaliser discrètement, donc proposer un monde à plusieurs vitesses, plusieurs niveaux de lecture et de connaissance. L'espace des parcs comprend beaucoup d'interdictions (pêche, chasse, feu), et Pierre Bernard a conçu une cinquantaine de pictogrammes, « en essayant de ne pas réinventer quand ce n'était pas nécessaire », qui devraient s'inscrire sur les « portes » qui marqueront leurs entrées. « En problematicité des parcs est contradictoire, estime le graphiste. Il faut les préserver et les faire partager. Comme pour les musées et les œuvres d'art. »

Jean-Louis Perrier

### LIEU

## La lingère du viaduc

IL FUT UN TEMPS où le blanc était blanc. En janvier, juste après les fêtes et avant les soldes, c'était la saison du blanc, moment de réflexion de la maison sur elle-même, sur son fonds de roulement, son usure, et son renouvellement. Un jour, le linge prit des couleurs: comme s'il fallait symboliser par un arc-en-ciel de diversité les nouvelles règles de liberté que, à partir des années 60, la société voulait s'accorder - liberté individuelle, nouvelles relations avec le corps, nouveaux codes entre les générations.

Le décor et les usages domestiques, eux aussi, allaient tirer parti des révolutions technologiques et entrer dans le cycle des modes. Le rite commercial de la saison, en janvier, continuait. D'usuel et d'universel, le blanc était devenu un choix. Blanc précieux ou blanc simple, mais plus jamais blanc obligé.

Les laveries-salons, où l'on ne cause pas beaucoup autour des machines et des sècheuses à tambour, ont remplacé ces boutiques bleues, largement vitrées, avec le « gling » de la sonnette au-dessus de la porte, où des repasseuses, vouées au sans-pili, sans-tache, s'appliquaient à rendre toujours plus vraie une certaine idée de la page blanche. Le linge frais comme prière laïque pour la journée qui commence.

### SECRETS D'ARMOIRE

En suspendant aux cintres et en affichant bien haut le résultat impeccable, translucide, amidonné, de leurs travaux de patience les plus fins: aubes de communiant, tenues de baptême, robes de mariée, jolis, valises, festons, dentelles et broderie anglaise, ces artisans soulignent leur office d'antichambre des cérémonies. On retrouve, dans un tout autre environnement, cette ambiance monacale, avec les grandes tables tendues de lin, dans l'espace voûté de pierre claire où Marie-Lavande a accroché son enseignes, avenue Daumesnil, à Paris.

Modernes lavandières: cinq employés font tourner l'idée lancée d'abord à Villeneuve-le-Roi, puis à Paris, par Joëlle Serres, dame venue de la finance à la rencontre de sa vocation de restauratrice d'œuvres d'art, une formation qu'elle avait suivie en exerçant pendant quinze ans dans les hauts et les bas de la Bourse. Elle arriva la première, pour installer ses tréteaux, ses fers et ses eaux vives, en 1994, sous l'une des arcades de ce viaduc des arts, suite d'ateliers et de vitrines de métiers spécialisés, qui devenait le fronton visible, sous l'ancienne ligne de chemin de fer, d'un quartier en transformation, le faubourg Saint-Antoine, patrie du meuble.

Quand on parlait de « beau linge » pour désigner les classes aisées de la société, c'était au temps où le temps des pauvres était si mal rémunéré que les autres avaient toujours les moyens de s'offrir confort et qualité de service. Aujourd'hui, la finition, le fait-main, le temps passé ont le prix de leur rareté. Ce qui rapproche cette blanchisserie de « fin » d'un atelier d'artisanat d'art, où l'on se propose aussi de mener à bien de véritables entreprises de restauration: broderies de draps anciens réparées et complétées, dentelles délicatement reprises, motifs rafraîchis, taches évanouies, brûlures de cigarette escamotées. La première opération étant de blanchir ce qui souvent a jauni dans l'oubli d'une armoire. Mais l'entretien courant de linge de qualité, les plâtres de draps à la mesure des étagères, les exercices de géométrie, cassé carré, cassé losange, pour des nappes d'apparat, les silhouettes animalières pour les serviettes d'un banquet, sont aussi au programme de cette « maison fondée en 1986 », qui béat deux cents robes de baptême par an et qui a choisi de rendre ses couleurs au blanc.

Michèle Champenois

\* Marie-Lavande, 83, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél.: 01-44-67-78-78. Fermé le lundi. Repassage de draps, à partir de 204 F pièce; nappes brodées, 93 F le m<sup>2</sup>; traitement de taches jaunes, 185 F; pliage de nappes façon XVII<sup>e</sup>, 203 F le m<sup>2</sup>; restauration de linge ancien, sur devis.

### La purée électrique

On n'en a jamais fini avec les robots ménagers. Leur nom même de robot dit bien que les fabricants ne désespèrent pas de multiplier par la mécanique les bras, les mains, et jusqu'aux tours de main, qui sauraient suppléer en douceur à tous les gestes que requiert la préparation du repas. Petit moulin hachoir pour les petites herbes, grand moulin hachoir pour la viande, essoreuse à salade, appareil multiplexe pour râper les légumes, trancher les pommes de terre en fines rondelles, ou en moyennes rondelles, ou en frites, broyeur express de potages, mélangeur-pétrisseur de pâte à tarte, émulsifonneur de mayonnaise, batteur de blancs en neige, sans parler des toasters, grille-pain, moulins et machines à café, affectés à l'horaire

particulier du petit déjeuner. Les cuisines en sont pleines, les surfaces encombrées, et les accessoires se perdent en vrac dans les tiroirs.

Jusqu'à présent, un outil résistait: le moulin à légumes. Le vrai, l'antique, la véritable invention qui fit la fortune de M. Mantelet et de l'entreprise française aujourd'hui fort mal en point à Aleçon, qui, sous le nom de Moulinex, bâtissait un empire au rythme des tours de manivelle. Le moulin presse-purée, avec sa grille fine et sa grille moyenne, résistait pour d'excellentes raisons. Il réussissait là où aucun robot ne pouvait rendre le même résultat. Précis, sélectif, se refusant à « brutaliser » les aliments, il restait sous contrôle de la main du

**ACHATS - VENTES**  
LINGOTS - PIÈCES OR - \$ U.S.  
MONNAIES DE COLLECTION  
transactions sur l'or coté  
Pièces argent 5F - 10F - 50F  
**Cours journalier**  
Règlement immédiat  
COMPTOIRS SAVOYARDS  
19, rue de Rome  
75008 PARIS. M<sup>o</sup> St Lazare  
01.45.22.93.02

LES LUNETTES  
**STARCK**  
EYES  
SONT CHEZ  
*Ernst & Young*  
5, rue de Castiglione  
Paris 1<sup>re</sup> (place Vendôme)  
Tél.: 01-42-60-63-64

**Fourrures NORBERT**  
Créateur - Médaille de la  
Reconnaissance Artisanale  
Vente et transformation  
de votre ancienne fourrure  
en pelisse ou réversible  
garde frigorifique  
82, bd Murat - 75016 PARIS  
01.47.43.17.02

**sangriff** Vêtements pour Hommes et Femmes  
Cuir - Peaux laines - Microfibres  
Les Grandes Marques à Prix Discount  
**en SOLDES !!!**  
CERNUTI - JEAN LOUIS SCHERRER - Y. ST LAURENT - REDSKINS - PIERRE CARDIN  
GUY LAROCHE - KARL LAGERFELD - CHEVIGNON - SCHOTT - AVIREX etc... etc...  
(Dans la limite des Stocks disponibles)  
16, Place de la République - Paris 10<sup>ème</sup> (angle du bd St Martin)  
Métro République - Tél.: 01.42.41.36.30

**fouks**  
Paris  
**SOLDES**  
Manteaux - Tailleurs - Vestes  
et double-face  
Salon de vente au 1<sup>er</sup> étage  
Du lundi au vendredi de 9 h à 18 h  
89, rue Réaumur - 75002 PARIS

**FOURREUR Michel Muller**  
Création jeune  
Fourrures, Mouton retourné  
Rénovation, Transformation  
Diffusion J.L. Scherrer & Guy Laroche CB AE  
100, av. Daumesnil - 75012 PARIS - 01.44.43.76.78  
Chaque semaine retrouver la rubrique  
**ESPACE BOUTIQUES** contactez le  
01.44.43.76.78 - 01.44.43.77.311







22

## CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1997

**INAUGURATION** Le Musée de la musique ouvre ses portes le 18 janvier. Neuf cents instruments y balisent un parcours qui associe l'évo-

lution de la facture instrumentale, l'histoire de la musique, de la notation et des grands courants esthétiques. Une réussite si l'on admet le principe d'exposer des instruments

comme autant d'œuvres d'art. ● GRÂCE au mécénat d'EDF, des cuivres oxydés ont pu être restaurés avec talent. Leur maintien en bon état est d'ores et déjà probléma-

tique puisque l'hygrométrie nécessaire aux instruments en bois ne leur convient pas. ● APRÈS bien des tergiversations, l'aménagement intérieur du musée a été confié à Franck

Hammoutène. L'architecte a dû intégrer son travail dans celui de Christian de Portzamparc, qui a conçu l'ensemble de la Cité de la musique. Le résultat est une réussite.

## Les instruments prisonniers du Musée de la musique

Installées dans la partie est de la Cité de la musique, à Paris, les collections retracent l'histoire des compositeurs et celles de leurs outils. Mais peut-on enfermer un Stradivarius sous cloche ?

LE MUSÉE de la musique est un enfant de la République : en 1993, la Convention nationale décidait de créer une collection d'instruments. Deux années plus tard, le Conservatoire abritait un « cabinet d'instruments anciens et de ceux à nos usages qui peuvent par leur perfection servir de modèles ». C'est à une magnification de cet acte fondateur que se livre le nouveau musée : quantité de métiers liés à la facture, à la restauration s'exercent dans ses couloirs. Mais il ne s'agit plus seulement de conserver des modèles, mais d'écrire l'histoire. Neuf cents instruments sont certes accrochés dans des vitrines, posés sur des estrades, alignés à la parade, mais ils éclairent une muséographie pédagogique qui occupe 3 000 m<sup>2</sup> divisés en neuf chapitres. Des bornes interactives et des casques à infrarouge permettent à chacun de musarder, comme il l'entend et comme il le veut, dans des espaces vivants, voire ludiques. Le Musée de la musique est un CD-ROM incarné.

L'instrument, l'écriture, la notation, la composition, l'architecture de salles de concert archétypiques, l'acoustique qu'elle détermine, le public, le concert et l'iconographie sont donc pris en compte pour expliquer l'évolution de l'histoire de la musique savante occidentale de la Renaissance au studio de Pierre Schaeffer et à l'écrit. Manquant évidemment ce que les collections ne renferment pas. Ce n'est pas la que l'on pourra découvrir les musiques extraterrestres d'hier et d'aujourd'hui, sauf de façon fugace. Mais Marie-France Calas, conservateur en chef du Musée, s'est souvenue qu'elle le fut à la Phonothèque nationale. Elle a tenu à exposer le phonographe d'Edison et quelques-unes des machines de reproduction sonore qui ont bouleversé la diffusion musicale. Y compris la lampe à diode inventée par l'Américain Forest dans les premières années du siècle. Une invention qui a permis l'essor de la radio et de l'industrie musicale, et dont les descendants que sont les transistors et autres circuits intégrés permettent aujourd'hui d'écouter ce musée grâce au casque. Si l'on admet le principe, le Musée de la musique est

doit une réussite exemplaire... même si la notion de progrès y est trop présente pour ne pas agacer.

Ce que l'on peut penser sur le fond d'une telle institution est autrement négatif. Le plus difficile à admettre, ce que les musiciens récusent dans leur majorité, c'est l'idée que l'on enferme des instruments dans des vitrines. Aucune objection à l'exposition des instruments que plus personne ne joue, à ce que l'on protège ceux qui sont quasiment incalculables, parce que produits de l'industrialisation (les pianos de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple), que l'on conserve des prototypes liés à des inventions déterminantes, mais quelle pitié de voir vio-

lons, violoncelles, altos, luths, guitares, claviers, clavicores réduits à l'état d'objets muets ! D'œuvre d'art ? Un instrument de musique n'est pas une œuvre d'art - sauf, peut-être, un clavier peint par un artiste peintre. C'est un outil qui permet aux musiciens de produire de l'art. Cette idée de considérer un instrument de musique comme un objet de contemplation relève de la supercherie et du mépris pour ceux à qui ils sont destinés. On rétorquera que ces collections ont permis de faire parvenir jusqu'à nous des instruments de musique en bon état. Cette justification revient à féliciter les zoos de réintroduire dans la nature des animaux en voie de disparition. Cela

renseigne avant tout sur la capacité de l'homme à détruire. Mais si l'on a défendu des centaines de claviers pendant la Révolution, il y a longtemps que les instruments anciens ne servent plus de combustibles.

Il a été difficile de convaincre les conservateurs de laisser jouer ces instruments. Ils le seront de temps en temps dans un petit auditorium. Comme on permet à un prisonnier de faire quelques pas dans la cour ? Un Stradivarius, un Guarnerius, un Pic, un Lupot, un Vuillaume, un archet de Tourte, une guitare baroque, un clavier n'existent qu'en tant que les mains d'un artiste. Exposés, les plus beaux instruments à cordes ne sont rien d'autre qu'un assemblage de

pièces de bois maintes fois copié par des luthiers sans qu'ils parviennent jamais à en percer le secret : les sons que peuvent en tirer un Menuhin, un Heifetz, un Milstein, une Mutter, un Perlman. Des artistes qui auraient de toute façon su faire sonner un violon d'étude. C'est là tout le paradoxe : mis entre les mains d'un interprète malhabile, le plus beau « Strad » du monde n'est rien.

Sans doute eût-il été plus pertinent de faire un musée des arts et des métiers de la lutherie. On y aurait montré la fabrication des instruments depuis l'origine des temps et la façon dont compositeurs et facteurs travaillaient de concert. Oublier tout fétichisme, photographier, tirer tous

les plans que l'on veut des plus beaux spécimens connus, les enregistrer, les filmer avant de les laisser vivre leur vie. Les organistes sont chanceux, personne n'a encore eu l'idée de démonter un Cléopâtre ou un Cavalli-Coll ou un Silbermann pour l'immerger dans un musée. Il y a pas de baléines dans les zocos.

Alain Lompech

★ Musée de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. Tél. : 01-44-84-44-84. Du mardi au samedi, de 12 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Renseignements, tél. : 01-44-84-45-45, 35 F.

## Un procédé électrolytique ressuscite la collection Sax

EN 1842, un jeune musicien belge de vingt-neuf ans à l'imagination fertile arrive à Paris avec un instrument à vent de son invention. Fils de Charles-Joseph Sax, lui-même facteur d'instruments spécialisé dans les cuivres, Adolphe vient présenter son « saxophone ». D'autres trouvailles moins connues suivront, comme le saxhorn ou le saxotromba. Au total, père et fils, souvent rivaux par les critiques, déposent une centaine de brevets et s'associent pour construire et perfectionner des instruments à vent. Leur fabrique compte jusqu'à deux cents ouvriers, mais l'entreprise familiale, peu éparpillée par la concurrence et plus ingénieuse dans le domaine de la technologie que dans celui de la finance, connaît plusieurs faillites. En 1877, à la suite d'un de ces revers de fortune, une solbaknante d'instruments sont rachetés par l'État.

Depuis cette date, plus rien ou presque. Pour sa grande majorité, la collection Sax dormait dans le grenier du Musée instrumental du conservatoire de Paris, rue de Madrid. Quand, à l'instar de la Belle au bois dormant, on voulut, après plus d'un siècle d'oubli ou de dé-

dain, les sortir de leur léthargie, les cuivres étaient tout oxydés. Comme l'explique Olivier Morel, restaurateur agréé par la direction des Musées de France, « la mince pellicule d'argent qui recouvre le laiton avait été attaquée par le soufre en suspension dans l'air. Ce diastase de soufre provient surtout des usines et des gaz d'échappement des automobiles. Certains instruments étaient tout noirs et l'argent tombait en poussière ou n'adhérait plus au laiton ».

### AVENTURE CHIMIQUE

Fas question, dans ces conditions, de recourir à un nettoyage mécanique : la couche d'argent, fragile et épaisse de seulement 2 microns, s'écarterait et résisterait. Pas question non plus de tricher avec l'histoire en « réargentant » les instruments. Pour ne pas altérer le travail des Sax, il fallait emprunter le chemin inverse de l'oxydation, ce qu'on chimie on ommme réduction. Idée simple mais réalisation délicate. Avec le concours de l'Ecole centrale, qui a « prêté » deux élèves ingénieurs peodant deux ans, un laboratoire d'EDF, Valectra, a mis au point un processus de traitement par électrolyse dont le principe est de dissocier les

ions sulfure en laissant les ions argent. « L'instrument, explique Olivier Morel, est immergé dans une solution neutre traversée par un courant électrique bien déterminé pendant un temps lui aussi bien déterminé. L'argent qui reste adhérent à la surface du laiton de façon assez homogène. Mais on a perdu ce qui était irrémédiablement abîmé : on ne peut pas complètement revenir en arrière. » Quand le procédé fut bien rodé, EDF, dans le cadre de ses actions de mécénat technologique et scientifique, le mit gracieusement entre les mains expertes d'Olivier Morel, qui restaura, dans ses deux ateliers de Besançon, 300 instruments, soit le tiers de ceux qui sont exposés au Musée de la musique.

L'aventure chimique de la collection Sax n'est pas terminée pour autant : seule leur conservation dans des vitrines hermétiquement closes lui permettrait d'affronter sans souci les siècles à venir. Mais ce n'est pas le cas, comme le regrette Joël Dugout, technicien de restauration au Musée de la musique. « Certaines vitrines sont posées à même le plancher composite fait d'aggloméré recouvert d'une couche de hêtre de quelques millimètres d'épaisseur », explique-t-il. Or bois et colles à bois, en raison des gaz acides et autres produits chimiques qu'ils dégagent, ne font pas bon ménage avec les cuivres.

Depuis trois ans, le laboratoire du Musée mène des expériences pour trouver le moyen de réduire au minimum l'oxydation des instruments exposés. Or été ainsi testés des tissus imprégnés de sels d'argent devant servir de « pièges » à dioxyde de soufre et des inhibiteurs de corrosion. Mais, comme le fait remarquer Joël Dugout, un Musée de la musique est un casse-tête pour qui veut protéger tous les instruments. La température et la lumière, par exemple, peuvent avoir des effets catalytiques sur les dépôts de corrosion. En cela, le choix de l'éclairage par fibre optique ne pouvait être meilleur, puisqu'il ne diffuse ni chaleur ni rayons ultraviolets. Quant au degré d'humidité retenu - 55 % d'humidité dans l'air -, s'il convient au bois, il s'avère bien trop élevé pour les métaux et trop bas pour l'ivoire, qui risque de se dessécher et de se fendiller. Or certaines flûtes comportent à la fois bois, ivoire et métal.

Frédéric Edelmann

Pierre Barthélémy



## Franck Hammoutène, le dresseur de chameaux

MARIAGE pour le meilleur et pour le pire, ou divorce à l'italienne. Rien de tout cela et pourtant toutes ces images peuvent convenir à la rencontre de Christian de Portzamparc, architecte de la Cité, et de Franck Hammoutène, maître d'œuvre du musée. Le paradoxe vient simplement de l'obligation, pour le second d'investir les espaces conçus par le premier. Il y a à peine une décennie, et d'imposer la force de sa signature face à la vitalité expressive léguée par le seul détenteur français du prix Pritzker. Car Portzamparc, musique oblige, n'aura pas hésité sur le lyrisme architectural pour ce musée qu'il espérait sans doute lui-même achever. Sans quoi les circulations, les salles, les étages, les hauteurs sous plafond auraient inévitablement été de facture moins personnelle. Et peut-être pas du goût du maître d'ouvrage. L'établissement public du Parc de la Villette, qui a à prendre en compte, notamment, les vœux du ministère de la culture.

On hésite, on tergiverse. On fait appel à Richard Peduzzi, qui ne se voit pas marcher sur la traîne de Portzamparc, et s'impose moins encore, en raison même de leurs affinités. Jack Lang, se serait alors donné comme principe la participation de divers architectes pour l'achèvement des espaces intérieurs des grands travaux. Quoi qu'il en soit, dès 1990 on organise

un concours à l'issue duquel le jury, Portzamparc compris, choisit Hammoutène. Un maître d'œuvre à l'architecture noire, impétueuse, impérieuse, autant que celle de Portzamparc est blanche, sensible, civile. De son côté, Henri Loyrette, qui n'était pas encore directeur du Musée d'Orsay, hérité de la conception du programme muséographique, chargé de parachever le travail engagé par François Lesure et Florence Gétreau. Tout cela se serait fait dans la meilleure entente et sans le moindre grincement de dents, ce qu'on est libre de ne pas croire.

### ACCIDENTS DE PARCOURS

Après les accidents humains, les accidents de parcours n'ont pas manqué de venir masquer l'essentiel, à savoir le musée. Un premier parqué raté prend ainsi des allures de cataclysme. Puis on s'aperçoit que l'humidité de l'air se livre à d'agaçantes piroettes enfantant des condensations surprises au niveau des menuiseries extérieures, et participant peut-être aux marbrures de la voûte qui abrite l'ensemble. Dans un milieu où l'hygrométrie est un souci proportionnel au caractère précieux des bois, tout cela a dû taper sur le système de la maîtrise d'ouvrage au moins autant que l'irruption de la lumière, joliment organisée par Portzamparc, mais peu favorable à la conser-

vation des instruments. Il y a ce que la technique sait faire pour ajuster heureusement l'expression de la nature aux nécessités vitales de la lutherie. Et il y a ce que l'architecture peut faire. Sur ce plan, on ne peut que tirer un coup de chapeau à Franck Hammoutène. Il parvient à donner aux responsables du musée un outil splendide. Il donne en outre au musée une personnalité et une esthétique qui lui sont propres sans effacer pour autant l'architecture d'origine.

D'étage en étage, à travers les neuf séquences didactiques du parcours, c'est 3 000 mètres carrés qu'on est conduit à parcourir sans que jamais la curiosité s'endorme. Chaque moment, chaque espace a son originalité propre, qui tire parti du travail de Portzamparc, de ses curiosités spatiales, sans pour autant endosser toutes les préciosités dessinées par le lauréat du Pritzker. Côté parc, chacune des ouvertures a en effet sa particularité, sortes d'outils monumentaux, elles aussi « musicomorphiques », ou simplement bizarroïdes. Côté cour, en revanche, les fenêtres adoptent un parti pris de banalité régulière, assaisonnée de couleurs aquarelles, pimantée par la morphologie globale du bâtiment. Face à cela, Hammoutène répond par une écriture homogène qui filtre ad libitum la lumière du soleil.

Des couleurs sombres qui lui sont chères, il fait s'ouvrir une lumière qui lui est propre, imprégnée des couleurs du bois, du béton, de l'acier des vitrines, et qui caresse les instruments, alignés comme à Fontenay face à un public souvent libre de les prendre à revers. De belles vitrines dont les verres s'étirent, attirant en même temps le visiteur dans un dédale qui, sans être labyrinthique, est chargé du double mystère de sa double conception d'origine. Les claviers restent à l'air libre sur des aires au sol de béton lissé, ou sur des estrades qui marquent la distance, le respect dû aux objets de musée, et donc la souffrance muette de l'instrumentiste.

En architecture, on appelle chameau un défaut structurel, fruit de l'étourderie du dessinateur ou d'une erreur de construction révélée sur le tard. Un chameau est rarement très méchant. C'est un passage trop étroit, une marche trop haute, un plafond trop bas... Le mariage forcé de deux architectes peut donner naissance à de tels animaux qu'il faut alors dresser. Hammoutène est un bon chamelier, un digne des Mille et une Nuits qui sait faire parler, et même chanter les bêtes. C'est ainsi que la voix humaine prend à son tour sa place dans le concert de la Villette.

**WAGRAM ANTIQUITES**  
Exposition Exceptionnelle  
Du 6 au 31 Janv. 97  
**ART CHINE - JAPON**  
Jade-Corail-Rubis sculptures etc...  
62, Av. de Wagram 75017 Paris  
Tél. : 01.46.22.09.93

**MAISON GALLET**  
RECHERCHE TABLEAUX  
ANTIENS, MODERNES,  
OBJETS D'ART, MEUBLES  
ANTIENS, SCULPTURES,  
époque ou de style. Estimation  
gratuite. Partage de succession.  
Déplacements Paris/Province  
71, bd Malesherbes  
75008 Paris, M<sup>o</sup> St Augustin  
01.43.87.36.00

**Exposition Pierre Soulages**  
« L'œuvre gravé »  
15 janvier - 31 mars 1997  
ESPACE 13 - Galerie d'Art du Conseil Général des Bouches-du-Rhône  
21, cours Mirabeau - 13100 Aix-en-Provence  
Tél. : 04 42 93 03 67  
Ouvert tous les jours de 10h30 à 18h00.

Chaque semaine,  
retrouvez la rubrique  
«RENDEZ-VOUS  
DES ARTS»  
Renseignements au :  
01.44.43.76.20  
(Fax : 01.44.43.77.31)



**Le metteur en scène monte  
« Tout comme il faut »**

Cette année, Jacques Lassalle rôde du côté des Batignolles. A l'imitation de Félix Ascat, direc-

**Les Bonnes, de Genet**  
Inspirée d'un fait divers retentissant, *Les Bonnes*, de Jean Genet, offre autant une trame quasi policière que celle d'un drame criminel, celle d'une trame presque religieuse, celle d'un cérémoniel exploitateur dont on sait la part de dérision. Philippe Adrien, le metteur en scène, sait ouvrir les sens d'un texte, ouvrir les sens de celui qui le perçoit, ouvrir les possibilités d'interprétation pour les acteurs comme pour les spectateurs. Le rôle de Madame est magistralement tenu par Jeanne Balibar ; Catherine Hiegel et Dominique Constanza jouent les deux sœurs avec charme et séduction. Toutes trois sont les héroïnes effrayantes de ce simulacre du servage. Cette pièce a été créée dans le même lieu en novembre 1995.

**Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6<sup>e</sup>, n° Saint-Sulpice ou Sèvres-Babylone. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 50 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-39-57-00. Durées : 1 h 30. De 65 F à 160 F. Jusqu'au 23 février.**

**Francis Lemarque**  
Il donna à Montand un bouquet de chansons (A Paris, Mi place vaillée, Quand un soldat...), signa de nombreux succès pour Juliette Gréco, André Claveau, Renée La

## NOUVEAUX FILMS

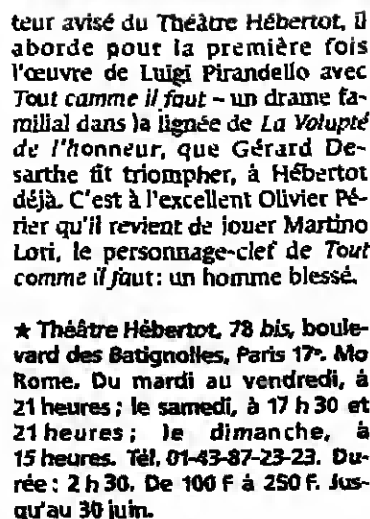
**DIEU SAUT QUOI**  
Film français de Jean-Daniel Pollet  
Studio des Ursulines, 5\* (01-43-26-19-03).

**LYONS OF SEDUCTION**  
Film américain de Barbara Streisand  
VD : UGC Ciné-cité les Halles, 1\* ; Rex :  
2\* (01-39-17-10-00) ; UGC Montpar-  
nasse, 6\* ; UGC Odéon, 6\* ; UGC Ciné-  
ma Gaumont-Bayettes, 8\* ; 14-Juillet Beau-  
renne, 15\* (01-45-75-79-79) ; Pathe Wepler, 15\* (01-42-24-66-24 ;  
réservation 01-40-30-20-10) ; UGC Maitlot-  
77 : Pathe Wepler, 18\* (réservation  
01-40-30-20-10).

**LOST IN TRANSLATION**  
Film américain de David Lynch  
VD : UGC Ciné-cité les Halles, 1\* ; Bre-  
tagne, 6\* (01-39-17-10-00) ; réservation  
01-40-30-20-10) ; UGC Danton, 6\* ;  
Gaumont-Cinéma-Bayettes, 8\* (01-43-  
27-84-50) ; UGC Cinéma de la Sorbonne, 15\* ;  
Majax Linder Panorama, 8\* (01-48-  
24-88-88 ; réservation 01-40-30-20-10)  
10) ; Majestic Bastille, 11\* (01-47-00-  
02-48 ; réservation 01-40-30-20-10)  
10) ; UGC Cinéma de la Sorbonne, 15\* ;  
45-90-77-00 ; réservation 01-40-30-20-10)  
10) ; Gaumont Alésia, 14\* (01-43-27-  
84-50 ; réservation 01-40-30-20-10)  
10) ; Gaumont Alésia, 14\* (01-43-27-84-50 ;  
réservation 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet  
Beaugrenelle, 15\* (01-45-75-79-79)  
79) ; Pathe Wepler, 18\* (réservation  
01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine  
19\* (réservation 01-40-30-20-10).

**LDVE SERENADE**  
Film australien de Shirley Barlett  
VD : UGC Ciné-cité les Halles, 1\* ; 14  
Juillet Odéon, 6\* (01-43-25-59-83 ; ré-  
servation 01-40-30-20-10) ; Gaumont  
Ambassade, 8\* (01-43-59-19-00 ; réser-  
vation 01-40-30-20-10) ; La Bastille, 11\*  
(01-43-07-48-60) ; Gaumont-Grand  
Ecran l'Alia, 15\* (01-45-75-79-79) ; réser-  
vation 01-40-30-20-10) ; Miramax  
14-Juillet, 15\* (01-47-10-00) ; réservation 01-  
40-30-20-10) ; Sept Paroissiales, 14\*  
(01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beau-  
renelle, 15\* (01-45-75-79-79) ; Pathe We-  
pler, 18\* (réservation 01-40-30-20-10)  
14 Juillet-sur-Seine, 19\* (réservation  
01-40-30-20-10).

**LA NUIT DES ROIS**  
Film britannique de Trevor Munn  
VD : UGC Ciné-cité les Halles, 1\* ; UGC  
Danton, 6\* ; UGC Rotonde, 6\* ; UGC



**bach, Marcel Amont, Patachou, Henri Salvador et d'autres. Auteur et mélodiste populaire, Francis Lemarque est aussi un interprète sensible qu'on a toujours plaisir à retrouver.**

**Théâtre Silvia Monforte, 104, rue Brancion, Paris 15<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Porte-de-Vincennes, 20 h 30, les 18, 19, 21, 22, 23, 24 et 25/17 heures, les 18, 21 et 22/18 h.** 01-45-31-31-96. 30 F et 100 F

**Beethoven Obas**  
Le timbre sensuel, la guitare ondoyante et légère, l'Haïtien Beethoven Obas revient chanter, sur le ton de la confiance, ses ballades veloutées, en laissant filtrer l'émotion et le piquant des mots. *New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Châteaud'Eau, 20 h 30, le 18 F.* 01-45-23-31-41. et 110 F à 130 F (opération « Mairie de Paris, une place pour deux »).

**Monajāt Yulchileva**  
Elle est sans conteste « la » voix d'Ouzbékistan. Accompagnée notamment au luth rabab par le maître qui l'a formée, elle se cambre devant les usages et interprète un répertoire subtil normalement réservé aux hommes. Subtil et magique.

**Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Châtelet, 20 h 30, le 20 F.** 01-42-74-22-77. 90 F (opération « Mairie de Paris, une place pour deux »).

**Triomphe, 8\*** | La Bastille, 11\* (01-43-47-08-60) ; **Escorial, 13\*** (01-47-07-08-28 04 ; réservation 01-40-30-20-10).

**ROMAINE**  
Film français d'Agnes Obadia  
UGC Ciné-cité des Halles, 11\* | Salm, 11\* (01-47-07-08-28 04 ; réservation 01-40-30-20-10 25) ; Elysée Lincoln, 8\* (01-43-55-35-16) ; Les Montparnasse, 14\* (01-39-17-10-00 ; réservation 01-40-30-20-10).

**THE PILLOW 800K**  
Film franco-britannique de Peter Greenaway  
UGC Ciné-cité des Halles, 11\* (01-40-39-59-40 ; réservation 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, 21\* (01-47-70-33-88 ; réservation 01-40-30-20-10) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Pantheon), 11\* (01-43-47-15-04) ; La Palmyre, 11\* (01-47-07-08-28 04 ; réservation 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8\* (01-43-55-35-16) ; réservation 01-40-30-20-10 | La Bastille, 11\* (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13\* (01-47-07-08-28 04 ; réservation 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parfance, 14\* (réservation 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14\* (01-43-27-84-50 ; réservation 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14\* (01-43-27-84-50 ; réservation 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14\* (01-43-27-84-50 ; réservation 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14\* (01-43-27-84-50 ; réservation 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet sur Seine, 19\* (réservation 01-40-30-20-10).

## LES EXCLUSIVITÉS

LES AVEUX DE L'INNOCENT (Fr.)  
 Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (01-43-37-57-47).  
 LE BOSSU DE NOTRE-DAME (A. v.o.)  
 Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> (réservation)  
 01-40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup>  
 (réservation 01-40-30-20-10); v.f.  
 UGC Ciné-cité des Halles, 1<sup>re</sup>; Rex, 2<sup>e</sup>  
 (01-39-17-10-00); Gaumont Marignan,  
 8<sup>e</sup> (réservation 01-40-30-20-10);  
 George V, 10<sup>e</sup>; UGC Coblentz, 13<sup>e</sup>;  
 Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (réservation)  
 01-40-30-20-10; UGC Convention  
 15<sup>e</sup>; Patné Wepler, 18<sup>e</sup> (réservation)  
 01-40-30-20-10.  
 BREAKING THE WAVES (\*) (Dan.)  
 v.o.; UGC Forum Orient Express, 1<sup>re</sup>  
 Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (01-43-26-84-84  
 65); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>; Biennuelli  
 Montparnasse, 15<sup>e</sup> (01-39-17-10-00)  
 réservation 01-40-30-20-10.  
 LE DERNIER EX (A. v.o.)  
 des Halles, 1<sup>re</sup> (01-39-39-95-40; réservation  
 01-40-30-20-10); UGC Odéon, 8<sup>e</sup>;  
 v.o.; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (01-43-  
 59-19-08; réservation 01-40-30-20-10)  
 10<sup>e</sup>; George V, 8<sup>e</sup>; UGC Opéra, 9<sup>e</sup>

GAUMONT Parnasse, 14\* (réservation 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15\* (01-42-25-75-79); Majestic Passy, 16\* (01-42-44-74-24; réservation 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17\*; Pathe Wepler, 18\* (réservation 01-40-30-20-10); v.f.: UGC Montparnasse, 6\*; Saint-Lazare-Passulier, 8\* (01-43-67-35-43; réservation 01-40-30-20-10); UGC Montparnasse, 9\* (01-42-56-31; réservation 01-40-30-20-10); Les Nation, 12\* (01-43-04-04-67; réservation 01-40-30-20-10); UJ Lyon Bastille, 12\*; Gaumont Gobelins Fauvette, 13\* (01-47-07-55-58; réservation 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14\* (01-43-27-84-50; réservation 01-40-30-20-10); UGC Conventiens, 15\*.  
OANS LA MÊLE (It., u.o.): Latina, 4\* (02-78-47-86).  
OE ESO NO SE HABLA (It.-Arg., v.o.): Latina, 4\* (01-42-73-98-00); 14-Juillet Parnasse, 14\* (01-43-27-84-50; réservation 01-40-30-20-10).  
DESTINÉE (Ind., v.o.): Epee de Bois, 5\* (01-43-37-57-47).  
EVITA (A., v.o.): Gaumont Kinoparane, 15\* (réservation 01-40-30-20-10).  
FAGOTTO (A., v.o.): Cinoches, 6\* (01-46-33-10-82).  
FOR EVER MOZART (Fr.-Suis., All.): Les Trois Luxembourg, 6\* (01-46-33-97-77; réservation 01-40-30-20-10).  
L'Entrepreù, 14\* (01-45-43-41-63).  
FANTASMA (Cub., v.o.): Latina, 4\* (02-78-47-86).  
HENRY ET VERLUN (Can., v.o.): Espace Saint-Michel, 5\* (01-44-07-02-39).  
I. O. (Brit., v.o.): Action Christine, 6\* (01-43-29-13-30); Sept Parnassiens, 14\* (01-42-28-32-20).  
J'AI UN PÈRE MOREAU (A., v.o.): UJ Lyon Cité des Halles, 13\*; 14-Juillet Odéon, 6\* (01-43-25-58-83; réservation 01-40-30-20-10); Gaumont Marnage, 8\* (réservation 01-40-30-20-10); UGC Normandie, 8\*; Gaumont Gobelins Fauvette, 13\* (01-47-07-55-58; réservation 01-40-30-20-10); UGC Normandie (Le Grand Rex), 2\* (01-39-17-10-00); UGC Normandie, 6\*; Paramount Opera, 5\* (01-47-42-56-31; réservation 01-40-30-20-10); UJ Lyon Bastille, 12\*; UGC Gobelins, 13\*.  
Gaumont Parnasse, 14\* (réservation 01-40-30-20-10); UGC Conventiens, 14\* (01-43-27-84-50; réservation 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, 15\* (01-48-28-42-27; réservation 01-40-30-20-10); Le Gambetta, 20\* (01-46-35-10-96; réservation 01-40-30-20-10).  
IRMA VEP (Fr.): Epee de Bois, 5\* (01-43-37-57-47).  
J'ET (Brit., v.o.): Gaumont les Halles, 13\* (01-40-39-99-40; réservation 01-40-30-20-10); Les Trois Luxembourg, 6\* (01-46-33-97-77; réservation 01-40-30-20-10); George-V, 8\*; Sept Parnassiens, 14\* (01-42-28-32-20); Le Camébiens, 14\* (01-43-20-20-32).  
LE NOUVEAU MONDE (A., v.o.): UGC Conventiens, 15\* (01-43-27-84-50; réservation 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, 15\* (01-48-28-42-27).  
LOVE STAR (A., v.o.): Reflet Médias 13\* (01-43-54-34-34).  
LOVE ETC. (Fr.): 14-Juillet Haute-

res Nation, 12° (01-43-43-04-67; ré-  
servation 01-40-30-20-10); Escorial,  
13° (01-47-07-28-04; réservation 01-  
40-30-20-10); Mistral, 14° (01-39-17-  
10-00; réservation 01-40-30-20-10);  
Blenneuve Montparnasse, 15° (01-39-  
17-10-00; réservation 01-40-30-20-  
10); Majestic Passy, 16° (01-40-30-20-  
10); A. réservé; 17° (01-40-30-20-10); Pa-  
thé, 18° (01-40-30-20-10); 19° (réservation 01-40-30-20-10); 14 Juliettes sur-Seine, 19° (réservation 01-40-30-20-10);  
LA PROMESSE (Bel.), 14: Juliette Beau-  
bourg, 3° (01-42-77-14-55); Saint-André-  
des-Arts, 1° (01-41-25-48-18).  
QUAND LES ÉTOILES RENCONTRENT  
LES ÉTOILES (Bel.), 14: Juliette Beau-  
bourg, 3° (01-42-77-14-55); Espace  
Saint-Nicolas, 5° (01-44-07-47-20).  
LA RENCONTRE (Fr.), Saint-André-  
des-Arts, 1° (01-41-25-48-18).  
LA ROBE (Hol., v.o.): Épée de Bois, 5°  
(01-43-37-57-47); Juliette Haute-  
feuille, 6° (01-46-33-79-38; réserva-  
tion 01-40-30-20-10); Le Saut, 6°  
(01-45-61-10-60); Sept Parnassiens, 14°  
14° (01-43-20-32-20).  
SALUT COUSIN! (Fr.-Alg.-Bel.-Lux.),  
Espace Saint-Nicolas, 5° (01-44-07-47-20-  
49).  
LE SAKOFA (Ghanéen, v.o.): Le Cinéma  
des cinéastes, 17° (01-53-42-40-20).  
LA SEPTIÈME DEMOISE (Fr.-H.-Hong-  
Poi., v.o.): Action Christine, 6° (01-43-  
29-11-30).  
LA SERVANTE AIMANTE (Fr.), L'Entre-  
pôt, 14° (01-43-41-61-53).  
LES SEPT ÉTOILES (Bel.), 14: Juliette Beau-  
bourg, 3° (01-42-77-14-55).  
THE INCREDIBLY TRUE ADVENTURES  
OF TWO GIRLS IN LOVE (A., v.o.): 14:  
Juliette Beaubourg, 3° (01-42-77-14-55).  
JOUR TARD (Fr.-Rou., v.o.): 14:  
Beaubourg, 3° (01-42-77-14-55); Juliette  
Beaubourg, 6° (01-43-25-59-83; ré-  
servation 01-40-30-20-10); 14: Juliette  
Parnasse, 6° (01-43-25-58-00; réserva-  
tion 01-40-30-20-10); 14: Juliette Bas-  
tille, 11° (01-43-57-90-81; réservation  
01-40-30-20-10).  
UN AIR DE FAMILLE (Fr.), UGC Ciné-  
cité des Halles, 11°; 14: Juliette Odéon, 8°  
(01-43-25-59-83; réservation 01-40-  
30-20-10); UGC Montparnasse, 3°  
Gauguin Ambassade, 8° (01-43-59-  
19-08; réservation 01-40-30-20-10).  
Le Triomphe de Gauguin, 01-43-59-  
19-08 (01-43-57-90-81; réservation  
01-40-30-20-10); Majestic Bas-  
tille, 11° (01-43-50-02-48; réservation  
01-40-30-20-10); UGC Gobelins, 13°  
Gauguin Parnasse, 14° (réservation  
01-40-30-20-10); Mistral, 14° (01-39-  
17-10-00; réservation 01-40-30-20-10);  
14: Juliette Bastille, 11° (01-43-57-90-81;  
réservation 01-40-30-20-10); Gaumont Convention  
15° (01-48-28-42-27; réservation 01-  
40-30-20-10); Pathé Wexler, 18° (ré-  
servation 01-40-30-20-10).  
UN ÊTE À LA GOULETTE (Fr.-Tun.,  
v.o.): UGC Ciné-cité des Halles, 11°  
(01-43-50-02-48; réservation 01-40-30-  
20-10); 13: réservation 01-40-30-20-10);  
Le Balzac, 8° (01-45-61-10-60); UGC Opé-  
ra, 8°; UGC Lyon Bastille, 12°; Mistral,  
14° (01-39-17-10-00; réservation 01-40-30-20-10).

**LE PORT DE LANGOISSE (A. v.o.):** Le Champo-Espace Jacques-Tati, 3<sup>e</sup> (01-43-54-51-60; réservation 01-40-30-20-10).

**LE ROI ET L'ŒISEUR (Fr.):** Denfert, 14<sup>e</sup> (01-43-54-51-60; réservation 01-40-30-20-10); Grand Pavlov, 15<sup>e</sup> (01-45-54-46-85; réservation 01-40-30-20-10).

**UN JOUR A NEW YORK (A. v.o.):** MacMahon, 17<sup>e</sup> (01-43-29-79-89).

**LES SÉANCES SPÉCIALES**

**L'APICULTEUR (Gr.-Fr. v.o.):** 14-Juillet/Beaubourg, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55) dimanche 11 h 50.

**ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.):** Grand Pavlov, 15<sup>e</sup> (01-45-54-46-85; réservation 01-40-30-20-10) dimanche 19 h 15.

**LA CITÉ DES FEMMES (fr. v.o.):** 14-Juillet/Beaubourg, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55) samedi 16 h 20, 19 h, 21 h 40.

**EASY RIDER (A. v.o.):** Studio Gama, 5<sup>e</sup> (01-43-28-94-08; réservation 01-40-30-20) dimanche 18 h.

**HELLZAPOPPIN (A. v.o.):** Reflet Médicis 12<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34) dimanche 12 h 15.

**HUIT ET DÈMI (Fr. v.o.):** 14-Juillet/Beaubourg, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55) dimanche 11 h 35, 13 h 45, 16 h 20, 19 h, 21 h 40.

**MAMMA ROMA (Fr. v.o.):** 14-Juillet/Beaubourg, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55) dimanche 11 h 35.

**1900 (Fr. v.o.):** Accatone, 5<sup>e</sup> (01-46-33-66-86) samedi 16 h 40.

**LES MÉDICIS (Fr. v.o.):** Reflet Médicis 12<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34) dimanche 12 h 05.

**LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.):** Accatone, 5<sup>e</sup> (01-46-33-66-86) dimanche 12 h 30.

**SALO OU LES 120 JOURNÉES (Fr. v.o.):** Accatone, 5<sup>e</sup> (01-46-33-66-86) dimanche 19 h 40.

**SATYRICON (fr. v.o.):** Accatone, 5<sup>e</sup> (01-46-33-66-86) dimanche 15 h 30.

**LES TEMPS MODERNES (A. v.o.):** Grand Pavlov, 15<sup>e</sup> (01-45-54-46-85; réservation 01-40-30-20-10) samedi 17 h 10.

**RESTAURANT D'ORPHEE (Fr.):** Grand Pavlov, 15<sup>e</sup> (01-45-54-46-85; réservation 01-40-30-20-10) dimanche 11 h 15.

**THE KING OF NEW YORK (\*\* (A. v.o.):** Le Champo-Espace Jacques-Tati, 3<sup>e</sup> (01-43-54-51-60; réservation 01-40-30-20-10).

**L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS (Fr.):** Ciné 3, 18<sup>e</sup> (01-42-54-15-12; réservation 01-40-30-20-10) samedi, dimanche 20 h.

**LES VOYAGES DE GULLIVER (A. v.o.):** Saint-Lambert, 5<sup>e</sup> (01-45-32-91-68) dimanche 13 h 30.

**THE GREAT MURDER (A. v.o.):** Grand Pavlov, 15<sup>e</sup> (01-45-54-46-85; réservation 01-40-30-20-10) samedi 21 h 15.

**FESTIVALS**

**ACCORABLE ALLEGRI (v.o.)**, Grand Altier  
19 (01-43-28-44-00). Au risque de se  
perdre, sam. 14 h 30, 17 h 30  
20 h 30; Guerre et Paix, lun. 13 h 50  
17 h 15, 20 h 40; La Rose et la Fleurette,  
lun. 14 h 15, 18 h, 20 h, 22 h; Funchal  
Face, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h;  
L'Amant de la femme, mar. 14 h 15, 18 h  
po-Pace Jacques-Tat, 50 (01-43-54-56-  
51-50). Le Grand Altier, sam. 18 h; Re-  
becca, dim. 13 h 45, 17 h 50; Mais que  
a tué Harry T, lun. 15 h, 17 h 30; Le  
Enchâné, mar. 14 h 10, 18 h 10;  
**AVANT-PEU-RE (v.o.)**, Les deux  
L'Amant de la femme, mar. 14 h 15, 18 h  
19 (01-43-28-44-00), les Com-  
munes du diable, mar. 20 h 30.  
**CIAD MARCELLE (v.o.)**, Actrice  
Christine, 6 (01-43-29-11-30). Olympe  
à l'italienne, sam. 16 h 30, 19 h;  
21 h 30; lun. 16 h 30, 19 h, 21 h 30;  
mar. 16 h 30, 19 h, 21 h, 30; ven.  
16 h 30, 19 h, 21 h 30.  
**CINÉ-CLUB CHAÛDE-JEAN PHILIPPE**  
l'Arlequin, 6 (01-45-44-28-80). l'His-  
toire d'Adèle H, dim. 11 h.  
**CINÉ-CLUB JUNIORS**, Le Cinéma de  
d'années, 17 (01-53-40-40-20), les  
d'années, 17 (01-53-40-40-20).

**CINÉ-DÉBAT**  
SUR LE SERVICE PUBLIC, Le République, 1<sup>er</sup> (10-48-05-51-33). Faîtes vous, jeun, mar 19 h 30 p.

**CINÉ KIDS (v.f.)**, *Ug Graciosa*, 8 rue de la République, 10 h, 11 h, 12 h, 13 h, 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h.

**CINÉMA EN RELIEF (v.f.)**, Cité des Sciences, Cinéma Louis-Lumière, 15 (10-40-05-81-28). Le Monde fascinant des matériaux, sam. 18 h, dim. 10 h.

**CYCLE DAVID LYNCH (v.o.)**, Le Champs-Élysées, 15 (10-48-54-52-34). 1. *Incubus*, 18 h, 22 h 05. 2. *Eraserhead*, sam 18 h 10, 22 h 05, mar. 14 h, 18 h, 22 h 10. 3. *Sailor and Lula*, lun. 13 h 55 14 h 55, 15 h 55, 16 h 55, 17 h 55, 18 h 55.

**DEMOGRAPHIQUES FASCINANTS**, Institut océanographique, 5 (10-44-32-30-90). Biologie de la seiche, sam. 16 h, dim. 15 h, 16 h.

**DOCUMENTAIRE SUR GRAND ÉCRAN**  
Le Cinéma des Détectives, 17 (10-51-52-20-20-20). 1. *Le grand détective*, 19 h. 2. *Années d'été*, dim. 14 h. 3. *Dehors du cinéma*, dim. 18 h. 4. *La Jettée*, dim. 20 h.

**FESTIVAL MORETTI (v.o.)**, Reflet Médicis II, 5 (10-43-54-54-34). *Sogno*, 18 h, 20 h.

**FILMER L'HISTOIRE (v.o.)**, Centre Pompidou. Petite salle, Jean Reno, Studio, 4<sup>e</sup> (10-44-71-12-39). *Il travaillait en famille, ni patrie...*, sam. 17 h. 7. *The Hollywood Ten*, sam. 20 h. *Winifred Wagner*, dim. 14 h, 17 h. *Le Violon de chambre*, 18 h, 20 h.

**LES ÉCRIS DE LA TERRE**, Musée du monde et inscription de la guerre, lun. 14 h. *Les Mots et la Mort*, par au temps de Staline, lun. 17 h. *Dracula*, ven. 19 h.

**AMÉNAGE À CLOUZOT**, Le Champé Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (10-43-54-54-54). 16 h, l'assassin hébété au 21, sam. 15 h 30 h. *Quel des Offrèdes*, dim. 15 h 55 h 20 h 05. *Le Salaire de la peur*, lun. 12 h 10, 16 h 20 h. *Les Diaboliques*, 12 h 10, 16 h, 20 h.

**IMMAGINES : D'UNE GÉNÉRATION**  
L'Institut National du Cinéma arabe, (10-51-52-30-10). *La Haine*, dim. 17 h. *L'osair de la Belle de Mai*, dim. 17 h. *Pierre et Djamilia*, dim. 17 h.

**LE JOURNAL DE VOYAGE D'ANORA**  
MALRAUX, Auditorium du Louvre.

(01-40-20-51-86), les Apprentissages  
d'un jeune marié, dim. 16 h; Cinquante  
ans d'une passion, dim. 17 h 30.

**GENNETH ANGEL, L'INTEGRALE DES  
FILMS MAGIQUES (v.o.),** Les Trois  
Lumière, g. (01-46-33-97-77).

Inauguration de la Pleasure Dome,  
dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, mar.  
14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Rabbit's  
Moon, sam. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, lun.  
14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**JOHN GUTENBERG, BROTHERS (v.o.),** Le  
Campus-Espace Jacques-Tati, s. (01-  
43-54-51-60), la soupe au canard, di-  
man. 12 h 10.

**MODELE DU 7<sup>ART</sup>, LA COMÉDIE**  
(v.o.), Le Quartier Latin, s. (01-10-26-  
84-65), le Pigeon, sam. 19 h 10; To be  
or not to be, s. (01-14-10, 19 h 10  
19 h 10; Alliez coucher ailleurs, mar.  
14 h, 19 h 10.

**NUIT DAVID LYNCH (v.o.),** Racine  
Détroit, g. (01-46-26-19-68), Sallor et  
Lula, sam. 0 h; Dune, sam. 2 h; Twi-  
leight, s. (01-46-26-19-68).

**PAUL SAMI (v.o.), Accatone, s.** (01-46-  
33-86-86), Quatre histoires comiques  
dim. 13 h 45.

**PETER GREENAWAY, PORTRAIT**  
**EN HUIT FILMS (v.o.),** Cinéma de  
la Ville, s. (01-33-42-40-20), Orwin-  
ning by numbers, sam. 20 h, dim.  
13 h 10; A Walk through, sam.  
18 h 30, 22 h 30, lun. 13 h 30, 15 h  
16 h 30, 18 h, 19 h 30, 21 h, 22 h 30; Le  
Cuisinier, le voleur, sa femme et son  
animal, mar. 16 h, dim. 15 h 30, mer.  
16 h 30, 19 h 30, 22 h.

**SCRATCH PROJECTION (v.o.),** Enchante-  
pot, 14<sup>e</sup> (01-45-43-41-63), Shocking  
Hot, mar. 22 h.

**SIX FILMS COURTS EUROPEENS**  
(v.o.), Les Films des Ursulines, s. (01-43-  
43-09), Alpsee, lun. 21 h 45.

**THE LUBITSCH TOUCH (v.o.),** Actio-  
Ecoles, s. (01-43-25-72-07), The Shop  
around the Corner, sam. 18 h, 18 h  
20 h, 22 h; la Huitième Femme de  
Barbe-Bleue, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h,  
22 h; The 400 Blows, 20 h 20; Séré-  
nade à trois, lun. 14 h, 15 h 40  
17 h 20, 19 h 40, 22 h 20; La Follie  
ingénue, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h  
22 h.

**THEATROLOGIE, Studio-Théâtre, 1**  
(01-45-96-98-58), Les Géants de  
l'humanité, dim. 14 h 30, lun. 10 h.

**TROIS OESCENTES AUX ENFERS AVEC**  
**SAMUEL FULLER (v.o.),** L'Entrepô-  
t 14<sup>e</sup> (01-45-43-41-63), Le Port de la  
drogue, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h  
22 h; Shock Corridor, sam. 16 h, 18 h,  
20 h, 22 h; The War, s. (01-46-33-86-86),  
22 h; The Naked Kiss, dim. 14 h, 16 h,  
18 h, 20 h, 22 h.

**WERNER FASSBINDER (v.o.),** Accatone,  
s. (01-46-33-86-86), les Allées du dési-  
r, sam. 19 h 10; Jusqu'au bout du  
monde, sam. 21 h 20; Alice dans le  
ville, lun. 16 h.

## LA CINÉMATHEQUE

**PASSAGE DE CHAILLOT (01-47-04-24-25)**  
**DIMANCHE**  
Histoire permanente du cinéma  
Amants et fils (1959, v.o. s. t. f.),  
de Jack Cardiff, 16 h 30; Billy Budd  
(1962, v.a. f.), de Peter Ustinov, 19 h  
Mort à Venise (1970, v.o. s. t. f.),  
de Luchino Visconti, 21 h 30.  
**MARDI**  
Conférence de Frank Kessler: Les  
Américains ne connaissent pas le mot  
«schreien», 18 h 30.  
**SALLE RÉPUBLIQUE (01-47-04-24-24)**  
**DIMANCHE**  
Conspirations: la Poursuite impitoyable  
de Cagliostro (1972, v.o. s. t. f.), de Sergio Soli-  
lima, 17 h; Les Conspirateurs (1944,  
de Jean Negulesco, 19 h 30; L'Ombre  
rouge (1981), de Jean-Louis Comolli,  
21 h 30.

**CENTRE GEORGES POMPIDOU**

**SALLE GARANCE (01-42-78-37-29)**  
**QIMANCHÉ**  
Le Cinéma tchèque et slovaque : Le saup<sup>3</sup> fait le jardin (1939, v.o.s. t. f.), de Karel Světlý ; Les Petites Marguerites (1966, v.o. s. t. f.), de Vera Chytilová, 14h 30 ; La vierge miraculeuse (1966, v.o. s. t. f.), de Stefan Uher, 17 h 30 ; Krakonos et Dontovka, la barbu (1978, v.o. s. t. f.), de Zdeněk Světlý ; Les Olsons (1979, v.o. s. t. f.), de Karel Šmýček, 20 h 30.  
**LUNDI**  
Le Cinéma tchèque et slovaque : Volet nommé l'orphelin (1989, v.o. s. t. f.), de Zdeněk Světlý, 14 h 30 ; La Fin de la maison Bernhof (1983, v.o. s. t. f.), de Jiří Svoboda, 17 h 30 ; Chronique maritime (1969, v.o. s. t. f.), de Vojtěch Jasný, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

**2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (01-44-76-600)**  
**DIMANCHE**  
Elles : Jules et Jim (1962), de François Truffaut, 14 h 30 ; la Banguélie (1980), de Francis Girod, 16 h 30 ; Actualités Gaumont (1925) ; Sans peur (1971, v.d. s. t. f.), d'Ali Khamraie, 19 h ; Actualités Gaumont (1925) ; Anatomie d'un rapport (1975), de L. Moulet et Antonietta Pizzorno, 21 h.

**GALERIE NATIONALE DU JEU**

**DE PAUME**  
(01-47-03-12-50)  
**DIMANCHE**  
Un pays sans bon sens (1970), de Pierre Perrault, 14 h 30; C'était un Québécois en Bretagne, Madan (1977), de Pierre Perrault, 16 h 30.  
(\*) Films interdits aux moins de 12 ans.  
(\*\*) Films interdits aux moins de 16 ans.

**TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE**  
**3615 LEMONDE**  
ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 f/m)

7 (Publicité)



Kinkali

Bédouet · Adrien

A partir du 9 janvier

Les Trompettes de la mort

Tilly

Prolongation jusqu'au 26 janvier

Théâtre national de la Colline · 01 44 62 52 52

## feuille. 6\* (01-46-33-79-38; réserva- 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14

01-41-40-30-20); Lucernaire, 6<sup>e</sup> (01-41-40-37-34).

MICROCOSMOS, LE PEUPLE  
L'HEROSE (Ct.) : UGC Ciné-citiales Les Halles, 1<sup>re</sup>; Reflet Médias, salle Louis-Louvet, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34); Bretagne, 6<sup>e</sup> (01-39-17-10-00); réservation 01-40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (01-43-54-42-34); UGC Odéon, 1<sup>er</sup> (01-40-30-20-10); UGC Triomphe, 8<sup>e</sup>. Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00); réservation 01-40-30-20-10; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27); réservation 01-40-30-20-10; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27); réservation 01-40-30-20-10; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96; réservation 01-40-30-20-10).

LES MILLE ET UNE RECETTES  
DU CUISINIER AMPOUREUX (Fr.-généraliste), 1<sup>re</sup> (01-39-99-40-40); réservation 01-40-30-20-10; 14-Juillet Hauteville, 5<sup>e</sup> (01-46-33-79-38); réservation 01-40-30-20-10; Publicis Champs-Elysées, 8<sup>e</sup> (01-40-10-76-23); réservation 01-40-30-20-10; UGC Odéon, 1<sup>er</sup> (01-40-30-20-10); réservation 01-40-30-20-10.

NDS FUNÉRAILLES (\*) (A., v.o.): Gaumont les Halles, 1<sup>re</sup> (01-39-99-40-40); réservation 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88); réservation 01-40-30-20-10; UGC Danette, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).

ONLY THE BRAVE (Autr.), v.o.: Espace de Bois, 5<sup>e</sup> (01-43-37-57-47); Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (01-43-37-40-49); Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (01-44-07-20-49).

POUR RIEN (Fr.): Gaumont les Halles, 1<sup>re</sup> (01-39-99-40-40); réservation 01-40-30-20-10; Le Saint-Germain-des-Prés, 8<sup>e</sup>, G. de Bergey, 1<sup>er</sup> (01-42-28-27-23); réservation 01-40-30-20-10; La Pagode, 7<sup>e</sup> (réservation 01-40-30-20-10; Le Balzac, 8<sup>e</sup> (01-45-61-10-60); Gaumont Opéra Français, 3<sup>e</sup> (01-47-70-33-88); réservation 01-40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, 1<sup>re</sup> (01-43-57-90-81); réservation 01-40-30-20-10.

(Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55); Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (01-43-26-19-08); 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83); réservation 01-40-30-20-10; Elysees Lincoln, 8<sup>e</sup> (01-43-54-42-34); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08); réservation 01-40-30-20-10; Saint-Laure-Pasquier, 8<sup>e</sup> (01-43-67-35-43); réservation 01-40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 3<sup>e</sup> (01-47-70-33-88); réservation 01-40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, 1<sup>re</sup> (01-43-57-90-81); réservation 01-40-30-20-10; Les Nation, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67-67); réservation 01-40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88); réservation 01-40-30-20-10; Gaumont Parissée, 8<sup>e</sup> (réservation 01-40-30-20-10); Gaumont Alerte, 1<sup>er</sup> (01-43-27-84-50); réservation 01-40-30-20-10; 14-Juillet Beaurenelle, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27); réservation 01-40-30-20-10; Pacha de la Madeleine, 1<sup>er</sup> (01-43-27-84-50); réservation 01-40-30-20-10; 14-Juillet sur-Seine, 19<sup>e</sup> (réservation 01-40-30-20-10; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96; réservation 01-40-30-20-10).

LES REPRISES

ANNA KARENINE (Brit.): Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (01-43-25-72-07).

LA DOLCE VITA (It. v.o.): Grand Arlecino, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40).

L'EXTRAORDINAIRE MONSIEUR CORNÉLIUS (A., v.o.): Reflet Média, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).

LES HABITANTS (Hol., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55); Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (01-43-26-19-08); INTOLERANCE (A.): L'Arlequin, (01-45-44-28-80; réservation 01-40-30-20-10).

LA JETÉE (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (01-42-77-14-55).

RACCOMANDIAMO LA NUIT (A., v.o.): Le Champo-Espace Jacques Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60; réservation 01-40-30-20-10).

## LES REPRISES

ANNA KARENINE (Brit.): Action  
Ecoles, 5\* (01-43-25-72-70);  
LA DOLCE VITA (ital. v.o.): Grand An-  
tion, 5\* (01-43-29-44-40).  
L'EXTRAVAGANT MONSIEUR CO-  
RNU (A. v.o.): Reflet Médias 1, 5\* (01-43-  
54-42-34).  
LES HABITANTS (Hol., v.o.): 14-Juillet  
Beauport, 3\* (01-42-77-14-53); Sto-  
die des Ursulines, 5\* (01-43-26-19-09).  
INTOLÉRANCE (A.): L'Arlequin, 1  
01-43-26-80-80; Réservation 01-43-  
20-10-10.  
LA JETÉE (Fr.), 14-Juillet Beauport  
3\* (01-42-77-14-53).  
LES PASSAGERS DE LA NUIT  
(A. v.o.): Le Champo-Espace Jacque-  
Tati, 5\* (01-43-54-51-60; réservation  
01-40-30-20-10).



## Canal +

## Canal +

**France-Culture**

**UN APPEL  
DANS LA NUIT**  
Téléfilm de Fred Walton, avec Carol Kane, Jill Schoelen (90 min). 98585

**22.05 Retrouvailles**  
avec les chimpanzés.  
Documentaire  
150 min L 131398

**22.55 Flash d'information.**

**SIX DEGRES**  
**DE SÉPARATION**  
Film de Fred Schepisi, avec Stockard  
Channing, Will Smith 727836  
(1993, 104 min).

**0.45 Des anges  
et des insectes**  
Film de Philip Haas  
(1994, v.o., 115 min). 645826

**2.40 Surprises,**  
**3.00 Boîte.** En direct.  
Championnat du monde  
WBC super-légers, Oscar de  
la Hoya (EU) - Miguel Ange  
Gonzalez (Mex)  
(244 min). 9018942

0.05 Tard dans la nuit. Nouvelles de Villiers de l'Isle-Adam. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.)

**France-Musique**  
19.30 Opéra.  
Hamlet (opéra en 5 actes et 7 tableaux d'après le drame de Shakespeare). Donné le 14 septembre 1996 au Grand

Théâtre de Genève, par le Chœur du Grand Théâtre de Genève et l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Louis Langrée, Ambroise Thomas. Nathalie Dessay : Ophélie (soprano), Marine Dupuy : la reine Gertrude (mezzo), Simon Keenlyside : Hamlet (baryton), Alain Vernhes : Claudius (basse), Jean-Louis

## Les films sur les chaînes européennes

menêtres. Film de Dominique Othenin  
Girardin, avec Isa Anderson. *Fantastique.*

Festival d'Automne. Concert donné le 18 novembre 1996 à l'amphithéâtre de l'Opéra national de Paris, par les Jeunes Solistes, dir. Rachid Safir. Œuvre de Fénelon.

**Radio-Classique**  
20.40 Ravel, souvenirs  
de Manuel Rosenthal.  
Tsar Saltan de  
Pimen Korkalov par

Rothschild-Symphonique de Chicago; Le final de la Tosca de Puccini; Iberia d'Albeniz Boléro de Ravel, par l'Orchestre de l'Opéra de Paris; Gymnopédie n° 1 et Gossienne n° 3 de Satie; L'ouverture de Tip Toes de Gerstwin; L'Enfant et les sortilèges de Ravel; Prélude Après-midi d'un faune de

**Good**

## Canal -

**20.35 Le Temps de la dan**

12.20 Flash d'Information.  
 12.30 C Net. Magazine.  
 12.45 Le Vrai Journal.  
 13.05 La Semaine  
 des Guignols.  
 14.00 et 16.00, 16.35, 17.50,  
 20.25 Dimanche  
 en famille.  
 14.20 Les Ailes de la mort.  
 Téléfilm de Peter  
 Barber-Fleming  
 (100 min). 80798  
 16.10 Babylon 5. Série.  
 ► En clair jusqu'à 18.00  
 17.00 ► Caméra Insolite.  
 Bosnia Hôtel, de Thomas  
 Balmès (50 min). 970  
 18.00 La Carapate ■  
 Film de Gérard Oury  
 (87, 95 min). 9858  
 ► En clair jusqu'à 20.35  
 20.35 Flash d'Information.

**20.35 Le Temps de la danse.**

**21.00** Atelier de création  
radiophonique.  
2146 pierres, 2146 lieux.

**22.35 Musique : le concert.**  
Transcontinentales. Le  
Quintette de Steve Arquette  
0.05 Clair de nuit. Tentatives p  
mières, par Nathalie Duplé et h  
Kabakoff. Rub a dub dub, par Th  
Beauchamp. Kéramences, par Th  
Osmellaméro : Victimes anonym  
Des mots dans le vent, polypho  
phonique, par Jean-Louis Laro  
Nuits de France. Culture (rediff.)  
Les Lundis de l'États. Les Écoute  
la Renaissance : 2.25 Du jour au  
demain ; Alain Buisine (Les clac  
Tiepolo) ; 3.15 Répliques, par Al  
Findekraut. A la découverte de W  
Gombrowicz : 3.55 Entrée  
Raymond Queneau : 4.59 Grand  
Amalgame de la nuit

## 2035-2

**France-Musique**

Film d'Emir Kusturica, avec Milo Manojlovic (1993-1995, 165 min). 489610  
Ce film a été vivement attaqué comme pro-serbe par quelques intellectuels français. Voyons ce plus sérieusement.  
**23.20 Flash d'Information.**

**20.05 Voix souvenirs.**  
André Pernet, basse. Œuvre

de Gounod : Faust ; Ronde  
veau d'or, Méphisto, acte 2  
Sérénade (acte 4), dir. Piero  
Coppola (1935) ; Massenet :  
Thaïs : air d'Alexandrie  
(Athanasi, acte 1) ;  
Moussorgski : Boris  
Godounov : j'ai le pouvoir  
suprême (monologue, acte  
je souffre, je succube (scène  
du canton), La mort de Boris

**L'EQUIPE  
DU DIMANCHE**  
Magazine présente

Rossini : Le Barbier de Séville  
air de la calomnie (Basil, a  
(1. dir. Henri Gusser (1937) :

**1.00 Diva ■**  
Film de J.-J. Beineix  
(1980, 115 min.) 3448  
L'adaptation du  
« néo-polar » de Delacour  
fut surtout prétexte à une  
démonstration de mise en  
scène lyrique grandiose  
d'un hyperréalisme  
déliquant.

**2.55 Harcèlement ■**  
Film de Barry Levinson  
(1994, 122 min.) 49519

dow regard se voue  
(Nākhanta, acte 2), dir.  
Gustave Clouzot (1930) : Lully

**21.00** Table d'écoute,  
**22.30** Transversales.  
1 Dedicé ; 2 Les Magiciens de  
Terre. Traditionnelles d'Algérie  
d'Ouzbékistan et d'Iran ; 3  
Chansons. Sensualité ; 4 Le  
jazz, probablement. La  
Knifing Factory.

**1.00** Les Nuits de France-Musique

**Radio-Classique**

**20.00** Soirée lyrique.  
Le Comte Ory, opéra de  
Rossini. Orchestre de l'Opéra

## Les films sur les chaînes européennes

et. Film d'Oliver Stone (1988, 140 m)  
ougeat. Comédie dramatique.  
e. Film de Paul Schrader (1981, 120 m)  
Kinski. Fantastique.

Gardiner, John Aler : le com-  
Ory, Gino Quilico : Raimba-  
Sumi Jo : la comtesse Adèle  
Giles Cachemallie : le  
gouverneur, Diana Montag  
Isoler, Raquel Pierotti : Da-

**22.15 Opéras étrangers compo-  
pour Paris. Œuvres de Doniz-  
Ménage, Hoff. 200. Les Nuits de**

- ▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



## Chinoiseries

par Alain Rollat

IL SE FAIT préoccuper Harry depuis qu'il a choisi la nationalité américaine, en 1985 : Harry Wu. Mais il est plus connu par le surnom que les manières de l'éti-quetage comparatif lui ont donné depuis qu'il mène campagne contre les « camps de rééducation » d'où il est sorti en 1979 : Harry Wu, « le Soljenitsyne chinois ». Cela fait donc dix-huit ans que cet homme témoigne : il existe bien un goulag chinois qui n'est pas moins goulag que le défunt goulag soviétique. Il y a même un mot chinois pour le dire : le mot *laogai*. Mais qui, en France, a entendu parler de « l'archipel » du *laogai* ? Harry Wu se cogne au mur du silence. En France, comme aux Etats-Unis, il n'y a plus qu'un mot chinois à la mode : le mot *business*.

Harry Wu était, vendredi soir 17 janvier, sur France 2, l'invité du « Bouillon de culture » de Bernard Pivot. On s'est alors vaguement souvenu que sur le plateau d'« Apostrophes », en 1975, c'est un rescapé bien de chez nous, un certain Jean Pasqualini, qui racontait déjà l'enfer du *laogai* où il avait été emprisonné « par erreur » pendant sept ans. Qu'avons-nous fait de notre témoignage ?

Harry Wu, lui, a passé dix-neuf ans de sa vie dans ces camps de « rééducation par le travail ». Son crime, son Mao, était d'avoir reçu une éducation bourgeoise et d'avoir critiqué, en 1956, l'entrée des chars soviétiques à Budapest. Il a survécu au *laogai* parce qu'il a fait semblant de ne plus être un homme : « J'ai vécu comme une bête... La dignité était un luxe qu'on ne pouvait s'offrir ». Son crime, son Deng Xiaoping, est de « se mettre au service de forces internationales » parce qu'il entreprit de revenir clandestinement

dans son pays natal, avec l'appui des caméras cachées de la BBC ou de CBS, pour filmer les chantiers de travaux forcés et recueillir les témoignages de ceux qui y meurent encore aujourd'hui.

Que ferons-nous de ce nouveau témoignage d'Harry Wu ? Détournerons-nous notre regard du sien ? Heureusement, cet empêcheur de commercer en paix n'a pas exhibé sa cicatrice. Nous oublierons plus facilement qu'on lui cassa le bras gauche, sous la révolution culturelle, parce qu'il osait lire en cachette *Les Misérables*. N'avons-nous pas laissé fusiller Gavroche sur la place Tiananmen ? Nous continuerons sûrement à consommer du Rémy-Martin bien qu'Harry Wu ait insisté sur les profits que cette firme française tire des vendanges imposées aux faux vigneron-vrais forcés de la fausse ferme de Qinghe. Que l'âme de Jean Valjean ait pitié de notre veulerie !

C'est le malheureux Alain Peyrefitte qui fera donc les frais de notre mauvaise conscience. Quand Bernard Pivot lui demanda pourquoi il n'avait pas, dans son dernier livre, raconté la même Chine qu'Harry Wu, l'auteur de *La Chine s'est éveillée* expliqua si longuement qu'il fallait « nuancer, relativiser, replacer les choses dans leur contexte... », que nous revîmes en mémoire ce mot de Victor Hugo, dans *Les Misérables* justement : « La vraie division humaine est celle-ci : les lumineux et les ténébreux ».

[La chronique hebdomadaire d'Alain Rollat s'interrompt avec ce numéro, notre collaborateur reprenant à partir de lundi (nos éditions datées 21 janvier) la chronique « Télévision » quotidienne. Désormais, nos éditions du samedi (datées dimanche-lundi) offriront en dernière page, comme tous les autres jours, une chronique de Pierre Georges.]

## A nos lecteurs

LE MONDE continue de bouger. Deux ans après son lancement, sa nouvelle formule sera approfondie durant l'année 1997, en trois temps (janvier, juin et septembre). Notre objectif est d'améliorer la seconde partie du journal, correspondant aux pages « Aujourd'hui », « Culture » et « Communication ». En lui donnant plus d'espace et en la diversifiant, il s'agit d'affirmer plus encore que *Le Monde*, loin d'être seulement un quotidien réputé pour son traitement de l'actualité politique et économique, internationale et nationale, a aussi pour ambition d'offrir à ses lecteurs des informations concernant leur vie quotidienne, leurs plaisirs et leurs envies, de la vie pratique au sport, de la santé aux voyages, de la mode à l'explosion de l'offre télévisuelle.

A partir de notre numéro de lundi (daté mardi 21 janvier), les pages « Aujourd'hui » gagneront en volume, accueilleront de nouvelles rubriques pratiques, proposeront des jeux rénovés et inédits et offriront, avec l'aide de Météo France, des prévisions météorologiques étendues. En fin de journal, nos lecteurs découvriront une nouvelle page « Communication », ouverte à l'actualité de tous les médias, publicité comprise. Enfin, une nouvelle rubrique, « Kiosque », apparaîtra en avant-dernière page, offrant une revue de presse développée et des informations décalées sur des personnalités en vue.

En juin, une deuxième vague de changements concernera les pages « Culture » et la présentation graphique du *Monde*.

Tirage du Monde daté samedi 18 janvier 1997 : 495 573 exemplaires

L'une des plus retentissantes controverses scientifiques de cette fin de siècle

L'eau a-t-elle une mémoire ?

racontée pendant trois jours dans les pages « Horizons » du *Monde*

Un polar scientifique

à suivre

lundi 20, mardi 21 et mercredi 22 janvier dans *Le Monde*

## M. Chirac interviendrait à la télévision en début de semaine

Le chef de l'Etat préciserait son projet de réforme de la justice

LE PRÉSIDENT de la République pourrait intervenir à la télévision au début de la semaine du 20 janvier pour annoncer la mise en place de la commission sur la réforme du parquet, qu'il avait évoquée pour la première fois lors de son passage sur TF1 le 12 décembre 1996. Des réunions devaient avoir lieu à l'Élysée, samedi 18 janvier, pour faire le point sur ce projet et envisager une intervention télévisée de Jacques Chirac. Aucune décision n'était encore prise samedi en fin de matinée.

Le projet dessiné par M. Chirac consiste à nommer une commission chargée de réfléchir à l'indépendance du parquet et au secret de l'instruction. Le chef de l'Etat avait cité « le premier président de la Cour de cassation » comme possible président de cette commission. Pierre Truche, titulaire de

cette fonction, est le nom le plus souvent avancé, après que l'on s'était interrogé sur le choix d'un de ses prédécesseurs. La commission devrait comporter une vingtaine de membres, pour moitié professionnels de la justice (magistrats et avocats), pour moitié des « non-professionnels » (philosophes du droit, universitaires, journalistes, représentants de la société civile).

L'initiative de M. Chirac a été critiquée y compris dans les rangs de la majorité, notamment par Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, et par Raoul Béteille, député (RPR) de Seine-Saint-Denis et ancien directeur des affaires criminelles au ministère de la Justice à la fin des années 70. Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin (RPR), a exprimé devant le chef de l'Etat, le 6 janvier, à l'occa-

sion des vœux de Nouvel An, le souhait que le Parlement soit associé « en amont » à cette réflexion. Il a été contredit sur ce point par le président du groupe RPR de l'Assemblée, Michel Rocard.

A deux reprises, lors des vœux de Nouvel An à l'Élysée, devant le Conseil constitutionnel et devant la presse, M. Chirac a réaffirmé son intention d'installer cette commission avant la fin du mois de janvier. Dans son esprit, il s'agit d'« examiner sérieusement la possibilité de rendre le parquet indépendant du corps des sceaux ». En décembre, le Conseil supérieur de la magistrature a transmis à M. Chirac un avis proposant que la nomination des procureurs et des procureurs généraux soit confiée à cette instance et que les instructions individuelles du garde des sceaux soient supprimées.

## Le personnel refuse toujours le démantèlement du Crédit foncier

Le personnel refuse toujours le démantèlement du Crédit foncier

Depuis le matin, 9 heures, cadres et employés du Crédit foncier de France ont entamé un bras de fer avec le gouvernement. Convoqué par l'intersyndicale (CFDT-CGT-FO-CFSC-CCG-SNA autonomes) à la suite des déclarations de Jean Arthuis à la Commission des finances mercredi 16, confirmant le plan gouvernemental de scission du Crédit foncier et sa reprise partielle par le Crédit immobilier de France (CIF), la quasi-totalité du personnel (plus d'un million de personnes) s'est spontanément et massivement déplacé vers la salle voisine où se tenait le comité exécutif (Le Monde du 18 janvier).

Le gouvernement n'y était pas, retenu à l'extérieur par une réunion impromptue. Ils l'ont donc attendu, « irritant » les membres du comité à faire de même. Le personnel espérait-il de Jérôme Meyssonnier des propos rassurants sur les modalités de transfert de 1500 salariés au CIF ? A son arrivée, celui-ci n'a pu confier que ses propres doutes. « La proposition avec le CIF telle qu'elle est faite aujourd'hui ne me paraît pas viable surtout au niveau du reclassement du personnel. Elle doit être modifiable ». Alors, les salariés du Crédit Foncier l'ont retenu.

Réclamant la venue de Jean Lemierre, le directeur du Trésor, et exigeant « une déclaration claire et publique sur l'abandon du projet de loi relatif au Crédit Foncier dont la nécessité n'apparaît que dans le cadre du démantèlement du CFF ». La réponse est tombée de Bercy, en trois points : il est possible d'ouvrir avec le CIF une négociation plus large et plus équilibrée ; s'il y a une autre proposition de reprise, elle sera étudiée ; la création de la Caisse nationale ne préjuge pas de l'identité du repreneur. Jotat samedi matin par *Le Monde* place Vendôme où il a passé la nuit en compagnie de plusieurs centaines de salariés, Jérôme Meyssonnier affirme que les ouvertures qui ont été faites lui conviennent.

Le personnel ne l'entend pas de cette oreille et est décidé à obtenir le report du projet de loi, au moins jusqu'à la session d'automne. « Nous ne bougerons pas tant qu'il n'aura pas un engagement précis du gouvernement sur ce point », affirme un syndicaliste samedi matin. Dans la grande salle, après le silence de la nuit, le brouhaha recommence à monter. Les syndicats annoncent qu'ils vont répondre à l'invitation de Bercy et demandent un rendez-vous pour l'après-midi même. Ils ne libèrent pas les locaux pour autant. Il est 10 h 30.

Jean-Jacques Bozonnet

Babette Stern

■ SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU « MONDE » : le conseil d'administration est amené à renouveler un poste d'administrateur à l'occasion de la prochaine assemblée générale. Les actionnaires de la Société qui souhaitent présenter leur candidature sont priés d'adresser une lettre motivée ainsi qu'un curriculum vitae, avant le 27 janvier 1997, à Bernadette Santiano, Société des lecteurs du *Monde*, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05.

CALVITIE



Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE  
Tél. : 01 53 83 79 79 - Fax : 01 53 83 79 70 - 3617 INFO CHAUVÉ

Centre Médico-Chirurgical Franklin Roosevelt  
49, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris

## Corse : la police intervient contre les agriculteurs

LES FORCES DE L'ORDRE sont intervenues, sans incident, vendredi 17 janvier, pour faire évacuer les accès des deux dépôts de carburant, en Corse, bloqués depuis quatre jours par des agriculteurs. En réaction, les pompiers de l'île avaient déclenché jeudi une grève générale, réclamant des pouvoirs publics qu'« ils fassent respecter sans délai le droit au travail ».

Les agriculteurs voulaient paralyser l'île pour provoquer une négociation avec « la collectivité territoriale de Corse et l'Etat », à propos des dossiers de désendettement. « Sur les 4 501 exploitations employant 5 585 personnes, 3 000 sont lourdement endettées et 1 156 exploitations ne disposent plus de couverture sociale pour les familles », précise Michel Valentini, président de la chambre régionale d'agriculture.

UNE DETTE DE 1,9 MILLIARD La dette agricole totale s'élève à 1,9 milliard de francs. Le principal créancier est la Caisse régionale de crédit agricole avec 1,3 milliard non recouvré. La Mutualité sociale (MSA) totalise un passif de 469 millions de cotisations non réglées. L'Office hydraulique réclame 54 millions. Enfin, les coopératives de fournitures et de matériel enregistrent un total de 38 millions de factures non réglées par leurs adhérents.

Par ailleurs, un attentat à légère-ment endommagé vendredi soir une agence du Crédit agricole à Bastia, mais aucun lien ne pouvait être établi samedi matin entre cet acte et le mouvement social. (Corresp.)

## Philippe Séguin pourrait nommer Pierre Wiehn au CSA

UNE GRANDE CONFUSION préside à la nomination des membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) appelés à succéder à Roland Faure, Geneviève Guichenev et Monique Augé-Lafon dont le mandat arrive à échéance le 23 janvier. En désignant Janine Langlois-Glandier, jeudi 16 janvier (*Le Monde* du 18 janvier), au poste occupé par Roland Faure, le président du Sénat, René Monory, a violé l'usage qui veut que l'annonce des nominations soit simultanée, et surtout laissée à l'initiative du président de la République.

L'information selon laquelle le président de l'Assemblée nationale pourrait nommer Pierre Wiehn, soixante-deux ans, PDG de Protécrea, une filiale de production de TF1, n'a été ni confirmée, ni démentie, vendredi 18 janvier, par les services de Philippe Séguin.

Pierre Wiehn, nommé favori depuis plusieurs semaines, est un professionnel reconnu, qui a commencé sa carrière à la radio (RTF, RMC et France Inter), avant de devenir, de 1981 à 1986, directeur chargé de la création et de la programmation à Antenne 2, puis conseiller de TF1, avant d'entrer à Protécrea. Il a aussi présidé la Communauté des télévisions francophones (1984-1985) et occupé divers sièges d'administrateurs, notamment à l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et à l'Institut Médiamétrie.

En préférant M<sup>me</sup> Langlois-Glandier, professionnelle de l'audiovisuel, à une conseillère d'Etat comme Jacqueline de Guillenchmidt, M. Monory a aussi rompu une règle non écrite qui veut que le CSA bénéficie d'un panache de compétences. Si la désignation de M. Wiehn était confirmée, et si le choix du président de la République se portait, comme le dit la rumeur,

sur la productrice Hélène Fatou, ancienne responsable du département jeunesse de FR3, ce sont trois « profils » identiques qui feraient ainsi leur entrée dans l'organisme de régulation de l'audiovisuel.

Jean-Jacques Bozonnet

Babette Stern